

R

A. D. SERTILLANGES

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE MORALE

à l'Institut catholique de Paris.

Nos Luittes

Le rôle des luittes dans la vie sociale.

La luitte des classes.

Les luittes politiques.

Les luittes religieuses :

I. — L'anticléricanisme.

Les luittes religieuses :

II. — Protestants et Juifs.

Les Revendications féministes.

Victor Lecoffre

1903

Nos Luttes

T 8 D 16

A. D. SERTILLANGES

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE MORALE

à l'Institut catholique de Paris.

DU MÊME AUTEUR

- JÉSUS. — 1 vol. in-12 (*Quatrième édition*) 2 fr. 50
- NOS VRAIS ENNEMIS. — 1 vol. in-12. 3 fr. »
- LE PATRIOTISME ET LA VIE SOCIALE. — 1 vol. in-12. 3 fr. »
- La Preuve de l'Existence de Dieu et l'Éternité du Monde. Mémoire présenté au Congrès international des savants catholiques en 1898. 1 fr. »
- L'Introduction à l'Étude de la Médecine expérimentale de Claude Bernard. Avec des notes critiques. 5 fr. »
- L'Art et la Morale. In-18. 0 fr. 60
- Un pèlerinage artistique à Florence. In-12 avec vignettes et couverture illustrée. 2 fr. »
- Le Savant Catholique. Br. in-8°. 0 fr. 60
- L'Action Catholique. Br. in-12 0 fr. 60
- L'Art Chrétien. Br. in-8° 0 fr. 60
- La Crise de la Foi. Br. in-12 0 fr. 60
- Panégyrique de S. J.-B. de la Salle, prononcé à St-Sulpice à l'occasion des fêtes de la Canonisation, le 24 mai 1900. 0 fr. 60
- Discours d'ouverture du Congrès international des Œuvres Catholiques, prononcé à Notre-Dame de Paris, le 3 juin 1900 0 fr. 60
- La Morale laïque et la Morale religieuse. Br. in-8°. 0 fr. 60

Typographie Firmin-Didot et C^e. — Measil (Eure).

Nos Lutttes



* J'éprouve une joie indicible à penser que je n'ai dit une parole ni écrit une ligne qui n'eût pour but de communiquer l'esprit de vie à la France sous une forme acceptable pour elle, avec douceur, tolérance et patriotisme. »

LACORDAIRE.

PARIS
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE
RUE BONAPARTE, 90

1903

Sur le rapport favorable des examinateurs nous
vous permettons l'impression.

Paris, le 22 mai 1903.

G. LEFEBVRE,

Vic. gén.

AVANT-PROPOS

L'esprit de ces discours sera vite jugé. Ils procèdent tous d'une même pensée : amener à réfléchir, avec un peu de calme et devant Dieu, quelques-uns de ceux qu'épouvantent à juste titre les graves conflits engagés à l'heure actuelle.

Un affolement bien naturel se produit, à un moment où l'hostilité violente d'une secte bouleverse en France les situations les mieux acquises, compromet les intérêts les plus grands. Nous sommes tous révoltés, en face de l'arbitraire haineux qui gouverne, et beaucoup ne voient de recours que dans un appel à la force et dans le hasard des révolutions.

Cette solution n'est pas celle qu'on préconise dans ces pages. On s'efforce d'y rappeler l'es-

prit chrétien : esprit d'ardeur et de générosité dans les luttes; mais aussi esprit de justice, de soumission aux pouvoirs établis, de patience dans l'épreuve et de charité quand même.

Les théories exposées l'ont été, on l'espère du moins, avec circonspection et avec un sentiment très vif de la complexité des problèmes. Nous avons l'expérience de ces luttes d'idées où les combattants ressemblent aux chevaliers dont parle Spencer, qui se battaient pour la couleur d'un bouclier rouge d'un côté et vert de l'autre, chacun d'eux n'en voyant qu'une face.

Il y a parmi nous des irréductibles; des hommes que la haine seule conduisant, ou bien alors la vénalité la plus basse, les discussions les plus loyales sont condamnées, en ce qui les concerne, à la plus complète inutilité. Mais il y a aussi les passionnés qui n'ont pas renoncé à toute raison, et les illusionnés, que des demi-vérités ou d'habiles sophismes circonviennent.

Nous voulons croire encore que la proportion de ces derniers est très forte; que leurs motifs contiennent une part de vérité et de justice, et qu'ainsi, à y regarder de haut, nos

divisions gardent quelque chose de généreux, et par conséquent d'excusable.

On aime le bien, en France; on aime la justice, le progrès, la fraternité sociale peut-être plus que nulle part au monde; on est patriote ardemment, et si l'on voit, à la surface de la vie sociale et politique, tant d'exploiteurs de ces grandes choses, n'est-ce pas en somme parce qu'elles existent et qu'elles vivent puissamment parmi nous?

Est-il opportun de le dire, et de se montrer prêt, sur ce terrain, à la conciliation et à la patience, d'aucuns l'ont contesté, s'étonnant volontiers, voire se scandalisant de ce qu'un persécuté fût si calme, et de ce qu'un prêtre usât de tels ménagements à l'égard d'un état de choses hostile si fort à ce qu'il est chargé de prêcher et de défendre.

Mais ne faut-il pas plutôt s'étonner de ce qu'on refuse à celui qui souffre l'injustice le droit de pardon, et à celui qui prêche l'Évangile le droit de se souvenir qu'il ne faut pas éteindre la mèche qui fume encore ni rompre tout à fait le roscau à demi brisé?

Nous avons, quant à nous, cette conviction

que dans l'état de trouble et de désarroi où se trouvent les esprits, rien n'est plus nécessaire à qui cherche le bien et ne se cherche point soi-même que l'attention à ne rien combattre de respectable, et la pleine possession de soi, au milieu des batailles incohérentes dont nous sommes les témoins.

Nous ne pouvons pas nous résigner à croire que la France, éclairée pleinement sur ce qui se passe, sur la valeur des propos qu'on lui tient, des programmes qu'on lui propose et des mesures pour lesquelles on réclame sa complicité, consentirait encore à soutenir de ses votes un personnel si peu digne de la confiance qu'elle lui accorde. Il faut donc éclairer la France, et le moyen n'est pas de se livrer soi-même aux passions; mais de dire des choses justes, s'il se peut impeccablement justes, au sens intellectuel et au sens moral de ce mot.

Reconnaître le vrai partout où il se trouve; le reconnaître afin de l'aider à se dégager de tout ce qui le défigure, et consentir à fraterniser, ne fût-ce que pour les redresser, avec les sentiments sincères, dans quelque camp qu'ils se fassent jour, telle serait, selon nous,

la tâche vraiment chrétienne à entreprendre.

Un homme parle : il exprime une pensée; il élève une revendication; il exagère; il est dans le faux; il ne voit qu'un côté de la question, et, pour finir, il conclut à une mesure dangereuse ou inique : faut-il pour cela le traiter en ennemi irréconciliable? Non. Écoutez-le; il y a quelque chose à prendre, dans ses paroles; peut-être y a-t-il quelque chose à louer, dans ses intentions. Le reconnaître, et lui en donner le bénéfice; vous-même, au besoin, en faire votre profit, c'est une prudence en même temps qu'une justice; c'est un gain pour la vérité; c'est une semence de paix; c'est un appât jeté, et qui peut dire combien d'âmes où la bonne foi survit à la passion et aux illusions tenaces ne s'y laisseront pas prendre? L'homme droit qu'on respecte est bien vite rallié, et l'homme généreux que votre sympathie va surprendre est d'avance vaincu.

Ne faut-il pas, d'ailleurs, que le souvenir des contrastes d'esprit qui se manifestent au sein de la race française nous apprenne la tolé-

rance? Nous sommes une agglomération composite; nos tempéraments sont divers, notre évolution historique mouvementée: que nous ne sachions pas nous comprendre, c'est un immense malheur; mais n'est-ce pas aussi une sorte de fatalité? Il y a là en tout cas la matière d'une excuse; il faut seulement que chacun prenne contact avec ce qui nous lie, en dépit de nos divergences; que derrière la figure abhorrée de l'adversaire, nous sachions voir l'image de la patrie, et qu'à travers les souvenirs de haine et de batailles, nous ne refusions pas d'apercevoir l'âme commune, manifestée dans une coopération séculaire, héritage d'amour qui ne comporte pas de désaveu.

En travaillant à l'unité française, ne savons-nous pas que nous travaillons à l'unité et au progrès du monde?

La France a toujours été, elle est encore, comme la cité de l'Évangile, « bâtie sur la montagne », exposée aux regards des peuples. Dans les crises qui l'agitent, notre pays a toujours progressé, ou erré, au bénéfice ou au détriment de la race humaine. Tous les besoins

de celle-ci, toutes ses aspirations nobles ou insensées ont trouvé parmi nous un champ d'expérience ou un point de départ. C'est la contradiction momentanée ou apparente, ou bien réelle et permanente de ces désirs profonds qui fait nos crises. En s'efforçant à les concilier, à les redresser ou à les servir selon l'occurrence, nous sommes certains de coopérer à l'œuvre humaine, et puisque l'œuvre humaine est en même temps divine; puisque le bien est un, à la fois temporel et éternel, nous agissons pour l'intérêt suprême, en même temps que pour celui de l'heure et de nos domaines étroits.

C'est cette pensée de l'éternel et du divin incarné dans ce qui passe qui doit, pour nous, chrétiens, être le motif supérieur de notre activité sociale. Ce temps, douloureux pour beaucoup et agité pour tous, c'est quand même le nôtre; c'est le milieu que nous prépare la Providence; il représente pour nous la volonté d'En Haut; l'aimer, le servir dans toute la mesure de nos forces, en user patiemment avec ses grandes misères, fussions-nous les

premiers à en souffrir, c'est donc notre devoir religieux, autant que notre devoir patriotique. Pas plus que l'homme individuel ne peut sans lâcheté passer sa vie à discuter sans le résoudre le problème moral que sa naissance lui propose, pas plus nous ne pouvons, socialement parlant, user nos forces en agitations vaines, nous épuiser de lamentations, alors que la nature nous invite, malgré tout, à la sympathie à l'égard de ce siècle; alors que le devoir est d'en pénétrer l'âme, de partager ses élans généreux, de pardonner de bon cœur ses faiblesses, et, l'ayant ainsi embrassé au nom du Christ, au lieu de le maudire, d'accorder à toutes les causes élevées qui le passionnent notre active collaboration.

Quiconque n'aime pas son temps blasphème la Providence.

Quiconque ne travaille pas pour son temps n'est plus qu'un inutile, déclassé dans l'ordre du temps comme d'autres le sont dans l'ordre de la hiérarchie sociale, et digne de s'entendre adresser le mot sévère de l'Évangile à l'égard du figuier stérile: Pourquoi occupe-t-il la terre?

LE ROLE DES LUTTES

DANS LA VIE SOCIALE

LE ROLE DES LUTTES

DANS LA VIE SOCIALE

Messieurs,

Dans la première de nos conférences de l'an dernier, je vous entretenais d'un sujet qui n'était que trop actuel, et je vous dénonçais un ennemi dont il était bien impossible de nier l'action et la puissance : la *Haine*.

Ce n'était qu'à regret que, dans les conférences suivantes, je passais à d'autres considérations, et vous avez pu voir que ce n'était même, au fond, qu'en apparence.

Mais cette année, peut-être aurait-on pu souhaiter aborder des études plus tranquilles. Se jeter entre des combattants, si c'est une besogne utile et qui plait à la générosité, c'en est une qu'on a coutume de juger transitoire.

Dans une famille, il peut y avoir querelle, et

le rôle de pacificateur n'est jamais importun ; mais que ces querelles s'éternisent — et c'est ce qu'elles paraissent vouloir faire parmi nous, — c'est une situation anormale, dangereuse pour le bonheur du groupe et pour son avenir, et si cela s'installe tout à fait, portant l'état de haine à la hauteur d'une institution sociale et d'un principe, il y a de quoi concevoir les inquiétudes les plus vives.

Ce sont ces inquiétudes, Messieurs, dont je veux cette année vous faire part.

Nous avons un triste sujet. Celui qui le traite devant vous a quelque raison de n'être pas bien gai lui-même, ni bien rassuré sur l'avenir. Cette robe, qui est une liberté, comme disait Lacordaire, lui tient mal aux épaules : il est heureux pour lui qu'elle lui tienne mieux au cœur ; mais elle tient ! je doute que la tunique de Nessus ait pu se faire plus adhérente. S'il plaît à Dieu, on la retrouvera sur moi, quand je rendrai mon dernier souffle ¹.

Pourtant, s'il ne m'est pas possible de songer sans amertume à ce que peut m'apporter demain,

1. Cette conférence était prononcée le 27 février ; les demandes en autorisation des *Congrégations prédicantes* devaient être examinées par la Chambre des députés et rejetées en bloc le 24 mars.

vous ne surprendrez pas sur mes lèvres l'expression d'une colère qui n'est pas dans mon cœur. Ce ne sera pas d'un ton de haine que je parlerai contre la haine, et je n'emprunterai pas d'exemples à ceux qui s'autorisent du nom de liberté pour opprimer les libertés.

Pour aujourd'hui, j'ai dessein d'étudier avec vous le rôle que la raison et la pensée chrétienne nous permettent d'assigner aux luttes, lesquelles, évidemment, sont appelées à durer autant que le monde ; mais pour cette raison même ne doivent pas nous laisser ignorer leurs conditions.

Quoi qu'en disent certains, il n'est pas vrai que la société soit l'éternelle bouteille à l'encre ; que tout aille comme il peut aller, et qu'il n'y ait qu'à laisser faire, en amusant, s'il se peut, sa fantaisie de dilettante au spectacle de ce jeu de hasard, de ce conflit de forces d'où chaque individualité ou chaque groupe essaie de tirer son bien.

Cette conception pessimiste, lâche au fond, car elle ne prêche l'inutilité de l'effort que par la peur d'agir, n'est pas digne d'un chrétien, voire d'un honnête homme.

La lutte sociale existe ; elle a son rôle marqué ;

mais elle a aussi ses limites, et il dépend de chacun de l'y maintenir pour son compte, puis de faire sa part d'efforts pour que de moins en moins elle prévale, au grand bénéfice des hommes et pour un plus haut triomphe du bien.

Regardons-y, et entre deux écoles dont l'une prêche la lutte à outrance, comme si elle était le levier qui doit promouvoir le progrès; dont l'autre en règle l'influence et ne lui attribue qu'un rôle étroit, essayons de faire un choix raisonné et de rencontrer la bonne route. Vous n'êtes pas sans voir que cette route servira pour l'exploitation de la forêt de choses dans laquelle nous nous sommes engagés.

I

Il est donc une école pour qui la lutte, le conflit permanent, la bataille sans merci et sous toutes ses formes serait la condition de la vie, la seule.

C'est l'idée d'Héraclite, qui faisait du combat le père de toutes choses; c'est celle de Nietzsche, écrivant cette phrase qui n'est pas sans beauté: « Efforçons-nous divinement les uns contre les autres! »

Comme les arceaux des voûtes gothiques qui s'opposent l'un à l'autre et, brisés dans la lutte, n'en produisent pas moins l'harmonie et la force, ainsi les éléments sociaux trouveraient leur équilibre et développeraient leur puissance dans une opposition permanente.

D'après Nietzsche, toute la société moderne, éprise de fraternité, soucieuse de justice, rêveuse de démocratie, serait la dupe d'une mystification gigantesque.

La loi de la vie, c'est de déployer sa force. La loi de la vie, c'est la lutte pour le pouvoir et le profit.

La vie est essentiellement ce que nous appelons injustice, puisqu'elle procède par *assimilation*, ce qui veut dire d'abord destruction, puis accaparement, asservissement, et par conséquent exploitation, dépouillement, injustice.

Le feu détruit la paille, pour flamber; l'organisme détruit l'aliment; le gros poisson mange le petit; le fort mange le faible. C'est la loi. Essayer d'en sortir, c'est se condamner à la ruine. Poursuivre la justice sociale, c'est une préoccupation artificielle, antinaturelle et néfaste; car toute société est destinée à déchoir, qui prend pour principe d'action des maximes antivitales.

Par là — Nietzsche allait jusqu'au bout — la religion, la morale, la philosophie et, socialement, la démocratie doivent être envisagées, disait-il, comme des causes de décadence très actives. Elles n'ont que ceci de bon — et c'est mauvais — qu'elles sont la ressource des faibles ; elles sont une « ruse » employée par ceux-ci, avec la complicité de l'opinion, pour se défendre contre les forts, c'est-à-dire contre ceux à qui la suprématie revient de droit, puisque c'est par nature.

L'histoire du renard de La Fontaine qui, ayant perdu sa queue, engage ses congénères à sacrifier la leur, sous je ne sais quel prétexte, exprime assez bien, d'après Nietzsche, l'attitude du moraliste, du partisan des *Droits de l'homme*, du démocrate, ou celle de l'homme religieux.

« La morale est une forme de la timidité » : voilà ce qu'écrit ce docteur en tête de l'un de ses chapitres ! « Soyons ennemis, mes amis » : c'était un de ses mots favoris. On n'est pas plus cynique !

Mais si peu d'hommes ont cette audace, il en est en grand nombre à qui ces doctrines en imposent ; qui se plieraient sans trop de peine à la loi de la lutte pour la vie, et dans la bou-

che desquels on trouve à chaque instant, sous une forme atténuée sans doute, mais reconnaissable, l'apologie de la force.

Je ne parle pas des événements dont toute l'Europe, au XIX^e siècle, et même au commencement du XX^e, a été le témoin : cela ne prouve rien ; car on sait trop que même les doctrines acceptées ne sont pas celles qui règlent toujours la pratique ; mais du moins faudrait-il que les doctrines acceptées ne vissent pas encore augmenter nos propensions natives à abuser de la force.

« C'est une erreur profonde, a écrit M. Tarde, injurieuse pour l'humanité, pour l'ordre universel, de penser que la lutte, la contradiction, l'obstacle réciproque, la mutuelle destruction, partielle ou totale, soit l'unique ou le principal stimulant de l'effort producteur... Cette erreur n'est point seulement propre à fausser l'esprit ; mais à pervertir le cœur. Elle consiste à croire, au fond, que derrière la toile où se tissent les événements humains, il y a une sorte d'ironie méphistophélique, déconcertante, qui s'amuse à faire naître le bien du mal et le mal du bien, à douer de fécondité salutaire la haine meurtrière, l'exaspération et le conflit belliqueux des égoïsmes et des rapacités, et à rendre

stériles ou nuisibles l'amour, la foi, le désintéressement, l'abnégation. Désolante doctrine, dont il y aurait lieu de déplorer la vérité tout en l'enseignant, si elle était vraie; mais qui, démontrée fausse, doit être extirpée radicalement, parce qu'elle est un encouragement au mal vanté par elle, et qu'elle paralyse les élans généreux frappés par elle d'impuissance¹. »

Or, à y regarder de près, la fausse apparence sur laquelle s'appuie la doctrine susdite se dissipe bien vite.

Remarquons tout d'abord, pour prendre les choses à leur base, que la lutte n'est jamais voulue de la nature pour elle-même. Empédocle prétendait qu'il y a deux principes d'organisation des choses : l'*Amour* et la *Haine*. Newton a montré, à propos des rouages tout premiers de la grande machine, que le vieux Sicilien se trompait, et que l'*Amour* est au fond la seule force.

La répulsion, qu'on pourrait appeler la haine des éléments, n'est qu'un phénomène dérivé. La nature veut bâtir, toujours; elle ne veut rien détruire. Elle détruit cependant, par la néces-

1. Tarde, *Psychologie économique*, p. 86, 87.

sité des choses; mais elle ne le *veut* pas, et si elle agissait d'après un sentiment, vous n'y sauriez découvrir qu'une sérénité supérieure, poussant à la vie et à l'épanouissement de la vie, même à travers les hécatombes.

Mais si la lutte n'est pas le but voulu pour soi, peut-être est-ce le moyen, le moyen principal, le moyen presque unique qui doit forcer la main à la nature inerte et défoncer la porte par où le progrès doit passer? — Non pas! La lutte rend des services, et, dans l'ensemble immense du plan providentiel, elle a sa place marquée, comme toute chose; mais elle n'est qu'un élément épurateur; elle n'est, à aucun degré, *créatrice*. La « haine féconde » de nos modernes socialistes est un mythe. La haine n'est pas féconde. Ce qui est fécond, et ce qui est le moyen naturel par lequel tout se fait, du haut en bas de la hiérarchie des êtres, c'est le *concours*.

Tout, dans la nature, est concours; la lutte n'y est qu'accidentelle. Un être actif quelconque, quand ce ne serait que le dernier des agents chimiques, est déjà le résultat d'une association de molécules concourant à un but commun. Un organisme vivant est une association de cellules et de tissus pour une action commune. Une

fonction vitale est un concours d'actions s'échelonnant dans le temps en vue d'un résultat défini; tellement qu'un affaiblissement, une atrophie, une mort, un arrêt de fonction ne sont jamais qu'un désaccord survenu, une lutte épuisante et fatale.

Entre vivants, à plus forte raison en est-il de même.

On a voulu, à la suite de Darwin, soutenir ce paradoxe que c'est la lutte pour la vie qui est la créatrice des espèces. Mais si le génie de Darwin a vu fort souvent juste, il est certain qu'ici, entraîné, comme tous les inventeurs, au delà des bornes naturelles de l'idée émise, il a fait fausse route.

Des naturalistes d'égale force, et sur ce point plus attentifs, lui ont montré que la sélection naturelle suppose à la base de son travail ce qu'on prétend lui faire produire. Elle est épuratrice, mais non pas créatrice. Ce n'est pas dans les griffes du lion que réside le secret du progrès de la race; c'est dans le mystère générateur, et dans l'idée cachée au fond du germe, ainsi que s'exprimerait Claude Bernard. Or, cette idée, ce n'est pas le hasard des luttes qui la réalise; c'est un concours d'efforts qui suivent un plan défini, et qui nous feraient re-

monter, si nous avons à faire ce travail, de sphère en sphère, de pensée en pensée, jusqu'à l'intelligence créatrice.

Dans l'ordre humain, la chose est plus complexe à étudier; mais la conclusion n'est pas autre.

« La véritable loi des intérêts humains, écrit un grand savant ¹, n'est pas une loi de lutte et d'égoïsme; mais une loi d'amour. »

Et en effet, s'il est un domaine où il semblerait que les luttes dussent être plus que partout ailleurs le facteur du progrès, c'est bien le domaine économique. Il semble, là, que tout soit lutte, concurrence effrénée, et que le public profite infiniment à la bataille des producteurs. Eh bien, M. Tarde a montré, d'accord avec Durekeim, Espinas, Fouillée, maint autre, que la lutte ni ne favorise directement les inventions nouvelles, ni ne fait sensiblement baisser les prix, ce qui serait pourtant la grande affaire. Les progrès accomplis s'expliquent vraiment, dit-il, non par la concurrence; mais par l'imagination créatrice, mère des inventions, et par l'intelligence calculatrice, qui en tire le meilleur

1. Berthelot, *Science et Éducation*, p. 381.

parti. La concurrence ne fait que stimuler ces deux forces, et, même à titre de stimulant, elle n'est encore qu'au dernier plan ; car « le plus grand effort et le plus fructueux, ce n'est pas celui qu'elle provoque ; c'est celui que suscite une curiosité vive, une foi ardente, une grande idée entrevue et poursuivie à travers les ténèbres ».

La concurrence, *par elle-même*, « n'a été féconde qu'en réclames et en falsifications », lesquelles ne représentent que le piétinement sur place et le recul ¹.

Il va de soi que dans tous les autres domaines, cette loi de l'ordre économique se retrouve à plus forte raison. Il serait facile de le montrer en détail dans les différents groupes humains, et l'on verrait que la famille, par exemple, est d'autant plus prospère que chacun s'y oublie davantage pour concourir à l'intérêt de tous, bien loin que quelqu'un puisse gagner aux querelles.

Entre les deux conjoints, plus le concours est grand, l'amour fort, le dévouement intense et persévérant, plus le bien commun est assuré, les intérêts sauvegardés, la répartition des efforts

1. Cf. Tarde, *loc. cit.*

intelligente et par conséquent productrice.

A l'égard des enfants, plus les parents se dévouent, oublient l'intérêt immédiat pour ne songer qu'à l'œuvre éducatrice, plus celle-ci sera féconde, plus il en sortira de progrès matériel, intellectuel, moral, qui par la suite pourra se reverser sur eux-mêmes.

Dans les groupes plus nombreux, entre associés de collectivités plus larges, le bénéfice du concours sera plus évident encore ; car la richesse des échanges augmentant avec la diversité des aptitudes et des ressources, avec la convergence plus grande, sur chaque point, de toutes les forces collectives, le bien humain s'en trouvera multiplié dans des proportions incalculables, si chaque membre, au lieu de tirer à soi ou de détruire, produit pour tous, tous produisant pour lui.

C'était, vous le savez, l'idéal social d'Auguste Comte : « Tous pour chacun, chacun pour tous », et cela ne vaudrait-il pas mieux, pour l'avenir humain, que la lutte pour la vie que d'autres prêchent ? Ce serait une accumulation de trésors, et, en quelques siècles, l'humanité aurait transformé la face de la terre en se transformant elle-même, au lieu des longs piétinements sur place et des recommencements éternels

D'ailleurs, Messieurs, l'instinct universel est en harmonie avec cette loi universelle.

L'instinct de toutes choses n'a point pour base la haine; mais l'amour, et c'est un signe certain que la nature ne progresse point tout d'abord par la lutte.

La nature, en effet, révèle, par ses tendances profondes, les intentions providentielles. La nature va toujours, au fond, là où elle doit aller. L'accident vient ensuite et dévie quelquefois les tendances; mais le fond est sacré; car c'est l'essence des choses, et c'est le vouloir créateur.

Or, regardez si c'est la lutte sans trêve qui représente ce vouloir, tout à la base des choses.

Je citais tout à l'heure l'attraction, et vous vous étonniez peut-être de me voir remonter si haut, pour dirimer une question toute pratique. C'est que tout se tient, dans l'organisation de ce monde; l'unité de plan est manifeste, et les partisans de la lutte pour la vie le savent bien, puisqu'ils s'efforcent constamment d'appeler toute la nature à leur aide. Mais elle témoigne contre eux, du haut en bas de l'échelle, jusqu'à cette première impulsion qui s'appelle la *gravitation universelle*, où l'on peut voir, en effet, le signe le plus fondamental, sinon le plus clair, de la volonté créatrice.

L'attraction est une sympathie qui ne se connaît pas, un amour inconscient, un perpétuel coup de foudre entre des cœurs d'atomes. Ils se précipitent l'un sur l'autre non pas pour se combattre, mais pour s'enlacer; pour faire des rondes au sein des molécules; pour entraîner celles-ci au sein des composés de plus en plus complexes qui forment l'échelle chimique.

Dans le règne vivant, cette sympathie aveugle s'élève jusqu'à l'instinct: première prise de connaissance, obscure encore, des intentions de la nature, puis jusqu'à la raison, qui conçoit l'ordre et peut l'aider à s'accomplir.

« La faim et l'amour mènent le monde », a écrit Schiller; mais il faut voir dans quel ordre agissent ces deux forces, et je dis, à l'inverse des philosophes que je combats, que même dans le règne animal, ce n'est pas la faim qui est primitive, mais l'amour.

C'est par une vue superficielle des choses qu'on a essayé de ramener l'amour à la faim, comme si la fécondité que l'amour cherche n'était qu'un accident de nutrition, et le sentiment lui-même, une forme compliquée de l'égoïsme. Ce qui est la vérité, c'est l'inverse; c'est l'égoïsme qui est à base d'amour, bien loin

que l'amour ne soit, lui, qu'un complexe égoïsme. On ne tire le milieu à soi que parce qu'il est *semblable*, et cette similitude est un principe d'amour avant d'être un principe de besoin.

Chaque être, à le regarder de très haut, n'est qu'une concentration sur un point des énergies générales de la nature. Il sort de la pâte universelle par une série d'intermédiaires de plus en plus semblables à lui et par conséquent de plus en plus sympathiques. L'humanité vit en chacun de nous, et l'animalité aussi, et la nature ambiante aussi; nous pouvons retrouver au fond de nous tout le Cosmos, comme nous y pouvons trouver Dieu, qui enveloppe le tout de son influence.

Il s'ensuit qu'à tous les degrés, la convenance réciproque des êtres éclos du même milieu, dans des conditions similaires, sous une idée commune, est une nécessité primordiale.

Or, sympathie, amour, ce n'est que le sentiment, entre deux êtres, de cette convenance réciproque, de cette fraternité mystérieuse puisée aux sources de la commune matière et de l'idée de plus en plus précise dont ils sont l'expression.

Chez les animaux de même espèce, par exemple, liés par une communauté étroite d'ori-

gine, de conditions vitales, de mœurs et de besoins, la sympathie naît spontanément et devient assez forte pour supprimer en partie, entre eux, les instincts égoïstes qui tendent à les mettre en guerre.

Il est vrai que c'est souvent aux dépens d'autrui : ils doivent tuer pour vivre, ils doivent tuer pour régner, et cela tient à cette loi générale de hiérarchie qui fait qu'un moindre bien est sacrifié par la nature à un autre; mais cela n'empêche point que le fait des sympathies réciproques ne soit indiscutable.

Somme toute, ce sont les meilleurs observateurs qui le disent, dans l'ensemble de leurs motifs d'agir, entre individus de même espèce, ce n'est pas l'utilité qui a le premier rôle : c'est la sympathie venant de la similitude et de l'origine commune, lesquelles font que l'un d'eux se retrouve plus ou moins dans l'autre.

Et de la sympathie naît la coopération, par imitation, tout d'abord; ensuite par sentiment de la communauté du but, et enfin, mais seulement enfin, par sentiment de l'utilité personnelle, si je puis ainsi dire, que l'animal retire du concours auquel il se prête.

De là ces traits de dévouement touchants que tant de jolis récits nous rapportent; telles ces

fourmis qui s'épuisent de travaux ; qui acceptent, en faveur de la colonie, la journée de 16 heures ; qui vont jusqu'à se noyer volontairement pour faire de leurs corps un pont qui sauvera leurs compagnes.

Les animaux ont inventé avant nous l'assistance dans le travail, les secours aux blessés, les mutualités, les voyages économiques, jusqu'aux infirmeries, et j'allais dire jusqu'aux orphelinats ; car il est de fait que les familles de singes adoptent des orphelins et les traitent avec tendresse.

On trouve ainsi, dans la vie animale, une ébauche lointaine de la moralité humaine. La réciprocité des services, non la lutte ; la solidarité fondée sur la sympathie instinctive, non le combat : tels sont, d'après les meilleurs juges, les fondements de la vie en société, à ce second étage de la nature.

A l'étage suprême, chez l'homme, cette loi doit se réaliser d'autant mieux. Essayons de la dégager, et d'affermir ainsi la base philosophique que nous avons voulu donner à nos études.

S'il nous est apparu clairement faux que, même en bas, la lutte violente et aveugle soit la loi, en haut, au niveau de l'intelligence ;

mieux encore au niveau chrétien, vous allez voir que la lumière augmente, et que, comme le disait le Sauveur, la loi et les prophètes se résument en l'amour.

II

La loi de toutes choses, avons-nous dit, est une loi d'actions convergentes, une loi de concours, non de luttes.

Dans le monde humain, un élément spécial intervient qui confirme la loi ; mais en lui imposant des conditions plus hautes et une autorité plus grande.

Ce qui distingue l'homme de la créature inférieure, c'est la raison ; or, la raison, dans quel but pensez-vous qu'elle ait été donnée à l'homme ? Elle nous permet de contredire les bons instincts ; de nier, par notre action, cette solidarité féconde que nous voyons partout à l'œuvre, et, nous livrant à l'égoïsme, d'essayer de faire converger le monde vers nous seuls. Mais le devoir serait-il vraiment là — le devoir, c'est-à-dire la vraie vie humaine, c'est-

à-dire l'intérêt supérieur; car toutes ces choses se confondent? — Non pas certes.

L'intervention de la raison doit apporter au contraire à la solidarité universelle un double perfectionnement, et le premier consiste en ce que, voyant plus clair sur la route du bien, la raison est appelée à le réaliser davantage.

La nature matérielle est aveugle; l'instinct n'a que des yeux entr'ouverts; l'idée du bien échappe à l'un comme à l'autre, quoiqu'ils la réalisent en partie, et il s'ensuit que cette réalisation se trouve grandement amoindrie, ou tout au moins retardée sans mesure.

Que de milliers de siècles a-t-il fallu pour que le concours des forces cosmiques produisit la terre habitable! Combien ensuite s'employèrent à élaborer la flore et la faune, et à les pousser au progrès!

L'humanité a fait de même, et nous ne sortons que bien lentement de la barbarie, où nous sommes encore en partie plongés. Mais ne voyez-vous pas que cela tient précisément à ce que la raison n'a pas suffisamment joué son rôle; à ce qu'elle a trop subi le règne des bas instincts; à ce qu'elle a, de ce fait, trop accordé aux luttes, pas assez au concours, et que par là, elle est descendue d'un échelon, ou même

de deux, dans la hiérarchie où elle s'engage.

« L'homme, dit la Bible, étant en honneur, ne l'a point compris; il s'est assimilé aux animaux sans raison et il est devenu leur semblable. »

Heureux encore quand il n'est pas tombé plus bas, imitant, sous je ne sais quelle poussée aveugle, les grands fléaux de la nature et le choc des éléments destructeurs.

Dans la nature, le hasard n'est point roi, disions-nous; mais il y est prince; il a ses très larges domaines où l'idée organisatrice du monde n'entre point. Celle-ci s'incarne en des forces aveugles; elle les régit par des lois générales, et personne n'étant là pour prévoir l'accident, pour l'empêcher de se mettre à la traverse, il en résulte une somme effrayante de déchets, et il faut que la nature soit riche d'une richesse inépuisable pour que finalement il y ait gain, une fois défalquées les pertes. Phébus et Borée, créés pour travailler ensemble, font des milliers de victimes dans leurs luttes. Pourquoi? Parce qu'ils travaillent par à peu près, et que l'intelligence leur manque. Si l'intelligence les guidait, ils auraient en un an renouvelé à eux deux la face du globe.

Chez nos frères animaux, cela va déjà mieux, parce qu'on voit clair, un peu, pour se guider dans les applications de la force; mais que de pertes encore sont dues aux impulsions fatales de l'instinct! L'animal va devant soi, poussé par des tendances qui, dans leur fond, sont des tendances heureuses, favorables au progrès; mais qui sont nécessairement très générales. Il en faudrait juger l'application, pour qu'elles ne devinssent jamais destructrices, à l'égard même des biens qu'elles sont spécialement chargées de sauvegarder. Ce jugement faisant défaut, il s'ensuit des pertes effroyables et une lenteur de progrès qui dépasse l'imagination.

Mais chez les hommes, pourquoi en serait-il de même? Nous avons la raison, nous! A quoi sert-elle, si nous nous comportons comme l'être inférieur, et affectons de compter sur les gains de hasard, quand nous pouvons amener le progrès par nous-mêmes?

La raison est donnée à l'homme pour être providence avec la Providence; pour regarder dans quel sens toutes choses vont, ce qui veut dire pour concevoir le bien, et puis ensuite, pour chercher le moyen qui le réalisera davantage. Or, je l'ai dit, le moyen, c'est le concours, ce n'est pas la lutte; c'est par conséquent la

justice, et non l'écrasement du faible par le fort; c'est donc la charité, et non pas l'égoïsme. Charité, justice, solidarité jugée et servie, tout cela s'avance donc dans le sens de la vie, et non pas à l'encontre, ainsi que le disaient nos philosophes.

Pratiquer la justice et pratiquer l'amour, c'est mettre en œuvre une force, et la meilleure de toutes; ce n'est pas se montrer faible, ainsi qu'on le prétendait. Pour vaincre les penchants mauvais; pour vaincre les hasards hostiles du dehors, il faut plus de vraie force que pour se conduire en forban, selon l'esprit de la lutte pour la vie. Et cette force-là est plus utile; car les penchants et les hasards sont les grands ennemis du progrès, et se coaliser contre eux par la charité et la justice, c'est faire une œuvre éminemment sociale, la seule vraiment sociale, puisque l'égoïsme, à lui seul, n'est qu'un élément de déchéance et de mort.

La vraie lutte pour la vie, ce n'est donc pas la lutte fratricide; c'est la lutte contre soi; c'est la lutte contre la nature ennemie, et cette lutte-là, c'est la fraternité qui la mène.

Évidemment, il y a nécessité, puisque nos forces sont inégales, à ce que l'accroissement de l'un se fasse souvent aux dépens de l'autre :

dans tout concours il y a des vaincus ; mais cette contrainte subie par un de nos frères n'est pas une injustice ; lui-même y devrait consentir, s'il avait l'âme haute, puisqu'elle profite au bien ; puisque, par contre-coup, elle peut lui profiter à lui-même. Mais d'une violence injuste, il ne sort que désordre et faiblesse ; car l'injustice est anarchique, autant qu'elle est coupable aux yeux de la conscience et odieuse à nos nobles instincts.

Et puis enfin, l'intervention de la raison dans les rapports humains doit éclairer aussi cette vérité qu'un homme n'est pas à l'égard d'un autre homme, fût-il plus fort, ou plus habile, dans la situation du loup à l'égard des brebis, ou dans celle du renard au milieu d'une basse-cour.

C'est une loi générale, disions-nous, que l'être inférieur, dans la nature, est sacrifié à l'être supérieur, comme le minéral à la plante, la plante à l'animal et l'animal à l'homme. Mais cette loi a des limites, et il n'en faut pas conclure aussitôt que le plus fort de nous a le droit de manger les autres. Ce serait d'une logique trop sommaire.

Ce n'est pas une infériorité quelconque qui peut autoriser le sacrifice d'un être au profit de

son semblable ; il faut qu'elle soit d'un ordre tel que le bien, et le bien définitif, ait quelque chose à gagner à cette subordination douloureuse. Or, s'il en est ainsi dans les cas que je mentionnais tout à l'heure, dans l'ordre humain, il n'en va plus de même.

A regarder les choses sous leur vrai jour, nul homme n'est inférieur, au fond, à un autre homme. J'entends par là qu'ayant une nature commune, une destinée commune, une conscience morale qui les juge et qui établit entre eux une échelle de valeurs toujours variable, toujours incertaine à nos yeux et entièrement indépendante des moyens qu'ils possèdent de se nuire ou de se subordonner l'un à l'autre, aucun d'eux n'a le droit de considérer son prochain comme devant lui être sacrifié. Nous sommes tous frères ; nous devons nous traiter en frères, c'est-à-dire nous aider, nous frayer mutuellement le chemin, vaincre l'hostilité que feraient naître en nous, à n'écouter que l'instinct, les compétitions permanentes de la vie sociale, et n'en garder qu'une émulation généreuse et, s'il se peut, le concours.

Et au fond, Messieurs, malgré quelques oppositions partielles, l'humanité commence à se pénétrer de ces choses.

Nous ne sommes plus au temps où Aristote appelait tranquillement les esclaves des instruments animés. Nous ne sommes même plus au temps, moins lointain, il est vrai, où l'un de mes confrères, en Amérique, était obligé de quitter le pays parce qu'il avait dit en chaire que les nègres étaient égaux aux blancs. Les sophismes intéressés commencent à céder, sous la poussée toujours plus forte d'une opinion que, même à son insu, l'Évangile travaille.

Je dis bien, l'Évangile; car d'où vient le germe de cette évolution, vous le savez. C'est l'Évangile qui fut l'initiateur de cette façon nouvelle, seule féconde, et en même temps seule juste, d'envisager les rapports humains. « Je vous donne un commandement nouveau, disait le Christ, c'est que vous vous aimiez les uns les autres. »

C'était nouveau en effet, du moins au point de vue d'une application large et pratique; mais les siècles n'épuiseront pas les effets de cette nouveauté.

C'est lui, le Christ, qui a prêché le premier avec clarté, avec ampleur et avec efficacité les droits de la vie, les droits de l'homme, les droits

du bien, montrant ainsi la route du progrès, et y poussant les siècles.

Ah! si l'Évangile avait pu présider dès le début aux relations humaines! Si, depuis sa venue, il avait pénétré davantage la masse obscure et lourde qu'il se donnait pour tâche de régir! Si aujourd'hui encore on le prenait pour loi, au lieu de le combattre à outrance dans ses manifestations les plus hautes! comme le spectacle humain serait autre, et comme l'histoire, au lieu des abominations qu'elle renferme, serait élevée, riche, variée, splendide!...

Mais non! Au début, l'étroit cerveau humain n'eût pas pu contenir la *Bonne Nouvelle*. Quand elle retentit dans un monde préparé déjà, mais encore rude et informe comme un marbre ébauché, elle ne put pénétrer cette masse d'une lumière subite. Les égoïsmes résistèrent terriblement. Avec toute sa puissance, au moyen âge, l'Église ne put empêcher les barons de se combattre à mort et de couvrir l'Europe de ruines. On ne voulut pas comprendre, afin de ne point pratiquer. Et aujourd'hui, quand les ruisseaux émanés de cette source évangélique commenceraient à inonder un peu plus largement le champ de la vie sociale, on veut tarir la source en combattant la foi au Christ.

Ah! que la sagesse humaine est donc courte, et qu'il est difficile de connaître vraiment ce que chacun pense si bien savoir : la route de son propre bonheur! C'est malgré nous, en quelque sorte, que nous nous laissons entraîner par quelques impulsions généreuses, alors que générosité et bonheur ne sont au fond qu'une même chose.

Si nous savions comprendre, les progrès accomplis jusqu'ici grâce à des générosités paresseuses nous donneraient à penser que ce serait l'avenir, pour les peuples éclairés de plus de lumière.

Car il n'y a pas à le dissimuler, des pas immenses ont été franchis. Quelles que soient nos misères, il est certain que le monde a marché. Les luttes presque animales et individuelles des débuts ont fait place à des luttes collectives qui laissent carrière, au sein des collectivités, à une dose de concours déjà grande; et les luttes en question tendent à devenir moins âpres, moins barbares, plus respectueuses du bien humain, dont on se rend compte qu'il est le patrimoine de tous.

Les procédés romains, par exemple, qui étaient déjà un progrès immense par rapport aux grandes invasions assyriennes, égyptiennes ou per-

sanes, ne seraient plus supportés par l'opinion du monde. Il faut mettre des gants, aujourd'hui, pour dépecer une victime; on l'a vu récemment. Et ne riez pas, Messieurs, de cette précaution dérisoire : elle n'est dérisoire qu'à demi; car elle témoigne d'un état des esprits qui a son immense importance. L'égoïsme est toujours vivant; mais le sentiment de la solidarité humaine prend de l'empire, et n'est-ce pas un progrès, déjà, que les groupes qui s'opposent tragiquement l'un à l'autre tendent à s'élargir? On se battait jadis de province à province; on ne se bat plus que de peuple à peuple. Le jour où l'on aurait compris qu'il y a mieux à faire; que le labeur humain n'a pas trop de toutes ses forces pour vaincre la nature, et l'ignorance, et les fléaux de toutes sortes qui pèsent sur nous tous, nous serions bien près d'une conception vraiment humaine de l'histoire. Ce ne serait pas la fin de l'évolution sociale; c'en serait le début; car l'égoïsme féroce et bête ayant péri, les hommes pourraient se mettre décidément à la tâche, et le progrès, conçu comme une marche régulière vers la conquête du bien, serait désormais assuré contre les reculs et les piétinements que produisent les batailles.

Seulement, ne croyez pas que cet âge d'or puisse jamais venir sans un progrès immense de la moralité humaine. Et ne croyez pas que la moralité humaine puisse monter, si on lui enlève sa base ferme, qui est le sentiment religieux.

Ah! c'est là le point délicat de la démonstration que nous voulions faire, et ce n'est pas en une fin de conférence que je puis le traiter amplement; mais j'y reviendrai souvent, parce que c'est là pour moi le fond des choses. Non pas que je veuille dire que la raison, à elle seule, ne puisse pas définir, en théorie, ce qui convient à l'homme, relativement à ses rapports sociaux, et encore moins que la religion puisse apporter des solutions différentes de celles que fournirait le travail rationnel. La raison vient de Dieu, et la nature des choses aussi, leurs rapports ne peuvent pas être différents, envisagés à la lumière de l'homme et à la lumière révélée.

Seulement, ce qui manque à la raison toute seule, c'est la fermeté, l'ampleur, la certitude qui ne se laisse point ébranler, et par-dessus tout les secours d'action qui permettent d'aborder la pratique. Et c'est tout cela que l'Évangile a apporté dans le monde.

Voilà pourquoi, Messieurs, la conclusion invariable de toutes les études que nous devons entreprendre sera celle-ci :

Soyons chrétiens : c'est le seul moyen pour nous d'être pleinement hommes; c'est le seul moyen d'être pleinement patriotes, pleinement humanitaires, pleinement tout ce que nous devons être pour progresser vers l'idéal de paix et de bonheur que tous les groupements humains poursuivent.

Nous ramener au paganisme, ainsi qu'on y tend aujourd'hui, ce serait nous ramener vers la barbarie, parce que ce serait nous faire oublier la loi de charité et de justice qui est le fruit de l'Évangile, et qui est le facteur premier du progrès.

Voilà, Messieurs, ce que j'ai trouvé utile de dire, comme base philosophique de nos études ultérieures.

Ceux qui ont l'habitude des idées peuvent y voir en germe les solutions pratiques qui devront intervenir par la suite; mais il faudra que ces conclusions se tirent. Ce que j'ai dit d'une façon très abstraite, il faudra le dire au

concret ; ce que j'ai remarqué au sujet de la nature en général, de l'animal, de l'homme, il faudra le dire du Français, et en montrer les conséquences.

Vous pressentez déjà qu'une idée dominera tout ce que nous pourrons dire : c'est notre fil ; nous y enfilons des perles si nous pouvons ; mais je vous le confie dès maintenant, de peur qu'il ne se casse.

Il faut lutter, vous dirai-je, pour guérir l'âme française et la nation française. Il faut lutter ; mais lutter *pour* le bien, plutôt que *contre* les personnes ou les catégories de personnes.

On nous prophétise des malheurs, et l'on s'emploie, dans certains groupes qui sont de nos amis, à écarter ces malheurs par des procédés que je ne me permettrais pas de qualifier sévèrement, car je ne doute à aucun degré de la sincérité et du patriotisme de leurs adeptes ; mais en apportant ici l'Évangile, et en raisonnant en chrétien, j'espère obtenir d'eux le droit de blâmer parfois leur méthode. Je le ferai librement, et je leur dirai : Quiconque tire l'épée périra par l'épée ; en employant la haine, vous aigüisez les haines.

Il peut y avoir un péril juif, un péril protestant, un péril maçonnique, un péril clérical si

l'on veut, sans que l'antisémitisme, l'antiprotestantisme, l'antimaçonnisme et l'anticléricalisme, tels qu'ils se pratiquent sous nos yeux, soient nécessairement légitimes. Cela demande examen, et cet examen, nous le ferons. Mais dès maintenant, comprenons bien et chrétiennement les choses ; ne nous livrons pas à l'instinct. En combattant un mal, il n'en faut pas créer un pire. Or, le pire de tous, je ne me lasserai pas de vous le redire, parce que c'est là chez moi une conviction ardente, c'est la haine.

Ce qui est urgent, aujourd'hui, ce n'est pas de chasser le Juif, de chasser le protestant, de chasser ceux-ci ou ceux-là : c'est de chasser la haine. La ligue contre la haine, voilà ce que je vous proposerai. Et je dis bien, la haine, et non pas les haineux ; car les haineux eux-mêmes ne doivent pas être exclus de la fraternité chrétienne. Il faut être les frères, dit Bossuet, même de ceux qui ne veulent pas être frères avec nous. Je vous ferai voir, chez beaucoup de nos ennemis, des générosités dévoyées qu'il ne faut pas pousser à mal ; mais essayer de conquérir quand même.

Faisons de l'action française, de l'action libérale, de la fraternité dans le bien, et quand

la lumière du bien brillera, les ténèbres fuiront d'elles-mêmes.

Le clou chasse le clou, dit le proverbe ; mais la nuit ne chasse pas la nuit ; l'intolérance ne chasse pas l'intolérance. Nous n'avons qu'un recours, aujourd'hui, je vous le répéterai jusqu'à ce que vous m'accusiez de radotage, c'est d'appeler la liberté ; et comme la liberté est pour tout le monde ou bien n'est pas, c'est de prêcher la liberté pour tout le monde : pour le protestant, pour le Juif, pour le maçon, comme pour le moine.

Si nous ne faisons pas cela, nous sommes un peuple qui s'émiettera de plus en plus ; jusqu'à ce que l'émiettement soit sans remède ; nous déchirerons de nos mains le patrimoine sacré qui nous a été légué, et nous répondrons devant Dieu, dont nous nous disons serviteurs, de cette richesse, de cette beauté, de cette espérance idéale sur laquelle il comptait, et qui s'appelle la France.

LA LUTTE DES CLASSES

LA LUTTE DES CLASSES

Messieurs,

Nous avons envisagé, vendredi, d'une façon tout à fait générale, abstraite par conséquent, mais non pas peut-être inutile, le rôle des luttes dans la vie sociale.

Il n'est pas vrai, disions-nous, que la lutte sociale soit le fond de la vie, sa condition première, sa garantie principale de progrès, et l'inspection rapide des domaines où la vie se manifeste ou plonge ses racines nous a fait connaître, au contraire, que c'est le concours, la coordination des forces, leur convergence voulue vers un but défini et recherché de concert qui est la loi fondamentale de la nature dans tous les ordres.

Si j'ai réussi à vous convaincre, les vues su-

perficielles ou incomplètes par lesquelles on voudrait rendre les sciences naturelles ou sociales complices de nos haines ne vous troubleront plus. Mais à plus forte raison l'esprit de l'Évangile ne nous permet-il point d'admettre des doctrines qui n'iraient à rien moins qu'à éterniser entre nous les batailles. Chrétieusement, encore plus que philosophiquement, il faut substituer à la *lutte pour la vie* ce qu'on a si bien appelé « l'union pour la vie ¹ », et bien loin de réaliser le proverbe : L'homme est un loup pour l'homme, *homo homini lupus*, il faut nous efforcer de nous montrer des frères, et même, vous disais-je avec Bossuet, envers ceux qui ne veulent pas être frères avec nous.

Il faut appliquer cette doctrine aux cas particuliers énumérés sur notre programme. La lutte des classes ; les luttes politiques ; les luttes religieuses : anticléricalisme, oppositions confessionnelles ou sociales entre les catholiques d'une part, de l'autre les protestants et les Israélites ; enfin, l'antagonisme des sexes, dernière nouveauté à inscrire au compte de l'esprit de haine, tels sont les redoutables sujets que nous avons à débrouiller ensemble.

1. Alfred Fouillée, *La propriété sociale et la démocratie*.

Je dis bien, *débrouiller* ; car les malentendus sont toujours pour beaucoup dans les luttes sociales, et ils sont pour beaucoup aussi dans les hésitations dont les meilleurs de nous ne peuvent se défaire, en face des situations complexes et angoissantes que la vie contemporaine a créées.

Vous avouerez-je, Messieurs, que ce n'est pas sans appréhension que j'aborde ces délicates matières. J'ai la certitude d'étonner, peut-être de peiner, sinon même de froisser tel ou tel d'entre vous qui se croyait bon patriote, bon chrétien — et qui l'était — et dont je dirai cependant que sa façon d'agir, ou de parler, ou de penser est contraire, à mon sens, à ce double esprit chrétien et patriotique dont tous, ici, nous voudrions nous inspirer.

Affronter des critiques, je m'y déciderais sans nulle crainte, et vous le savez bien ; mais la peine d'un frère d'armes à qui l'on paraît vouloir, en pleine lutte, faire tomber l'épée des mains, rien peut-il davantage faire hésiter la vôtre ?

Je ne désarmerai pas, cependant. L'intérêt est trop grave, qui me fait attaquer certaines choses, et puis je sais que vous apportez ici, avec une cordialité vieille de quatre ans déjà, un amour

de la vérité que les préjugés ne sauront pas vaincre.

Laissez-moi dire en toute liberté fraternelle ce que j'ai sur le cœur, et si, en vous parlant aujourd'hui de la lutte des classes, ou plus tard de sujets beaucoup plus épineux encore, je disais quelque mot qui parût à l'un de vous ou injuste ou blessant, qu'il le pardonne à mon inadvertance ou à ma franchise, en faveur de la sympathie profonde que je vous apporte à tous.

I

Toute société qui dépasse quelque peu en ampleur la famille primitive se divise en *classes*. De même qu'en chaque esprit individuel des aptitudes diverses et des capacités étagées se manifestent, ainsi, dans le corps social, des *valeurs* différentes se font jour, et le jeu spontané des efforts et des aptitudes opère, dans la masse commune, un *classement* et des étages.

Il y a plusieurs demeures, dans la maison de mon Père, disait le Christ : le *royaume de Dieu* terrestre suit la même loi.

Seulement, le régime des classes peut subir des fortunes très diverses. Je ne vais pas m'attarder à vous en faire l'histoire, même en ce qui concerne notre pays : ce serait long et sans doute plus curieux qu'utile.

Je remarquerai seulement, pour rappeler, en l'expliquant, une chose déjà dite, qu'aujourd'hui, à la différence d'autrefois, la noblesse — je ne parle pas du clergé! — n'existe plus comme *classe* réellement distincte.

J'avais dit, l'an dernier, que l'idéal social serait de supprimer les castes, et il m'est revenu que quelques personnes avaient été peinées de cette façon de parler, comme si j'étais d'avis de proposer quelque mesure contraire à la noblesse française. — Je ne vois pas bien ce qu'on pourrait aujourd'hui enlever à la noblesse, puisqu'elle n'a rien, que sa noblesse même. Brûler ses parchemins et supprimer ses titres, ce serait d'une bassesse dont on n'a pas voulu, je pense, me prêter la pensée. Ce n'est pas moi, croyez-le, qui voudrais passer l'éponge ou verser l'encrier sur le blason de France. Trop de beaux souvenirs s'y inscrivent; trop de gloires nationales tiennent à ces grands noms. Si une prodigieuse épopée peut se lire sur l'Arc de triomphe de l'Étoile; si une autre s'inscrit au compte de la

Révolution française que nul ne songe à contester, il faut convenir que le blason de France en rappelle une plus longue, plus variée, plus complète, plus proche de nos souvenirs les meilleurs, puisque sa panoplie servit de décoration guerrière au berceau de la France, et d'étincelante auréole à ses plus grands héros.

Seulement, on peut bien dire sans offenser personne que cela n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir splendide. Ce qui en est resté : les titres, c'est un héritage d'honneur légitime, pour ceux qui les possèdent ; mais plus rien d'effectif ne s'y attache ; c'est une décoration verbale qui se perpétue dans notre histoire comme les drapeaux de l'Empire qui sont restés aux Invalides.

La noblesse, aujourd'hui, ou s'est retirée de la vie par une fidélité peut-être exagérée à son principe, ou s'y est mêlée noblement ; mais en oubliant, précisément, qu'elle était la noblesse, et en ne se prévalant que des services rendus et des mérites démontrés.

La lutte des classes, aujourd'hui, n'a donc pas à tenir compte — un compte spécial du moins — de la noblesse française. Elle se résume toute dans l'opposition des masses qui travaillent à ce qu'elles appellent la société *bourgeoise*.

Pourquoi *bourgeoise*, c'est ce que l'évolution historique des derniers siècles explique sans peine. La bourgeoisie de jadis était déjà peu sympathique aux classes populaires. Placée entre celles-ci, dont elle était sortie, et la noblesse qu'elle ne pouvait atteindre, elle subissait les ennuis ordinaires aux demi-fortunes. Le peuple l'enviait et s'en gaudissait ; la noblesse la flattait quelquefois, la repoussait souvent et l'humiliait toujours.

Quand la Révolution eut écarté violemment cette dernière, la bourgeoisie prit socialement sa place ; représenta en son lieu les situations assises, les intérêts conservateurs, et par là succéda, dans la haine, aux féodalités vaincues.

On accuse le bourgeois de perpétuer, sous une autre forme, les abus de l'ancien régime ; de maintenir la société dans une immobilité corruptrice, favorable à ses intérêts ; de s'opposer aux réformes ; de lutter sourdement contre tout essai d'ascension des classes populaires ; de méconnaître, en un mot, la démocratie, pour perpétuer ses propres privilèges.

Égoïste, entêté, jouisseur, exploiteur, parasite : tel est le *bourgeois*, aux yeux de l'ouvrier socialiste. Il en conclut naturellement qu'il faut courir sus au bourgeois, l'expulser par la force,

le déloger de ses positions, et qu'ainsi, entre ceux qui travaillent péniblement et cependant sont pauvres, et ceux qui ne travaillent pas ou ne semblent pas travailler et cependant sont riches, une guerre à mort doit s'engager, jusqu'à ce que l'égalité s'établisse.

Telle est la lutte des classes, et il faut bien avouer qu'il s'y mêle de tout : de nobles sentiments dévoyés et des jalousies basses, des ignorances naïves et des sophismes éhontés, de la souffrance qui gémit et de la colère qui grince, bref, un amalgame compliqué, fort réfractaire à l'analyse.

Ce que j'y distinguerai tout d'abord, c'est la part de justice, et de justesse, que contiennent, très évidemment, les revendications populaires.

Je ne suis pas de ceux qui mettent les torts tout d'un même côté; ils ne s'y trouvent jamais, et je crois dans mon rôle d'abord de dire la vérité, ensuite, si je penchais d'un côté, de tâcher que ce soit en faveur du plus faible, et en faveur du moins heureux.

Je remarque donc que les aspirations du peuple à une égalité plus grande n'ont rien en soi que de légitime, ou en tout cas de bien naturel.

Pensez-vous qu'il soit gai de se dire chaque jour qu'en raison de sa naissance, des conditions fatales de sa vie, ou d'une organisation sociale imparfaite, on se trouve condamné, quoi qu'on fasse, à végéter plus ou moins, à souffrir, à manquer, ou à peu près, du nécessaire, alors que d'autres, sans grand effort, peut-être sans aucun, en vertu de hasards ou de conditions sociales arbitraires, seront riches, honorés, tranquilles?

Ce n'est la faute de personne? — Je veux le supposer pour l'instant; mais en est-ce pour cela moins pénible? Demandez-vous ce que peut penser le pauvre hère quand il longe, vers le soir, les trottoirs de la rue de la Paix ou qu'au retour du bois, les équipages luxueux l'éclaboussent.

Il eût semblé que l'égalité devant la loi, en vertu de laquelle tout citoyen voit ouvert devant lui — théoriquement! — le chemin de toutes les charges publiques et de tous les degrés sociaux, ferait taire ces plaintes. C'est le contraire qui est arrivé. Et cela se conçoit! Renverser

une barrière devant vous sans vous donner des jambes, c'est vous faire regretter d'autant mieux ce que pas plus qu'avant vous ne pouvez atteindre. Une impossibilité déclarée coupe les ailes au désir; une possibilité théorique, compliquée d'impossibilité pratique, l'excite sans le satisfaire.

Et puis, les divers mondes dont se compose aujourd'hui le corps social voisinant infiniment plus qu'ils ne le faisaient jadis, soit par eux-mêmes, grâce aux faciles communications, soit par l'intermédiaire de la presse, il s'ensuit que, se voyant de plus près, ils peuvent se jalouser davantage. Et la jalousie, à coup sûr, est une vilaine chose; mais il est de vilaines choses dont l'objet n'est pas moins réel, et pénible.

Il est des philosophes qui ont voulu nier l'existence de cette difficulté et écarter d'un geste dédaigneux ce qu'on appelle la *question sociale*. Il n'y a pas, pour eux, de question sociale. Tout va bien, ou plutôt tout *allait* bien; car, aujourd'hui, nous sommes déjà, à leurs yeux, non seulement sur une mauvaise pente, mais bel et bien dégénérés, grâce à la grande Révolution française et à la démocratie, sa fille.

Leur idéal, c'est que les classes inférieures ressemblent aux coolies de la Chine, modestes, frugals et n'aspirant à rien, tandis que les *mandarins*, les *surhommes*, occupent les belles positions et jouissent.

C'est une étourderie qui a créé la question ouvrière. Les travailleurs forment une classe qu'il faut enfoncer dans ses instincts et dans l'acceptation de son infériorité. Les déclasser, c'est-à-dire les instruire, les rendre aptes au service militaire, leur donner le droit de vote, le droit de coalition par le moyen des syndicats, c'est les sortir de leur état, c'est aller contre cette loi naturelle qui veut qu'il y ait des maîtres et des esclaves.

Vous reconnaissez là les théories brutales et grossières que nous touchions déjà l'autre jour.

On prétend invoquer la nature pour consacrer le droit de la force; on veut faire de l'autorité une *opposition* à la liberté, au lieu qu'elle en soit la règle et la tutrice. La supériorité, qui est une nécessité de l'ordre, par conséquent du bien commun, et que cette considération doit rendre non seulement acceptable, mais chère au gouverné lui-même, les théoriciens dont je parle veulent en faire une

véritable oppression. Ils rêvent des Pharaons, fixés dans leur immobilité hiératique, et commandant d'un geste à des multitudes prosternées. — Qu'ils y rêvent à leur aise ! Si la mobilité démocratique n'est que nervosité et désordre, ainsi qu'ils le prétendent, je la préfère néanmoins, pour l'honneur de l'humanité, à la pyramide qui s'élève au milieu des sables libyques sur les cadavres des milliers de felahs.

Ai-je besoin de vous faire remarquer, Messieurs, tout ce qu'il y a de faux, en même temps que d'horrible, dans une conception politique qui condamne la masse humaine à une infériorité irrémédiable, soi-disant pour l'amour de la vie ; pour laisser triompher le plus fort, par conséquent le meilleur, etc. Tout cela n'est que sophisme, et, de la part de ceux qui se pavant ainsi au sommet de l'échelle sociale, que fatuité insupportable et cruelle.

Dans la matière sociale ainsi reléguée, il y a des valeurs, je pense ! il y a des richesses incalculables, sottement enfouies, et tel homme qui gagne à peine son pain comme manœuvre ferait un chef d'État, un savant, un artiste, un ingénieur de premier ordre. Faire arriver peu à

peu à la lumière toute cette matière humaine sans emploi ; lui donner la facilité de s'affranchir, de se développer, de se mettre en valeur, et par là d'arriver à un degré de vie humaine plus élevé et à une dose de bonheur plus grande, n'est-ce pas travailler à la fois pour chacun et pour tous ; n'est-ce pas être politique en même temps que juste et fraternel ?

Qu'on y mette des précautions, ce n'est certes pas moi qui vais y contredire ; je vous dirai combien cela est nécessaire, et combien juste est le mot d'Auguste Comte : « La soumission est à la base du perfectionnement ». Mais ériger en théorie l'écrasement des plus faibles sous le pavé d'une aristocratie ou d'une bourgeoisie immuable, c'est une idée que je n'accepte pas, et j'ai de la joie à constater que ses tenants, du moins les philosophes du groupe, font remonter au christianisme les débuts de ce qu'ils appellent la décadence démocratique. Les chrétiens seraient les « saints anarchistes » qui auraient tué, dit-on, la plus grandiose et la plus noble institution sociale qui ait jamais existé : l'empire romain. Ils ont trahi la conception des anciens philosophes, qui imaginaient la société sous la figure d'une sphère, où la circonférence n'aspire pas au

centre, et où le centre n'a pas envie de faire des promenades sur la circonférence. Ils ont détruit le *monde*, tel qu'il se présentait à l'imagination des empereurs, quand ils jetaient leur grande parole, comme aujourd'hui les papes, *Urbi et orbi*.

Tant mieux, Messieurs! tant mieux que la religion qui est la nôtre soit si grandement coupable! Elle ne se repent point. Le dernier de ses papes, actuellement vivant, achève sa vingt-cinquième année de pontificat comme il a commencé : par des encouragements explicites à la démocratie chrétienne et par un large dévouement à la cause de l'émancipation des humbles.

Les grands chrétiens ont tous vu, senti profondément et dit avec audace que la société humaine est encore à l'état d'ébauche, et que le marbre opprime la statue de sa pesanteur froide. Ils n'avaient qu'à lire l'Évangile, pour se pénétrer de ce sentiment; mais que de gens lisent l'Évangile et n'y voient que ce qu'ils y veulent voir, ou ce que des préjugés enracinés leur permettent!

Il faut avouer qu'à une certaine époque, nombre de catholiques firent ainsi; qu'aujourd'hui encore, certains d'entre eux me trouve-

raient révolutionnaire, s'ils m'entendaient louer ainsi notre démocratie. Mais leur règne est fini, il faut qu'ils se le disent; la hache est à la racine de l'arbre; il faudra qu'on s'y mette, et les préjugés séculaires tomberont pour faire place à une action plus large, où le principe religieux rendra autant de services qu'il se procurera de gloire à lui-même.

L'église fut autrefois la vraie maison du peuple; les immenses cathédrales étaient à lui, bâties de ses propres mains, entourées de chapelles où chaque corporation déposait sa bannière, et où, dans les grands jours, on venait retremper les âmes. Ces temps reviendront, j'en ai la confiance invincible; mais il faut pour cela que nous comprenions tous, nous qui représentons plus ou moins la religion aux yeux des masses, qu'une tâche immense nous incombe.

La société, a dit un philosophe chrétien¹, est en état de péché, et de péché mortel. Elle n'a pas su s'organiser encore de façon à réduire les misères et les inégalités sociales au strict minimum que la nature des choses, les hasards et les fatalités de la vie conserveront toujours.

1. Léon Ollé-Laprune, *La vitalité chrétienne*, p. 222.

Il y en aura toujours, des inégalités, des misères imméritées, des souffrances sans remède. La vie est injuste par elle-même, Messieurs, et nous le savons bien, nous, chrétiens, quand nous prêchons une autre vie, afin que s'y rétablisse la justice. Et de ce que la vie présente est injuste, je sais bien qu'il s'ensuit que la société doit l'être, de la même manière et dans la même mesure.

Ce n'est pas ma faute, si je suis boiteux; mais ce n'est pas non plus celle de la société, et je ne puis pas lui demander, sous couleur de justice, de me donner une place de facteur ou de garde champêtre comme à mon voisin qui a des jambes.

La société subit les conditions de la nature; seulement, après que je l'ai constaté, je me dis aussi que ces conditions de la nature, la société ne doit pas les aggraver; que s'il doit y avoir un déchet, dans l'ensemble du fonctionnement social, il faut réduire ce déchet au minimum, puisque c'est un déchet humain, et qu'on n'a le droit de parler de la *force majeure* et de la *fatalité des choses* que si d'abord la raison la plus attentive et le dévouement le plus entier ont fait effort pour leur arracher leur victime. Or, nous n'en sommes pas là; de longtemps

nous n'en serons pas là; et c'est pourquoi, dans les injustices criantes que j'aperçois quand je regarde, je suis obligé de faire deux parts: l'irréparable, dont je ne puis demander de comptes qu'à Dieu — il s'en charge! — et le remédiable, dont l'organisation sociale se doit compte à elle-même, et dont elle doit compte, aussi, au malheureux ou à l'être inférieur qu'elle prive indûment de sa part de vie humaine, de sa part de bonheur.

Avez-vous réfléchi, Messieurs, combien il y a peu d'hommes dont la vie soit véritablement digne de l'homme? Passer sa vie dans une mine, sur un toit en plein vent ou en plein soleil, sur un échafaudage ou une échelle de corde; sans commerce avec ce qui fait la noblesse et le charme des hautes vies; accablé quelquefois de soucis matériels et de privations navrantes; incapable d'assurer l'avenir, pour soi et pour ses enfants: cela vous semble naturel, à vous, et acceptable? Qu'après vingt siècles de christianisme, la société humaine soit encore divisée en deux parts: ceux dont la vie est assurée, meublée, ornée, élevée à son niveau normal ou au-dessus, et ceux dont toute l'occupation est

de s'empêcher de mourir, et qui n'y réussissent pas toujours; dont toute la vie, au lieu de cette noble indépendance qui est le droit de l'être humain, est courbée sous le vouloir d'autrui ou sous des fatalités oppressives : vous en prenez votre parti? — Moi je ne le prends pas. Il me semble qu'une civilisation vraie, une civilisation chrétienne, inspirée des principes évangéliques bien compris, devrait pénétrer un peu mieux que cela la masse humaine, la pétrir de lumière davantage, y tracer des chemins plus faciles, la mettre au large, la délivrer de misères imméritées et de vices dont la misère est souvent la seule cause.

La société est construite comme Paris : il y a la place de la Concorde, la place de l'Opéra, la Bastille : on y respire; mais il y a aussi la rue de la Goutte-d'Or et les faubourgs putrides. Ce n'est point là le rêve divin, et ce n'est pas mon rêve! Je voudrais voir mes frères vivre, et non pas végéter; je me dis que nous tous qui ne manquons de rien, nous ne devrions point avoir de repos tant que l'homme travailleur et honnête ne pourra pas vivre largement de son travail, lui et sa famille, avoir sa part non seulement de pain, mais des plaisirs honnêtes et des avantages de la vie telle que, de la part de Dieu,

la terre et la société des hommes l'offrent à leurs convives. Je pense que le ciel attend, lui qui nous a confié l'œuvre humaine, que nous mettions fin quelque jour à ce qui blesse son regard et contriste son cœur, et il me semble qu'il y a assez longtemps que le Christ répète, par lui-même ou par les meilleurs de ses fils : J'ai pitié de la foule.

Il en est qui comprennent l'action chrétienne auprès du peuple d'une façon étrange. Travaille, disent-ils, sois sage, et tu seras plus heureux; épargne, et tu seras moins pauvre; va moins au cabaret, et ton petit avoir enflera. C'est très vrai! et nous avons le droit de le dire; mais à une condition, c'est qu'avant d'enseigner ainsi ses devoirs au peuple, nous ayons d'abord accompli les nôtres; à condition que nous ayons fait ce qui est en nous pour que le progrès s'accélère et que les réformes interviennent dans toute la mesure du possible; car de les retarder par inertie, par égoïsme, nous n'en avons pas le droit, et nos sermons au peuple ne seraient plus alors qu'une dérision cruelle.

Ou bien encore on dit aux pauvres gens — et

que de fois ne l'ai-je pas vu dans des journaux très graves! — De quoi te plains-tu, peuple? Jadis on en a vu bien d'autres! Nous sommes en progrès! Au temps des grandes guerres de Louis XIV, il arriva que les paysans mangeaient de l'herbe. En es-tu là? Non; tes salaires augmentent; tes rapports avec le capital s'améliorent, et à la rigueur tu peux vivre.

Le beau langage! La société qui parle ainsi, si elle n'a point fait tout d'abord ce qui était en elle pour soulager le sort de l'homme du peuple, ressemble à un bourreau qui dirait à sa victime : J'en ai frappé bien d'autres! Je frappais plus fort, autrefois; prends donc patience, et cherche toi-même des adoucissements aux souffrances que je t'inflige.

Il est indubitable, Messieurs, que la condition du peuple est au-dessous de ce qu'elle devrait être; il faudrait un aveuglement bien étrange pour ne pas le voir, ou un égoïsme bien monstrueux pour ne pas s'en troubler.

Il y a sans doute un palliatif ou, si l'on veut, un remède provisoire qu'on ne saurait trop encourager, parce qu'il soulage d'abord beaucoup de misères et parce qu'il favorise l'esprit qui doit un jour renouveler la société : c'est la cha-

rité individuelle. Mais je ne voudrais pas que vous pensiez, ainsi que le pensent beaucoup de chrétiens, que la charité individuelle puisse suffire à rétablir un si défectueux équilibre : il n'en est rien.

C'est une flatterie qui échappe souvent aux prédicateurs, dans leurs sermons de charité, de dire au beau public dont ils sollicitent les aumônes : C'est votre bienfaisance qui résout la question sociale. — Ce n'est pas vrai. La charité individuelle ne résout rien du tout; ce n'est qu'un palliatif. Le flot de misère coule à pleins bords, et l'aumône du riche ne peut lui opposer qu'une digue de sable. Ou, si vous voulez une comparaison moins classique, disons que la société est comme une salle où l'on s'écrase. Sous l'impression d'un danger imminent, il s'y forme de ces remous terribles qui deviennent si facilement mortels, et vous, vous déplacez un peu votre chaise ou vos coudes pour faire à vos voisins immédiats un peu de place. C'est un bon sentiment, et vous pouvez ainsi sauver quelqu'un; mais à regarder l'ensemble, l'efficacité de votre action est petite, et il ne suffit pas que vous répondiez cela à l'homme que la lutte des classes a séduit.

Il faut agir; il faut organiser autrement votre

salle. Seule une action d'ensemble peut venir à bout d'un mal qui affecte l'ensemble. Il faut que les bonnes volontés individuelles s'incarnent dans des institutions; et de travailler à ce que ces institutions viennent au jour, n'est-ce pas votre devoir, à vous qui êtes en haut et qui dites : mon avoir est à moi; ma situation est à moi; je ne dois de comptes à personne, et ne me reconnais, de ce chef, aucun devoir. Ce n'est pas vrai, cela! Vous en devez compte à Dieu, de cette somme de biens conquis grâce à sa providence, et vous en devez compte aussi à la société de vos frères, sans laquelle, en dépit de vos efforts, vous n'auriez rien conquis que la misère étroite dans laquelle un individu se débat-tait toujours, si le flot ne le portait, et si la barque de sa fortune ne trouvait dans ce flot un appui pour ses rames.

Personne de nous n'agit, ne réussit sans le concours d'une collaboration immense, et qu'elle soit anonyme, cette collaboration n'en impose pas moins des devoirs. Ce que la société a fait pour vous, vous devez le lui rendre. La supériorité qu'elle vous fait, vous devez l'employer de telle sorte qu'elle en devienne elle-même supérieure, et puisse créer par là, dans l'avenir, des supériorités plus nombreuses.

On demandera davantage à celui qui aura reçu davantage, dit l'Évangile. Toute grâce reçue est la semence d'un devoir; toute supériorité est une fonction sociale.

Et le peuple sent bien cela. Sans trop se dire pourquoi, ou même en produisant de fort mauvaises raisons, il a l'instinct des devoirs que, par le fait seul de monter, les classes supérieures assument. Ceux qui ont tenu l'échelle au grimpeur ont le droit qu'une fois parvenu il les aide; or ceux qui tiennent l'échelle, dans la vie sociale, c'est la masse, ce sont les travailleurs obscurs, et c'est pourquoi ils appellent exploiteur et parasite celui qui, se trouvant en haut, par son travail, peut-être, mais aussi par le travail d'autrui, veut jouir pour lui seul, et ne tend pas la main aux autres.

Contre celui-là, toutes les colères s'amassent; toutes les haines se concentrent, jusqu'au moment où elles éclateront, comme la montagne Pelée, qui, se brisant elle-même, couvre au loin la terre et la mer de ses cendres.

Et c'est pourquoi je dis : Riches, c'est votre intérêt, en même temps que votre devoir, de favoriser et de préparer pour bientôt l'ascension des classes populaires. Les idées marchent vite, aujourd'hui; si vous ne vous pressez point,

prenez garde que les événements ne vous précèdent. Il ne suffira pas de poser la main sur le volcan pour arrêter les laves ! La compression servira quelque temps, et elle rendra ensuite l'explosion plus redoutable.

Le mal de l'avenir, disait Michelet aux bourgeois de son temps, c'est qu'il y a un abîme entre le peuple et vous. Il ne serait que temps que l'abîme se comblât. Les vraies réformes qu'on aura négligées pourraient faire place, un jour, à l'incendie et aux barricades, et au lieu du progrès social, possible par votre effort et dont Dieu vous confiait le souci, vous auriez les violences, les injustices atroces, le recul du côté de la barbarie.

Je sais, Messieurs, ce que répondent beaucoup de gens, quand on leur tient ce langage. Qu'y puis-je faire ? disent-ils. Je ne suis pas le pouvoir public !

Si fait, Messieurs, vous êtes le pouvoir public. Je n'ai pas besoin de vous apprendre, sans doute, que sous un régime comme le nôtre, le pouvoir public, c'est nous tous.

C'est l'opinion, aujourd'hui, qui gouverne.

Ce que vous penserez ici, ce que vous voudrez ici, à condition de le dire et d'être assez nombreux à le penser et à le dire, c'est ce qui s'exécutera là-haut ; car le gouvernement n'a aucune idée, ni aucune volonté par lui-même. Je ne sais pas si cela en vaut mieux ; mais c'est ainsi. Les hommes au pouvoir sont ce qu'ils sont : je ne les juge point ; mais ce n'est pas leur faire injure que de dire : Ils ne feront rien, si l'opinion ne les y force. Le voulussent-ils même ardemment, ils ne pourraient rien faire sans le concours actif de l'opinion.

Agir sur l'opinion ; agir en pensant bien, et en disant ce que l'on pense, c'est donc la seule façon d'obtenir quelque chose. C'est sous cette forme-là que, socialement parlant, et pour si peu que vous disposiez d'une influence, — or tout le monde en a une, — vous devez vous efforcer de rendre service à vos frères.

Ajoutez-y la bienveillance individuelle, la justice et la charité individuelles, chacun devant soi, dans sa sphère restreinte, et je dirai volontiers dans son coin ; ajoutez-y ces largesses personnelles que j'ai appelées tout à l'heure et qui sont en effet un remède provisoire, et vous aurez alors le droit de sermonner le peuple. Il vous écouterait, quand vous viendrez lui dire :

La lutte des classes est un mauvais moyen. La société est malade; mais votre remède va la tuer, et par conséquent vous tuer vous-même. La haine est mortelle à tout le monde. Une seule chose peut faire grandir le règne de la justice : c'est le concours des hommes de cœur, et pour obtenir ce concours, il faut de la justice, aussi, de la patience, des préjugés en moins de part et d'autre. Et si j'ai su combattre, direz-vous et dirai-je moi-même, les préjugés des hommes qui possèdent, ne permettez-vous pas que je vous signale aussi les vôtres?

Laissez-moi dire ce qui vous conviendrait.

Laissez-moi faire, après le procès de ceux qui vous oublient, le procès de ceux qui vous trompent.

Vos amis ne sont pas où vous le croyez quelquefois; vos amis, ce sont les hommes de cœur de toutes les classes, conservateurs aussi bien que prolétaires. Et votre Ami suprême, Celui qui prêche pour vous, par sa doctrine d'amour, et qui seul, par son intervention toute-puissante, peut venir à bout des misères que la société n'atteint pas, c'est Celui, insensés! que tant de vous combattent à outrance; c'est Celui qu'on vous apprend à maudire; Celui dont le nom revient dans vos chants, mêlé à des ignominies;

mais que je voudrais vous faire mieux connaître, sachant que le connaissant, vous l'aimeriez de toute votre âme : c'est le Christ.

II

Qui est-ce donc, qui prêche la lutte des classes? — J'ai dit qu'il y avait là des générosités dévoyées : je maintiens le premier mot; mais je maintiens aussi l'adjectif : ce sont des générosités dévoyées. Mais il y a, à côté, des haineux; il y a, à côté, des exploiters, les pires des exploiters, puisque, prétendant soulager les misères, ils en tirent profit, et les aggravent en créant cette misère de tous qui est la misère sociale.

Voilà des hommes qui se présentent comme les hérauts de la fraternité; qui n'ont aux lèvres que les mots de solidarité, de paix, de désarmement, d'amitié internationale, d'embrassement universel; et comment procèdent-ils, pour mener cette campagne admirable? Ils procèdent comme les hommes de Quatre-vingt-treize : Sois

mon frère, ou je te tue! La *Carmagnole*, le *Ça ira*, voilà leurs hymnes fraternels; la détraction, les exagérations folles, les calomnies atroces, les excitations à la haine : voilà leurs moyens!

Ils détestent la guerre étrangère, et ils auraient raison, s'il n'était imprudent de travailler à affaiblir le pays, en face d'éventualités redoutables qu'il n'est au pouvoir de personne d'écarter; mais s'ils répudient les batailles du dehors, serait-ce au bénéfice des batailles du dedans? Celles-ci ne sont-elles point les pires des batailles?

Ils combattent le chauvinisme, et ils font bien; mais si le chauvinisme expose aux conflits de peuple à peuple, du moins ces conflits sont-ils intermittents, et laissent-ils subsister l'union au sein des collectivités considérables que sont les diverses patries, tandis que la lutte des classes est une guerre permanente, une guerre de tous contre tous, guerre tellement effroyable, si elle venait à se généraliser, que seul l'antagonisme au sein de la famille, tel que le féminisme est tenté quelquefois de l'établir, pourrait mener à des conséquences plus néfastes.

Quand donc la guerre est-elle plus haïssable, comme plus ruineuse et comme plus immorale?

quand elle se passe à la frontière, ou quand elle règne à la maison?

Lorsqu'on veut obtenir un grand froid au moyen du mélange classique de sel et de glace pilée, on ne laisse point ceux-ci en masses compactes; on les superpose par couches minces: une couche de glace, une couche de sel, et en un instant, la température s'abaisse: c'est le procédé de la lutte des classes. Les chauvinismes nationaux opposent l'humanité à elle-même, masse à masse; la lutte des classes opposerait l'humanité à elle-même couche à couche, et le degré des haines monterait toujours plus, et le froid glacial envahirait les cœurs, déjà si tièdes.

Et le résultat, que serait-il, il est facile de le prévoir: ce serait le malheur de tous, le gaspillage effrayant des forces, la ruine totale.

Deux chevaux qui tirent au même brancard entraînent le fardeau et progressent; s'ils tirent chacun de son côté, en sens contraire, ils laissent la voiture sur place et finalement la brisent.

Il semble quelquefois que les partisans de ces luttes fratricides préféreraient en effet briser tout que de céder quelque chose et d'attendre.

Faire sauter en éclats cette société maudite, ce serait le rêve de certains partageurs, quand le partage entrevu ne vient pas assez tôt, et c'est un état d'âme que je vous laisse à juger; mais que je ne l'invente pas, vous en avez la preuve dans cette menace périodique dont les journaux de certains partis veulent nous faire un épouvantail, et dont, je l'espère, eux-mêmes ne mesurent pas les conséquences.

La grève générale, pour l'appeler par son nom, vous pouvez voir, en y réfléchissant, ce qu'elle comporterait, et comment elle jugerait devant Dieu et devant les hommes ceux qui auraient construit cette machine infernale.

La grève générale, ce serait un arrêt général de la vie; ce serait le retour brusque à la barbarie primitive, là où chacun doit suffire à soi-même, et ne dût-elle durer qu'une semaine, ce serait une semence de désordres et de souffrances dont la folie de ceux qui en parlent peut seule voiler à leurs yeux l'atroce fécondité.

Quelque mauvais traité que l'on fasse, entre classes, il vaudra toujours mieux que cette guerre, dont le vainqueur aurait à endurer plus de souffrances qu'une invasion armée n'en peut occasionner chez un peuple.

Messieurs, ceux qui proposent de tels actes,

ou en mesurent les conséquences, et ce sont des scélérats, ou bien ignorent profondément la vie sociale, et ce sont des hommes à lier, comme dangereux à eux-mêmes et à leurs semblables.

Or remarquez-le bien, cet homicide universel, compliqué de suicide, qu'on propose sous le nom de grève générale, ce n'est que le grossissement, le paroxysme de ce qu'on appelle lutte des classes. Dans un cas comme dans l'autre, il y a refus de coopérer, et comme la coopération, je crois vous l'avoir démontré¹, est la condition première de toute vie sociale, c'est le refus de vivre en société, et par conséquent l'anarchie, que le partisan de la lutte des classes élève à hauteur d'un principe.

Ce n'est pas cela qui pourra jamais améliorer la vie humaine. Ce n'est point par la haine, que vous reformerez; ce n'est point par la destruction, que vous réparerez. Ce qu'il faut faire, ce n'est pas de combattre au hasard, et à outrance; c'est de regarder, pour agir dans le sens de vos intérêts véritables, et d'être justes, afin de gagner à votre cause toutes les âmes droites que l'égoïsme n'a point fermées.

1. Voir la première conférence.

Il y a une erreur qui court, dans les groupes populaires en révolte contre la « société bourgeoise », et qui répond sans doute à la façon simpliste dont les problèmes sociaux ont coutume de se poser dans les intelligences sans culture, mais à laquelle les excitations venues de plus haut ne sont pas étrangères : c'est de croire que la division en classes correspond, ou à peu près, à un partage des hommes en exploités et en exploités, en bons et en mauvais, en travailleurs et en paresseux, en héros et en monstres.

On parle, et l'on agit, comme si toute une moitié de la société était formée de saintes victimes, et l'autre entièrement composée de bêtes féroces qui boivent le sang du peuple avec une volupté cruelle.

N'est-ce pas cela qu'on vous prêche, ouvriers, dans ces meetings où le plus forcené est assuré d'avoir gain de cause, comme si les injustices atroces et les grossissements bêtes étaient le triomphe de l'éloquence et de la solidarité fraternelle.

Dans ces buvettes populaires, on vous fabrique des grogs avec de l'alcool à cent degrés, assaisonné de poivre et de gingembre, et cela vous emporte la bouche, vous enlevant par

là le goût des choses sensées et pratiques.

Croyez-vous véritablement que l'humanité soit divisée ainsi en deux parts : les boucs et les brebis, les bons et les mauvais, les exploités éhontés et les exploités sympathiques? Quelle puérile et grossière appréciation des choses serait-ce là! Quelle psychologie enfantine!

Vous n'avez donc pas vu de voleurs, parmi les ouvriers, et des paresseux, et des lâches, et des traîtres, et des jouisseurs sans scrupule, et des haineux qui, sous prétexte de lutte des classes, ne veulent que changer les rôles et retourner le gant, tellement que si le moindre bout de supériorité leur échoit, ne seraient-ils que caporal au régiment ou premier ouvrier à l'usine, deviennent de vrais tyrans, démontrant bien ce que valent, au fond, toutes leurs prédications égalitaires.

Et à l'inverse, n'avez-vous jamais vu, vraiment, des patrons excellents, des chefs d'usine modestes, généreux, sympathiques, les premiers à l'ouvrage, et empressés à secourir vos besoins? Il n'y en a pas assez, c'est possible; mais il y en a, il y en a plus que vous ne le pensez et plus qu'on ne vous le dit, et n'y en eût-il qu'un petit nombre, ce serait assez pour que vos gé-

néralisations fussent injustes, et pour qu'elles compromissent votre cause, en décourageant de précieuses bonnes volontés.

Je veux vous lire, Messieurs, une page d'un homme illustre qui a fait en Angleterre presque une révolution, et au moyen de procédés comme ceux que je voudrais voir employer, dans nos luttes sociales. Voici ce que disait John Ruskin dans une conférence populaire :

« Je ne traiterais pas mon sujet honnêtement, et je ne parlerais pas d'un cœur sincère, si j'admettais, au cours de ma conférence, que tous les gens riches sont des oisifs. Vous manquerez à la fois à la justice et à la sagesse, si vous me permettiez de dire cela ; pas plus cependant que ces riches qui qualifient tous les pauvres de paresseux qui travaillent le moins possible ou ne travailleraient jamais, si c'était possible.

« Le fait est qu'il y a des pauvres oisifs et des riches oisifs ; qu'il y a des pauvres laborieux et des riches laborieux. Plus d'un mendiant est paresseux comme s'il avait 10.000 livres par an, et maint homme bien renté est plus occupé que son garçon de courses, et ne songerait jamais à s'arrêter comme lui dans la rue pour jouer aux billes. De sorte qu'à prendre les choses de haut, la différence entre travail-

leurs et oisifs, comme entre fripons et honnêtes gens, réside dans le cœur même et l'intime caractère des hommes de tout rang et de toute position. Il y a une classe laborieuse, forte et heureuse, parmi les riches comme parmi les pauvres ; il y a une classe oisive, faible, méchante et misérable, parmi les riches comme parmi les pauvres ; et les pires malentendus qui s'élèvent entre les deux classes proviennent de ce que, par une mauvaise chance, les sages de l'une (combien peu sages en cela !) considèrent ordinairement les imbéciles de l'autre. Si les riches laborieux tournaient leurs regards et leurs critiques du côté des riches oisifs, tout irait bien chez eux ; et si les pauvres laborieux agissaient de même envers les pauvres oisifs, tout irait bien également chez eux. Mais chacun cherche ce qu'il y a à reprendre de l'autre côté. Un homme qui a du bien et qui travaille dur sera particulièrement choqué de voir un mendiant paresseux ; et l'ouvrier rangé, mais pauvre, sera naturellement intolérant du luxe déréglé des riches. Et ce qui n'est qu'un jugement sévère dans l'esprit des hommes justes de chaque classe devient une haine féroce chez les injustes ; mais seulement chez les injustes. » — Remarquez bien cela, Messieurs, — « seuls les mauvais sujets

d'entre les pauvres regardent les riches comme leurs ennemis naturels et souhaitent le pillage de leurs maisons et le partage de leurs biens. Seuls, les mauvais sujets d'entre les riches parlent en termes flétrissants des vices et des folies des pauvres ».

Voilà, Messieurs, la vérité et la sagesse. Il n'y a que les mauvais sujets de tous les partis, ou bien alors, pour faire de l'indulgence, que les illusionnés et les enfants qui jettent ainsi l'anathème, sans distinction, à toute une immense catégorie de leurs frères, sous prétexte qu'ils appartiennent à une autre classe, et qu'ils paraissent plus heureux, ou moins utiles.

Que de fois j'ai entendu dans mon dos, quand je traversais la ville, de pauvres ouvriers — je ne leur en veux pas! — me jeter de ces mots qui me classent, dans leur pensée, parmi ces faïnèants de moines qu'on a si fort en haine! Et cependant je vous assure que j'échangerais de bon cœur, à certains jours, ma plume contre une bêche et ma salle de cours ou mon église contre un chantier. Il n'y a pas de travail que d'une sorte. La pensée, même quand elle est médiocre, est un labeur aussi, parfois très crucifiant, et la santé y saute plus sûrement

qu'à tel ou tel métier réputé dangereux.

Il y a peut-être plus de jeunes gens qui sortent de l'École polytechnique anémiés pour la vie qu'il n'y a, proportionnellement, de couvreurs qui tombent des toits ou de verriers qui deviennent poitrinaires. Seulement, cela se voit moins; cela frappe moins l'imagination, et les habits propres ou luisants font illusion au travailleur des mains, pour qui être endimanché, comme il dit, c'est ne rien faire.

Et sur toute la ligne, les préjugés s'étalent ainsi, et s'interposent.

Bien entendu, des politiciens sans vergogne se hâtent de les envenimer! Et une grande cause de leur succès, dans cette œuvre de haine, c'est l'art qu'ils ont de faire croire aux esprits simples que la réforme souhaitée est très facile; que seuls les égoïsmes conservateurs y font obstacle; que du jour au lendemain, si quelques hommes le voulaient, on pourrait tout changer, égaliser les classes, et établir l'âge d'or sur la terre.

Or, demandez à ceux qui s'y connaissent, à ceux qui ont étudié gravement, longuement ces problèmes, les plus complexes et les plus délicats qui soient au monde: ils vous diront que

ce serait une folie que de vouloir changer tout d'un coup les bases de l'organisation sociale. La société ne peut progresser que comme le disait saint Paul : *de die in diem*, de jour en jour, de réforme en réforme. Et la raison en est que l'organisation sociale n'est pas le fruit d'une volonté ou de quelques volontés isolées, mais d'une nature des choses à laquelle a collaboré toute notre évolution historique.

C'est bon pour le petit apprenti fraîchement enrôlé dans la religion socialiste, de croire que la « société bourgeoise » a été organisée par une espèce de syndicat de jouisseurs qui, s'étant trouvés les plus forts, ont imposé leur loi aux autres. Mais, pauvre enfant ! c'est par tout le monde, qu'elle s'organise, la société, et par conséquent par personne. Elle va comme la nature, laquelle ne construit pas ses œuvres d'après un plan tout fait, comme une tapisserie qu'on tisse tout d'une pièce ; mais d'après des idées au jour le jour, que sa plasticité rend fécondes.

Opposer à cela un plan de société en l'air, une ferme modèle, à la façon de certaines élucubrations socialistes auxquelles, j'espère, leurs auteurs eux-mêmes ne croient point, c'est tout comme si un physiologiste voulait fabriquer

un animal de toutes pièces, et d'après des idées à lui.

On ne fabrique pas un animal, Messieurs ; tout ce qu'on peut faire, c'est d'en modifier quelque peu le type, en agissant sur son milieu et sur ses conditions vitales.

Cela seul est viable qui est fait par la vie.

Cela seul peut durer qui a pris la durée pour collaboratrice.

L'évolution des âges a peut-être créé des espèces ; mais elle y a mis des siècles, et ceux qui veulent en créer de leur autorité privée n'aboutissent qu'à une chose : la réaction, et le retour au type primitif.

Ainsi en serait-il de tout essai de réorganisation sociale qui voudrait procéder autrement que par de sages réformes, et c'est ce qui faisait dire à Gambetta : « La question sociale n'existe pas : il y a *des* questions sociales » ; questions à étudier l'une après l'autre, à résoudre l'une après l'autre, en prenant soin d'attendre que les résultats de chaque réforme soient nettement connus, avant d'essayer autre chose.

Et cela vous fait voir qu'en plus de la justice, il faut apporter au travail d'ascension des classes populaires, la patience.

« La patience, a écrit Balzac, est ce qui, chez l'homme, ressemble le plus au procédé que la nature emploie dans ses créations. » C'est donc ce qui présente, et présente seul, des garanties d'efficacité sérieuses.

Seulement, vous comprenez que cela ne fait pas l'affaire du politicien, qui a besoin, lui, qu'on croie à l'efficacité immédiate de ses remèdes. Dire à ses électeurs : Mes amis, je vais voter de telle sorte que cela ira certainement mieux dans cent ans, ce n'est pas ce qui enlèvera la salle et brûlera les chances du concurrent. Il faut promettre la lune, et tout de suite : on la promet, et quand ensuite elle ne vient pas, on en rend responsables les jouisseurs que le dévouement ardent des bons amis du peuple n'a pu vaincre.

Ah! vous parlez d'exploiteurs, les voilà! Messieurs, les exploiters du peuple! Les voilà, pauvres égarés, ceux qui vous trompent, vous volent, et vivent de vos erreurs. Ils vous paient en chimériques espoirs les réalités sonnantes qu'ils tirent de votre crédulité. Ils ruinent, à vos propres dépens, toutes nos industries nationales; ils jettent la perturbation dans toutes les entreprises, découragent les initiatives et préparent par là les chômages; ils font fuir

nos capitaux à l'étranger, et désertent nos ports pour enrichir ceux de nos adversaires. Qui souffrira de tout cela? — Vous, vous, insensés, et la patrie ensuite, c'est-à-dire encore vous, puisque n'ayant qu'une vie précaire, tout ce qui augmente pour le pays les difficultés de la vie vous atteint tout d'abord, comme ces ma-laises généraux qui, dans notre organisme, vont toujours s'attaquer au point faible.

Ah! la responsabilité redoutable que prennent sur eux ces ambitieux qui vont dans le pays, versant le vinaigre à pleins seaux sur les souffrances sociales!

Et que sera-ce, si les principes au nom desquels on lance les classes l'une contre l'autre ne sont même pas fixés! Et n'est-ce pas le fait, puisque les chefs eux-mêmes ne s'entendent pas entre eux; puisqu'on ne sait pas ce que l'on veut, et que c'est sur de pures négations qu'on s'évertue à faire des ruines, en attendant qu'il s'en amoncelle d'autres.

Ce qu'il vous faudrait faire, hommes du peuple, au lieu de vous livrer à ces excitations intéressées et fatales, je vais vous le dire, et je l'ai dit déjà, ce serait de tendre la main, par-

dessus les hommes de haine, à tous ceux, riches ou pauvres, qui ont le cœur assez haut pour vouloir collaborer avec vous à l'émancipation de votre classe.

Je vous ai dit que le nombre en est grand; il deviendra plus grand encore. La question sociale est à l'étude depuis bien peu de temps, du moins d'une façon étendue et pratique. Jadis, seules quelques grandes âmes, celles des saints, en étaient occupées; aujourd'hui, tous les esprits vraiment hauts, tous les cœurs un peu nobles s'en inquiètent. Il ne manque pas de riches qui s'étonnent eux-mêmes d'une organisation qui a fait leur bien-être aux dépens peut-être, se disent-ils, d'hommes qui sont mes frères, et dont la part devrait être plus grande, au festin. Le christianisme ajoute ses forces à celles des volontés laïques, après leur avoir soufflé son esprit; il organise en ce moment une armée, dont Léon XIII s'est constitué le chef; on étudie et l'on agit de son mieux; on étudiera et l'on travaillera davantage: est-ce le moment où l'amour se met à l'œuvre que vous allez choisir pour vouloir tout régler par la haine? Celle-ci est impuissante; l'autre peut tout. Les luttes terribles dont certains nous menacent ne feraient qu'amonceler des ruines; la grande

transformation pacifique que je prêche tournerait au bien de tous, sans que nul y fût sacrifié.

Eh quoi! espérez-vous réformer la société en travaillant de toutes vos forces à arracher la racine même de toute société, qui est la concorde? Travaillez donc à vaincre l'égoïsme; employez donc, ô journaliste ami du peuple, votre éloquence brûlante et vos articles enflammés à éveiller chez vos frères les sentiments généreux, qui amèneraient promptement, s'ils pouvaient régner un peu de part et d'autre, la solution de toutes les questions sociales. La société, comme les individus, n'a qu'un ennemi, c'est l'égoïsme, et vous, en vous faisant prédicateur de haine, vous travaillez à le renforcer, au lieu de le vaincre. Vous le renforcez chez le riche, à qui votre violence, vos exagérations fournissent des prétextes pour résister aux revendications les plus justes; vous le renforcez chez le pauvre, chez qui vous faites lever des désirs que nul au monde ne peut combler, et que vous rendez ainsi malheureux autant qu'injuste.

Travaillez à le faire fondre, l'égoïsme, au feu de la fraternité; faites de l'agitation généreuse; réveillez l'opinion; mettez le doigt sur

les plaies, et appelez le remède avec des cris tellement forts que l'indifférence la plus lâche s'en émeuve. Mais des violences et des injures, ce n'est pas là le remède, croyez-moi. L'Évangile ne passe pas, et l'Évangile a dit : Bienheureux sont les doux, parce qu'ils posséderont la terre.

Ah! voilà une parole qu'on ne comprend guère, aujourd'hui. Dès qu'on la cite, on a l'air de prêcher je ne sais quelle puérité moutonnière, comme si la douceur était une lâcheté, et comme s'il n'y avait pas la douceur des grandes âmes, où la sérénité supérieure et l'amour n'excluent ni les indignations généreuses, ni les héroïques actions. Vous connaissez saint Paul : c'est la douceur de cet homme que je vous prêche. Il savait parler haut, et revendiquer ses droits, et défendre les siens avec des cris de lion blessé, et cela ne l'a pas empêché d'écrire l'hymne le plus admirable à la charité qui ait été écrit dans le monde.

Je voudrais que ce fût ce procédé qui remplaçât la lutte des classes.

Si c'est ainsi que vous faites, je n'aurai plus peur de vos revendications : elles seront fécondes autant pour le riche que pour vous, autant pour la vie nationale que pour les vies individuelles.

Je n'aurai plus peur même de vos utopies; car ayant le cœur haut, le regard clair, vous n'en prendrez que la dose permise par la justice, tolérée par la vie, dont les lois finissent toujours par s'imposer à qui regarde.

Des utopies, il en faut, Messieurs, pour lancer à l'action des âmes que les réalités au jour le jour laisseraient froides. Jésus-Christ et ses Saints étaient-ils autre chose en un sens que de sublimes utopistes? « Père, qu'ils soient un comme toi et moi nous ne sommes qu'un. » — « Soyez parfaits comme votre père céleste est parfait » : c'est de l'utopie, cela, ce me semble!

Seulement, il y a deux sortes d'utopies : il y a celle qui brûle votre maison sous prétexte d'en construire une plus belle, et qui, ne pouvant plus ensuite réaliser ce qu'elle avait promis, vous laisse dehors, exposé aux intempéries et aux attaques : c'est celle-là que je combats, parce qu'elle est ruineuse. Mais il y a aussi l'utopie qui se confond avec l'amour de l'idéal; qui n'aspire pas sans doute à le conquérir dans sa plénitude, mais qui sait qu'on en peut approcher toujours plus; qui y pousse de toutes ses forces, et vous donne en attendant, comme richesse provisoire, ce qui est un bien, aussi, le meilleur peut-être de tous : l'espérance.

Quand on faisait remarquer à Ruskin que son idéal de vie était impossible à pratiquer, il répondait : Assurément, cela n'est pas possible ; mais c'est *indispensable*.

En effet, fût-ce même impossible, et ce l'est, dans sa teneur totale, ce que désire le peuple, et ce que je vous ai dit désirer avec lui, j'ai le droit de le dire indispensable. Cela est indispensable en ce sens que personne ne peut, chrétiennement et humainement même, se dispenser de l'aimer, se dispenser d'y tendre, se dispenser de le vouloir tellement qu'il passe de ce vouloir quelque chose dans chacun de ses actes.

Quand la vapeur est toujours sous pression, elle s'élançe en jet brûlant et sonore à chaque fissure, à chaque mouvement des soupapes : que notre charité soit toujours, elle aussi, sous pression, et elle réchauffera de ses jets de plus en plus multipliés et de plus en plus larges ce monde glacé dont Jésus-Christ disait : « Je suis venu apporter le feu sur la terre, et que veux-je donc, sinon qu'elle brûle ! »

Ah ! Jésus-Christ ! c'est Lui, c'est Lui qui est le véritable ami du peuple ; c'est Lui, qui serait le vrai réformateur, si riches et pauvres se soumettaient vraiment à ses enseignements et à son influence.

Je suis bien étonné de voir l'école socialiste, qui se dit amie du pauvre, verser de l'anticléricalisme haineux, et ne pas comprendre quelle force admirable elle dédaigne. La solidarité qu'elle prêche, si elle n'est pas la charité chrétienne, mais alors détachée de ses sources, et par conséquent vite tarie, n'est plus qu'une théorie, ou bien un calcul personnel qui fera passer l'égoïsme de sa phase instinctive à sa phase scientifique ; mais ne le tuera point, et le renforcera au contraire, en l'armant de moyens supérieurs.

Or, je le répète encore, l'ennemi vrai des classes pauvres, c'est l'égoïsme ; la vraie réforme à faire, parce qu'elle entraînerait les autres, c'est celle des cœurs, et c'est la religion qui est la maîtresse des cœurs.

Pourquoi donc, ô réformateurs, travaillez-vous à éloigner de la religion le cœur des hommes ? Vous travaillez contre eux doublement ; car vous retardez l'avènement de la justice, en écartant cette puissance, souveraine des âmes, qui serait un levier admirable, pour enlever les obstacles qui barrent la route des justices ; et en même temps que vous retardez le progrès, vous empêchez ceux qui ne le verront pas venir de posséder les biens qui soulageraient leur

souffrance, et qui feraient leur sort plus enviable, peut-être, que celui de l'homme dont ils convoitent la fortune.

L'homme ne vit pas seulement de pain, dit l'Évangile, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu. N'arrêtez pas au passage la parole de Dieu ! elle irait dire au pauvre que la vie de ce monde est quelque chose, mais qu'elle n'est pas tout ; que la question du pain existe, mais qu'elle n'est pas l'unique nécessaire. « Peu de chose suffit, à qui vit peu de temps », et au lieu de tant d'aigreurs, de tant de batailles, comme il serait meilleur, et plus doux, de laisser germer dans son cœur, avec la paix, les espérances éternelles !

Avoir ces pensées dans le cœur n'empêcherait pas l'homme du peuple de lutter pour le bien, et de pousser à la roue, comme chacun doit le faire, pour ne pas laisser s'embourber le char de la vie humaine ; mais il se souviendrait aussi que s'il y a un plan de la vie sociale auquel chacun de nous collabore, il y a aussi un plan personnel, dont l'aboutissement ne dépend point de la place qu'on occupe dans la hiérarchie des fortunes.

Les premiers comme les derniers, les maîtres comme les serviteurs, tous ont même destinée,

tous, en face d'elle, sont pleinement égaux, et si le progrès humain n'est pas au service de chaque être, le Maître du progrès, lui, ne s'en désintéresse point. Il est là, cœur à cœur, auprès de chacune des âmes. Si nous savions le voir, une paix ineffable viendrait calmer, chez tous, les douleurs journalières ; nous nous dirions que, fussions-nous victimes, et nous le sommes toujours à la fin, une puissance supérieure nous ramasse, et qu'elle nous place là où nos seuls mérites ont du poids ; là où les faveurs du sort ou l'arbitraire des hommes n'ont plus d'empire, mais où la justice est souveraine, en compagnie de l'amour.

Cela ne vaudrait-il pas mieux, dites-moi, que de tenir les yeux toujours fixés sur les horizons bas des jouissances terrestres, et de s'en aller honteusement, comme le font quelques-uns, derrière toute supériorité, pour essayer de couper les franges de son manteau, ou, comme le disait pittoresquement quelqu'un, couper les basques des habits, pour en faire des vestes !

Ne verse pas dans cette bassesse, homme du peuple. A quelque degré de l'échelle que tu sois, souviens-toi que tu es homme et chrétien comme les autres ; que tu es, toi aussi, un racheté du Christ, un appelé des espérances immortelles,

et en attendant que la terre prenne la figure du ciel, ce qui n'est pas demain sans doute, sache que le vrai ciel est préparé pour toi, aujourd'hui en pensée, demain réellement, et que si là-haut également il y a « plusieurs demeures », Dieu et le Christ y seront tout à tous.

LES LUTTES POLITIQUES

LES LUTTES POLITIQUES

Messieurs,

Il y a peu de temps, un conférencier plein d'humour émettait une idée que nous gagnerions tous, en France, à faire nôtre. Nous avons, disait-il, une alliance précieuse, en Europe; une amitié qui nous a retirés d'un isolement pénible et dangereux : c'est l'alliance franco-russe; mais il nous en faudrait une autre. Celle-ci serait plus difficile à conclure; mais elle serait, plus encore que la première, heureuse et féconde; car entre le peuple en question et le nôtre, les frontières sont communes, les souvenirs communs; ses intérêts coïncident avec nos intérêts, et d'innombrables liens nous rassemblent. Si l'on s'est battu, si l'on se bat encore, c'est uni-

quement parce qu'on ne songe pas que les mêmes origines vous relient, que les mêmes travaux vous sollicitent et que les mêmes dangers vous menacent.

Ce pays, concluait le conférencier, c'est la France, et l'alliance que je propose, c'est une alliance entre Français.

Ce conférencier parlait d'or; mais nous ne sommes pas près de réaliser son programme.

Je vous ai parlé de la lutte des classes : c'est le plus menaçant des grands conflits qui nous agitent; ce n'est pas le seul. J'ai à vous entretenir, aujourd'hui, de luttes graves aussi, graves autant qu'actuelles, actuelles autant que délicates à exposer : les luttes politiques.

Sans doute, bon nombre d'entre vous se demandent : qu'est-ce que va dire le Père! Le terrain est brûlant!...

J'ai déjà dit, Messieurs, que je ne connais pas de terrain brûlant. J'ai un secret, comme les fakirs indiens, pour marcher sans danger sur les charbons ardents, et si mon secret vous intéresse, je veux bien vous le dire; il pourrait servir à plus d'un, et vous verrez que ce n'est pas un de nos moindres malheurs qu'on l'ignore très généralement en France.

Quand donc j'ai à dire, sur un sujet comme

celui-ci, beaucoup de choses délicates, je m'arrange de façon à n'en pas dire seulement beaucoup; je les dis *toutes*.

Quand on dit tout, on a le droit de tout dire.

Quand on vise au vrai intégral, au vrai tout pur, on passe par-dessus la tête des personnes, et il y a chance pour que celles-ci, pour peu qu'elles aient le cœur bien placé, et quelles que soient d'ailleurs leurs opinions intimes, pardonnent à l'orateur de n'avoir point fui les audaces, et d'avoir jeté hardiment les vérités à tout le monde, comme le ballon qui jette son lest sur toutes les têtes, et à qui l'on pardonne, parce que c'est pour monter plus haut.

D'ailleurs, Messieurs, quelque paradoxal que cela puisse paraître, je n'ai nullement besoin, pour vous parler des luttes politiques, de faire ce qu'on appelle *de la politique*. Je n'en ferai point. Je ferai de la morale sociale, à base d'esprit chrétien; c'est déjà suffisant; Lacordaire prétendait que cela n'est pas commode, que cela est rarement compris. « Quand on visite les forçats, disait-il, les prisonniers, les pauvres, les malades, le christianisme va de soi, tout le monde l'entend; mais si vous l'appliquez à la politique (ou à ce qu'il plaît aux gens d'appeler ainsi), à l'instant un hurra s'élève contre vous;

l'impartialité devient faiblesse, la miséricorde une trahison, la douceur un désir de plaire à tout le monde. Rien n'est aisé comme le parti pris des factions; rien n'est laborieux comme la justice envers les factions. »

J'essaierai cependant, Messieurs, de garder la justice, et je ne fais nul doute que vous ne soyez avec moi pour essayer, non pas de maudire et de condamner au hasard; mais de voir clair, de dire ce que vous voyez, et d'agir ensuite d'après cet impartial et ferme jugement.

I

Les luttes proprement politiques ont pris de nos jours, en France notamment, une extension considérable. On peut le regretter, on le doit même; car nous aurons à dire quelle source de faiblesse est cet émiettement des partis; mais s'étonner du fait, ce serait ignorer grandement les conditions actuelles de notre vie sociale.

Sous un gouvernement absolu — si jamais

il en fut d'absolument tel — les partis politiques n'existeraient point; le mot *parti* ne pourrait figurer au dictionnaire que dans un autre sens. Le souverain aurait des partis à prendre, ou à ne pas prendre, et des conflits d'idées pourraient avoir lieu sous son crâne; mais ce serait tout. Puisque l'État se concentrerait en sa personne, la politique de l'État se passerait toute dans son cerveau. Ce serait une conception à l'usage d'un homme infailible, ou d'un peuple mouton, c'est-à-dire d'un homme qui n'en serait pas un, et d'un peuple qui ne serait pas un peuple.

Mais dès que le pouvoir est partagé, les partis naissent et doivent naître infailliblement. Car il n'est pas possible que deux hommes; ou deux groupes, à plus forte raison un plus grand nombre, entendent sur toutes choses le gouvernement d'un pays de la même façon.

Et la mesure dans laquelle le pouvoir sera partagé sera la mesure selon laquelle les partis devront croître en importance ou en nombre : en nombre, si les questions qui se posent reçoivent ici ou là des solutions multiples; en importance, si les scissions nées de ces solutions diverses arrivent à se propager jusque dans les couches profondes de la nation. Il en est, si

vous voulez me passer l'étrangeté de cette comparaison, comme d'une statue de bois sur laquelle on frapperait à coups de hache. Les fissures produites peuvent n'affecter que la tête, et c'est le cas des conflits sous un gouvernement absolu ; elles peuvent s'avancer jusqu'au buste, et c'est le cas ordinaire des aristocraties ; elles peuvent déliter entièrement la statue et la réduire en planches ou même en allumettes, et c'est ce qui nous arrive aujourd'hui.

En temps de démocratie, en effet, en temps de suffrage universel, de communications faciles, et de diffusion de la presse, il est fatal que les intérêts différents, les opinions divergentes, les tempéraments opposés trouvant le moyen de se faire jour ; leurs coalitions ne trouvant nul obstacle ; leurs espérances pouvant se hausser jusqu'à compter, un jour ou l'autre, faire la conquête du pouvoir, ou tout au moins y prendre part et jouir de son influence, il est fatal, dis-je, que des partis nombreux se forment, et que si tels d'entre eux répondent à des tendances quelque peu généralisées dans le pays, ils prennent une importance rapide, comme un fleuve qui boirait au passage une multitude de ruisseaux.

Et remarquez qu'en principe il n'y a rien que de noble, d'utile et de naturel à cette constitution des partis.

Aucun homme n'est parfait, ni universel, ni infaillible ; aucun ne peut donc prétendre que sa prudence lui permettra de tout voir, que sa compétence lui permettra de tout résoudre, encore moins que son désintéressement sera assez grand pour reconnaître et désirer le bien commun, alors que ce ne sera pas son bien, mais peut-être sa ruine. Il est donc désirable que les idées et les tendances diverses, les intérêts réellement existants, les fonctions sociales nécessaires constituent leurs organes, comme dans le cerveau il y a des localisations ou des coordinations fonctionnelles qui répondent aux besoins variés de la vie.

C'est ainsi qu'il y aura le plus de chances, dans un pays, pour que, théoriquement du moins, toutes les questions soient étudiées, tous les intérêts défendus, toutes les fonctions remplies. C'est un système d'équilibre facile à concevoir, plus difficile à réaliser sans nul doute, mais qu'on ne saurait blâmer en principe. Les fabricants de constitutions font de louables efforts pour que cela fonctionne bien, et facilement ils croient y être parvenus. Tout le

malheur, c'est qu'on voit bientôt venir derrière eux les fabricants de désordre, dont le métier est de détruire l'équilibre au profit d'une doctrine personnelle ou d'un intérêt particulier, par des moyens d'ailleurs plus ou moins honorables, et de se conduire enfin comme ferait un organe qui voudrait gouverner à lui seul notre corps, et qui créerait ainsi, au lieu d'une fonction utile, une maladie.

Il est clair, en effet, que la division d'un pays en partis politiques ne peut être féconde que si elle correspond à l'idée de la division du travail, et si, en second lieu, cette répartition des efforts ménage, par les procédés qu'elle emploie, la concorde, la justice et l'unité foncière du pays.

Si au lieu de la division du travail, vous avez l'accaparement, la couverture tirée à soi, l'exclusivisme, c'est le désordre en permanence qui s'installe. Si au lieu de l'unité morale, basée sur le respect mutuel, même dans les divergences; sur la fraternité patriotique et chrétienne, même dans les débats les plus vifs; si au lieu de cela vous avez les suspicions, les haines, les calomnies, les injures grossières, les armes discourtoises ou perfides, c'est la

guerre civile qui s'annonce; guerre civile des âmes, au début; guerre civile effective pour finir, à moins que des malheurs plus grands ne s'interposent.

La grande loi que nous exprimions dans notre première conférence s'applique ici : la vie sociale, c'est le concours. L'absence de concours, c'est l'émiettement et la dispersion des forces; c'est donc le contraire du progrès, le contraire de la vie; c'est le piétinement sur place, puis le recul, et pour finir, la mort.

Voilà, Messieurs, d'une façon tout à fait générale, la conception rationnelle et chrétienne des partis politiques.

Je n'entre pas, vous le pensez bien, dans le détail des principes ou des intérêts spéciaux qui président ou qui peuvent présider à la formation des partis : ce serait un cours de science sociale à faire, fort peu de mise ici; mais pour guider la suite de notre étude, je dois citer un cas, très général encore, et qui est l'un de ceux qui occasionnent, à l'heure actuelle, le plus de conflits redoutables : je veux parler de l'opposition perpétuelle des partis de tradition avec les partis progressistes.

Rien ne serait plus heureux pour un État, si elle se tenait dans de justes bornes, que cette opposition de deux éléments excessifs par nature l'un et l'autre; mais qui, en l'absence d'un juste milieu toujours rare, sont appelés à constituer, par les limites mutuelles qu'ils s'imposent, la vérité pratique.

Il n'y a d'avenir sûr que celui qui s'appuie sur le passé; il n'y a de passé honorable que celui qui est gros de l'avenir et l'enfante à son heure.

Ce serait une conception antiphilosophique et antihumaine que de considérer comme irréductibles deux tendances d'esprit qui sont exactement complémentaires.

L'esprit de progrès représente la force impulsive; l'esprit conservateur représente le frein; et il suffit, pour qu'ils s'accordent, que l'un ne prétende pas plus que l'autre à une action exclusive.

Un caractère ardent, frappé de la nécessité des réformes, porte les yeux vers l'avenir, et c'est bien; mais il doit bien comprendre que cette disposition peut le porter parfois à exagérer la vitesse.

Inversement, celui qui se complait dans le passé doit bien savoir que ce passé, c'est le passé d'une chose en marche, et qu'il ne faut donc pas

s'y complaire comme dans une cristallisation immuable.

Il y a place, ici, pour un accord supérieur, tout en laissant les luttes de détail faire leur œuvre. Ces luttes sont une nécessité en ce que chacun, dans chaque cas, abonde dans son sens, et croit sincèrement avoir la vérité complète; mais il faudrait que de part et d'autre on restât dominé par cette persuasion que, dans l'ensemble de leur action, les deux tendances contraires ont leur rôle; que, par suite, les luttes doivent rester circonscrites par des objets précis, et laisser subsister une collaboration nécessaire.

— Ne croyez-vous pas, Messieurs, que si cette vérité était comprise, une foule de malaises sociaux pourraient être évités? Dans toute l'Europe, à l'heure qu'il est, le conflit du passé et de l'avenir est à l'état aigu; on se combat à outrance, là où il n'y aurait qu'une façon sage de procéder, à savoir par des concessions réciproques.

Le *compromis* est la loi constante de la politique. L'idéal a ses droits — à condition encore qu'il soit juste — mais le fait existant a aussi ses droits. Faire évoluer sans secousse *le fait* vers *l'idéal*, le passé vers l'avenir, c'est tout le secret d'une politique prudente.

On l'oublie fort souvent, et c'est pourquoi les hommes les plus considérables dans la science, à la fin du XIX^e siècle, ont travaillé à rappeler cette loi de *continuité*, dont la méconnaissance produit des heurts très redoutables.

Que sera-ce, si l'idéal qu'on poursuit, et dont on cherche à obtenir par tous les moyens la réalisation immédiate, non seulement ne représente pas la vérité actuellement pratique, mais n'est qu'un idéal personnel, hautement discutable, ou même une pure divagation!...

En résumé, le rôle des partis consisterait, théoriquement, dans une collaboration perpétuelle; le fait de la misère humaine oblige à concéder qu'ils seront nécessairement adversaires; mais du moins ne faudrait-il pas qu'ils fussent ennemis; s'ils le sont, c'est qu'ils ont méconnu leur rôle et qu'ils se sont mis en opposition avec la grande loi de la vie : le concours.

Voyons maintenant ce que devraient être, en principe — nous construisons la république de Platon! — l'attitude du parti au pouvoir, par

rapport à l'ensemble des autres, et l'attitude des autres par rapport au premier. Il y a là un cas spécial fort important, comme nous le verrons tout à l'heure, quand nous aborderons le domaine des faits.

Le parti au pouvoir a-t-il le droit de considérer tous les autres comme des partis vaincus, par conséquent comme des quantités négligeables, ou comme taillables et corvéables à merci?

Évidemment non.

Le parti au pouvoir représente, ou est censé représenter, en France, une majorité électorale, ce qui veut dire, à prendre les choses au mieux, que la moitié plus un des électeurs français estime qu'il y a lieu de s'orienter de telle manière, de prendre tel ensemble de mesures que comportait le programme des élus. Or depuis quand, lorsqu'on discute, entre passagers d'un navire, sur la direction à prendre jette-t-on à la mer ceux dont l'avis ne prévaut pas?

Si je suis la minorité, je dois m'attendre à ce qu'on ne gouverne pas selon mes sentiments; mais je n'en ai pas moins le droit qu'on gouverne pour moi, comme pour les autres. L'objet de tout gouvernement, c'est le bien commun de ses administrés, ce n'est pas le bien d'un seul

groupe, fût-il l'immense majorité, à plus forte raison s'il ne représente qu'une moitié plus un homme.

Que je comprenne autrement l'intérêt du pays; que je veuille aller moins vite, ou plus vite; que je veuille réaliser tel programme qui n'est pas celui du grand nombre, est-ce une raison pour que je devienne un paria? Je suis un membre de la famille française comme les autres; j'ai droit aux mêmes égards, à la même protection, aux mêmes avantages. Les élections, qui ont pour but d'opérer un triage entre des conceptions diverses, ne doivent pas aboutir à un triage entre les citoyens. Et s'il est évident qu'on ne peut pas gouverner selon l'idée de tous, on peut gouverner pour tous, et ainsi doit-on faire, sous peine de méconnaître ici encore notre loi de *concours*, pour revenir aux lois de la guerre.

Ah! si l'on conçoit les débats politiques comme la compétition des égoïsmes, les élections comme une lutte d'appétits, et le pouvoir comme la conquête personnelle et exclusive des élus, on doit se conduire d'une autre sorte: mais c'est la conception sociale la plus fausse et la plus corruptrice qui soit au monde.

Et par là, vous pouvez juger, Messieurs, de la valeur morale de ce qu'on appelle chez nous les *épurations*.

L'épuration des fonctionnaires, que l'habitude prise fait regarder par beaucoup comme toute naturelle, est simplement une monstruosité sociale.

Les fonctionnaires sont les serviteurs de l'État, c'est-à-dire de tout le monde. Ils sont payés sur le budget commun; ils ont à faire non de la politique; mais un travail spécial pour lequel ils n'ont besoin que de compétence professionnelle, et en raison duquel on n'est donc autorisé à leur demander rien d'autre, si ce n'est ce qu'on demande à tout le monde: des mœurs passables et le respect d'autrui.

Si les hommes qui gouvernent peuvent, sans léser personne et sans mettre en souffrance la chose publique, favoriser quelque peu leurs amis, ils font une chose que tout le monde trouvera légitime; mais installer la suspicion, la délation dans les bureaux des ministères et dans les préfectures; remplacer les enquêtes professionnelles par des enquêtes politiques; substituer aux notes professionnelles ce qu'on appelle en jargon d'examen la *cote d'amour*, c'est bel et bien un crime politique.

C'est plus qu'un crime, c'est une faute, comme dirait Talleyrand; car en écartant ainsi, pour des raisons étrangères aux services publics, toute une immense catégorie de citoyens, vous affaiblissez ces services; vous privez le pays de valeurs qui pouvaient s'utiliser pour le bien, et qui deviendront, de par votre injustice, des mécontents, c'est-à-dire des éléments de malaise et de perturbation.

Mais les oppositions n'ont-elles pas aussi leurs devoirs, dans notre société modèle? — Certes! Si le rôle des partis arrivés est de désarmer, le rôle des partis vaincus est de se soumettre.

On peut regretter la direction que prennent les affaires; on peut combattre à armes loyales ce qu'on estime des erreurs ou des fautes. L'opposition a pour rôle précisément d'empêcher les abus qui naîtraient avec une facilité extrême de l'exclusivisme d'un seul parti; mais l'opposition, encore une fois, n'est pas la guerre; c'est une action complémentaire, c'est au fond un concours, et il ne faut pas qu'elle dégénère en lutte de personne à personne, de groupe à groupe, d'exclusivisme à exclusivisme, d'égoïsme à égoïsme et de haine à haine.

Ces conditions étant remplies, Messieurs, le patriotisme commun pourrait produire ses fruits, et la commune activité développer ses ressources. Toutes les nuances de l'esprit national étant représentées, tous les intérêts défendus, aucune partie de la nation ne se sentirait écrasée par le poids oppressif d'une autre; toutes s'épanouiraient librement; toutes fleuriraient au soleil d'une sage tolérance, d'une bienveillance qui n'exclut que le mal et l'oppression d'autrui. Le respect mutuel engendrerait la paix, laquelle est l'intérêt de chacun, puisque c'est l'intérêt de tous; laquelle est l'intérêt de tous, puisque c'est la mise en valeur de toutes les ressources communes.

L'esprit de parti, l'esprit de corps demeurerait des forces; mais des forces réglées, par conséquent utiles. Ils seraient enveloppés et dominés par l'esprit national, comme celui-ci doit être enveloppé et dominé par l'esprit humanitaire, comme celui-ci encore doit être enveloppé et dominé par l'esprit supérieur de fils du Christ et de fils de Dieu.

La voix du sang, qui nous prêche la fraternité; les sympathies instinctives, que des haines folles ne viendraient plus couvrir; l'hérédité des siècles respectée et la solidarité chrétienne com-

prise donneraient à ce peuple une cohésion et une noblesse d'allure admirables. Son présent serait splendide, et son avenir serait assuré; car au moindre danger du dehors, les éléments de la nation, distingués l'un de l'autre, mais non pas divisés, seraient tout prêts à se rejoindre. On se retrouverait naturellement frères d'armes, n'ayant cessé qu'en apparence d'être frères dans la paix, et il n'en serait pas des conflits de pensée ou d'intérêts qui nous dispersent comme de ces plaies qui, n'ayant pas été bandées à temps, ne se ressoudent plus.

Tout serait donc garanti : l'avenir et le présent, la conservation et le progrès, l'unité et la variété, la cohésion et la richesse. Tout serait épanoui, et tout serait un : ce serait la gerbe souple qui, solidement liée à sa base, n'en laisse que mieux jouer au soleil ses brindilles; ce serait le palmier, dont les racines fermes et le tronc droit éclatent en gloire, au sommet, et dilatent éperdument leur ramure.

Que ce serait beau, Messieurs! Quelles magnifiques destinées aurait la France, si elle marchait selon ce programme-là! On ne parlerait plus longtemps de notre décadence. Les grands malheurs subis et notre énergie ralentie auraient bientôt trouvé leurs revanches. Le sentiment que

nous sommes distancés suffirait à nous faire regagner la distance. Nos ressources merveilleuses, développées en commun, nous permettraient de remédier à tout, et de dépasser promptement des rivaux que seules des circonstances momentanées, aidées de nos propres divisions, favorisent.

Mais ce serait trop beau! Cela ne peut pas être! Cela n'est pas, et quand je regarde à ce qui est, je suis pris de tristesse, comme en face d'un organisme admirable qui lutte contre des causes de souffrance qui peuvent devenir des causes de destruction.

Regardons-y cependant, Messieurs, et sans perdre de vue l'idéal, qui doit toujours servir de guide; sans espérer non plus l'atteindre, ce qui serait d'un enfantillage par trop grand, et non pas sans danger, voyons si, pour nous tous Français, et pour nous tout particulièrement, chrétiens, il n'y aurait pas quelque chose à faire, en vue de nous en rapprocher quelque peu, au bénéfice de la patrie commune et pour le meilleur règne du bien.

II

J'ai dit qu'il était bon, qu'il était naturel que des partis représentant les intérêts légitimes et les sentiments honorables se fissent jour dans le pays et revendiquassent leur part d'influence. Et j'ajoutais : C'est de l'équilibre normal de ces éléments composants, de leur tolérance mutuelle, de leur respect du droit d'autrui que peuvent sortir la paix, le bon fonctionnement du pays et le développement plénier de ses ressources.

L'exclusivisme, c'est la guerre ; c'est donc le contraire de la société, puisque la société, c'est le concours.

Or, que voyons-nous ?

Nous voyons des partis dont chacun n'aspire qu'à une chose : supprimer l'adversaire, et le supprimer non par la conviction, ce qui serait admirable ; non par une lutte courtoise et respectueuse des droits, ce qui serait légitime ; mais par tous les moyens, sans en exclure parfois les violences et les dénis de justice les plus graves.

Je ne dirai rien de nouveau, ni rien de bien

audacieux, en constatant que l'esprit sectaire est le fléau de ce temps-ci.

Et remarquez que je prends ici ce mot dans son sens le plus large : je ne désigne personne, ou plutôt je nous désigne tous ; car cet esprit sectaire, je crois que tous les partis y participent plus ou moins.

Il est bien peu de nous qui, en s'examinant à fond, ne se surprenne rêvant non pas d'un idéal, mais de la destruction de telle ou telle catégorie de citoyens. Nous avons tous, croirait-on, du sang de despote dans les veines. Et en effet, nous en avons un peu. Nous sommes *latins*, c'est-à-dire fils de ceux qui disaient autrefois : « Quod placuit principi legis habet rationem » : ce qui a plu au prince a raison de loi. Nous sommes Français, c'est-à-dire fils de celui qui a dit : « L'État, c'est moi. » Nous sommes les survivants du grand empire centralisé de Bonaparte, et, formé à son école, il semble que chacun de nous voudrait dire : « Ma pensée est une ornière de marbre. » Chacun de nous veut être le gouvernement, et s'il arrive à être le gouvernement, ce qui n'est pas très difficile, puisqu'il suffit de s'affilier au parti qui gouverne, il n'a plus de souci que d'opprimer les autres, et de leur rendre intolérable le sol de la commune patrie.

Je trouve écrit, Messieurs, dans la *Déclaration des droits de l'homme*, qu' « aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier » : c'est une formule que l'aspiration universelle des Français s'applique à rendre vaine. Chacun veut régenter le pays à lui tout seul. Chacun a la meilleure recette, et veut l'imposer par la force. Au lieu que le prosélytisme est un appel à la liberté d'autrui, on veut faire main basse sur cette liberté, et cela, de quelques jolies phrases qu'on l'entoure, ne peut s'appeler décevement que d'un mot : l'oppression.

Car n'est-ce pas opprimer que de vouloir, au nom de sa propre intelligence, gouverner toute intelligence ; au nom de sa propre volonté, incliner toute volonté ; faire de sa vie le modèle de toute vie, qu'on prétendra pétrir et façonner à son image à partir du berceau. Car vous le savez, un clan affiche la prétention d'accaparer l'éducation nationale pour en expulser violemment des doctrines qui ont le malheur de déplaire. Ils ont un idéal du Français par lequel ils prétendent qu'on passe. Une poignée de gens veut reformer le pays de fond en comble, et à sa guise, et si ceux-là parlaient et faisaient place à d'autres, je ne suis pas très

tranquille sur ce qui se passerait ; je crains fort que si les doctrines avaient changé, les procédés ne fussent les mêmes.

C'est là, Messieurs, une maladie nationale dont il me semble que tout honnête homme devrait se plaindre. Que deviendrions-nous, si les rudes mœurs d'autrefois avaient cours, et si les haines ne s'assouvissaient pas en partie dans le déversoir odieux, mais utile à ce point de vue, d'une presse en délire ? La France est comme un arbre aux mains d'une armée de bûcherons, dont l'un estime que c'est telle branche qui est nuisible, l'autre que c'est telle autre ; mais tous s'accordent pour affirmer que l'arbre ne sera sauvé que par une prompte amputation de ce qui le corrompt ou l'étouffe. Laissez-les faire, et bientôt il n'y aura plus à terre qu'un monceau de débris piétinés.

Il y a à cela, Messieurs, beaucoup d'inconvénients, et le premier, sérieux déjà, ce me semble, c'est qu'on est en train de fausser notre esprit national, qui est, au fond, un esprit de bienveillance et de fraternité joyeuse.

Le Français est né confiant, gai en même temps que hardi compagnon, facile aux sym-

pathies et à la cordialité franche : on est en train de le faire tourner au fiel, de lui empoisonner le sang, dans tous nos bains de haine.

N'avez-vous pas observé, dans des circonstances hélas trop rares, alors qu'un grave intérêt national arrive à faire taire une minute l'espèce de hurlement continu auquel s'habituent de plus en plus nos assemblées politiques, n'avez-vous pas observé l'espèce de détente heureuse qui se produisait, comme si les partis étaient reconnaissants les uns aux autres de vouloir bien fraterniser quand même, et comme si cette communion d'un instant dans la même pensée avait fait reprendre contact avec ce qui tout au fond nous assemble : l'âme de la patrie ?

Ce n'est jamais sans joie que des Français éprouvent cette sensation de l'unité profonde dans le sang et dans le souvenir des ancêtres. « L'homme, a écrit un philosophe, est toujours reconnaissant à ceux qui lui donnent des raisons d'être bons : ils lui retrouvent ses titres de noblesse. » Le titre de Français est une noblesse aussi : nous aimons à en jouir en commun, et n'est-ce pas une raison déjà pour déclarer antifrçais ceux qui tendent à altérer ce naturel

pour y substituer l'esprit d'antagonisme à outrance ?

L'animation des luttes serait un bien ; Dieu sait si le Français a lutté, à toutes les époques !

Ce je ne sais quel Dieu qui veut qu'on soit vainqueur

lui a toujours soufflé les audaces. Quiconque aime quelque chose ou quelqu'un lutte pour lui. Il faut avoir une opinion, et en être. Il y a beaucoup de gens qui ont une opinion et qui n'en sont pas : tels les abstentionnistes, qui sont, ceux-là, les ennemis de tout le monde et de leur propre patrie. Mais lutter noblement, ce n'est pas se hair, et je ne crois pas que l'esprit national puisse gagner à ce que les barrières des partis deviennent tellement hautes qu'on ne puisse plus se donner la main.

Un autre résultat de nos conflits et de notre façon actuelle d'entendre la politique, c'est le désarroi profond qui s'empare des intelligences ; c'est le scepticisme corrompateur que produit, à la longue, ce va-et-vient perpétuel d'idées contraires, également absolues et également intolérantes. Un tel nuage de poussière monte du sol piétiné par nos luttes que le pays n'y voit

plus rien, menace de ne plus croire à rien, et se trouve rejeté par là, fatalement, des questions de principes, devenues indiscernables, aux questions de personnes qui laissent le champ libre à toutes les ambitions des grimpeurs.

Plus d'idées, parmi nous; plus rien que des *consignes*, et la consigne de chacun, c'est de renverser *un tel*; c'est d'enfoncer tel groupe: belle préoccupation, à une époque où se posent d'immenses questions sociales!

Et ce qui pousse plus que tout le reste dans le sens de cette décomposition politique, c'est que les partis s'étant émiettés à l'infini, du fait de la commune intolérance, ils se sont réduits les uns et les autres à une impuissance complète. Cherchez le parti qui pourrait à lui seul, aujourd'hui, compter sur une influence quelconque!... Alors, qu'arrive-t-il? C'est que, nulle opinion, nulle doctrine ne pouvant prétendre à une majorité, ou même à rien qui y ressemble, on ne peut gouverner qu'en formant des coalitions, des *blocs*, et comme naturellement, dans ces blocs, en raison même de ce qui les a amenés à se former, on ne saurait s'entendre sur aucun des graves intérêts en présence, la

tentation perpétuelle est de faire diversion, de créer des questions factices, qui occuperont le tapis, amuseront la galerie, et permettront au groupe de vivre, ce qui veut dire de *profiter*.

N'est-ce pas ce que nous voyons, Messieurs, depuis longtemps, et n'est-ce pas ce qui entretient, artificiellement, l'intérêt de ces questions toujours les mêmes, qui semblent prédestinées à servir de planche de salut à tous les gouvernements en détresse?

Pour moi, Messieurs, je vous avoue que j'ai beaucoup d'orgueil, dans le moment présent. Je ne me croyais pas une telle importance, dans le pays de France! Savoir si je continuerai à porter devant vous cet habit « oratoire » comme l'appelait Gambetta, ou si je viendrai, l'an prochain, avec le camail et le surplus de mes chers confrères du clergé séculier, voilà ce qui bouleverse nos politiques!

Ah! je comprends ceux qui combattent dans le camp de la liberté! Il en est parmi eux qui se disent, avec la Déclaration des droits de l'homme, qu'« il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé », et je les remercie de bon cœur de défendre le corps social en ma personne. Il en est d'autres qui envisagent la déchristianisation

entreprise, sous des prétextes hypocrites, par une bande de sectaires haineux, et ceux-là luttant pour leur foi, pour ma foi, je comprends leurs ardeurs généreuses. Mais de la part de ceux qui ne croient point, et qui se défendent, d'autre part, d'être des persécuteurs, je comprends moins, je l'avoue, l'importance qu'ils nous accordent. Il me semble qu'il y a là une déviation de la politique française qui me fait plus de peine, peut-être, que les atteintes si graves à mes intérêts personnels qui peuvent en être la conséquence.

On parlait beaucoup, autrefois, on parle encore, par habitude, de l'éducation de la démocratie : et en effet, il serait bien urgent, puisque les masses gouvernent, par le suffrage, qu'on leur apprît à gouverner. Or que leur apprend-on ? Quelle belle leçon de choses reçoivent-elles ? On leur montre des groupes, des sous-groupes, des parcelles de groupes, des émiettements de groupes, tels que ceux qui en font partie ne sont pas bien sûrs eux-mêmes de leur nuance : il est à supposer que la démocratie n'y comprend rien, et n'y peut rien comprendre ; que, comme il faut pourtant qu'elle décide, elle doit décider au hasard, s'en rapporter aux éti-

quettes fallacieuses, aux programmes touffus et vides, aux formules équivoques ; perdre de vue les hommes de sens et de labeur qui s'éloignent de la vie publique par dégoût, et se trouver rejetée malgré elle du côté des arrivistes tapageurs et des brouillons sans compétence. C'est donc le bruit et l'intrigue qui prendront de plus en plus la place du travail utile et de l'honnêteté, et les principes ayant sombré sous le poids des questions de personnes, chacun ne songera plus, s'il songe à quelque chose, qu'à son caprice ou à son intérêt du moment.

Croyez-vous que ce soit là un élément de santé, pour la moralité publique ?

Les mœurs qui s'ensuivront sont faciles à prévoir : la forme suivra le fond. Ne voyant plus partout qu'animosités personnelles, on va courir d'instinct aux questions qui divisent, au lieu de celles où l'on pourrait agir de concert. On fréquentera les chemins où l'on trouve des pierres à se lancer, au lieu d'aller dans les champs où il y a du labour et des semailles à faire.

Quand on défend des idées, il n'y a pas de raison pour que ce ne soit pas avec des procédés courtois ; mais s'il s'agit de *tomber* tel ou

tel, c'est le pugilat qui convient, et Dieu sait si nous le connaissons, depuis quelque trente ans ! La presse quotidienne, instrument naturel des haines politiques, est devenue pour une bonne partie un répertoire de gros mots, une école de calomnies et d'insultes, un concert d'aboievements contradictoires, qui multiplie, en les manifestant, le trouble et l'irritation des esprits. « On écrit à coups de poing, disait un philosophe, dans un récent travail, et l'article rentre aisément dans la catégorie des voies de fait¹. »

Que pensez-vous, dans ces conditions-là, que puissent devenir, en France, et le niveau moral, et le travail social véritablement utile ? Quelle figure voulez-vous, aussi, que nous fassions, en face de l'étranger qui travaille, qui est uni, qui est fort ?

Il n'y a personne, en France ! tel est le mot qui, à certains moments, vient aux lèvres.

Je ne voudrais pas exagérer ; mais nous sentons bien tous qu'il y a là, au point de vue des destinées de la France, un danger très redoutable. Tout absorbés par nos rancunes, occupés à vider nos querelles et à distiller notre

1. Bouglé, *Revue de Métaphysique et de Morale*, septembre 1902.

fiel, nous avons peu de loisir pour songer à demain, et pour surveiller les frontières.

On ne demande pas mieux, *ailleurs*, que de nous voir nous battre et nous déchirer entre frères. Pendant ce temps, on est libre de décider sans nous, ou contre nous — ce qui revient au même — toutes les questions européennes ou mondiales. On suppose volontiers que nos hommes d'État, politiciens de métier, occupés de questions de clan, absorbés par le souci de leur conservation personnelle, vivant plus ou moins d'expédients, n'auront ni le loisir, ni le désir intense, ni l'appui nécessaire dans le pays pour poursuivre de vastes plans ; si même on n'espère pas que l'affaiblissement du dedans produit par nos luttes exacerbées nous amènera au point voulu pour que les « courants d'air » de l'Est nous jettent par terre !

Au moment d'une guerre, en effet, l'unité de la nation est une nécessité vitale. Il faut alors se recueillir, ramasser toutes ses forces matérielles et morales, et marcher au combat comme un seul homme. Mais si ce moment est retardé et que nos haines s'éternisent, qui nous dit que nous ne serons pas alors comme le ver de terre divisé par la bêche, et dont les tron-

cons s'agitent convulsivement sans pouvoir se rejoindre ?

Ah ! Messieurs, que je voudrais de bon cœur vous savoir convaincus des dangers que comportent pour nous les luttes sans merci dans lesquelles le pays se débat ! Vous seriez préparés à en reconnaître les sources, et à en accepter le remède.

Quelle a été l'origine première de tout cela, il serait long de le déduire : cela remonte trop haut, et les causes en sont trop multiples ; mais si vous y avez pris garde, j'indiquais tout à l'heure une des sources profondes du mal quand je vous disais : Le parti qui arrive au pouvoir a le devoir de désarmer, et les autres, le devoir de se soumettre. C'est un devoir patriotique, cela, et c'est un devoir chrétien. Or ni d'un côté ni de l'autre ce devoir n'a été suffisamment rempli, aux époques décisives de la *Troisième République*.

Le pouvoir n'a pas désarmé. Je n'ai pas besoin de vous le démontrer : les faits sont là qui le crient, même à ceux qui auraient intérêt à ne

pas se laisser convaincre. « La République victorieuse, a écrit un républicain, devait être le gouvernement de la France ; elle préféra rester celui d'un parti, et les monarchistes vaincus, traités en parias, en prirent les mœurs. » Cela est indubitable, et ce fut une grande faute en même temps qu'une grave injustice.

Mais puisque nous sommes entre nous, j'ajouterai que de l'autre côté, aussi, il y eut faute. Distinguant mal, peut-être, entre les questions de forme et les réalités nationales, entre des intérêts simplement politiques et les intérêts supérieurs du pays, les vaincus ne surent pas à temps accepter le fait accompli, et oublièrent à leurs dépens — et aux nôtres — le mot si profond de Taine : « En politique, il vaut mieux améliorer que recommencer. »

Je comprends, Messieurs, à certains points de vue, l'état d'esprit qui nous a été si funeste ; je le comprends d'autant mieux que je le vois de mes yeux chez des hommes dont je connais la générosité et le patriotisme, et qu'à cause de cela je me sens obligé d'admirer ; mais que je n'approuve point.

Au point de vue de la prudence politique, je les trouve insensés, et cela peut-être les touche-

rait peu ; mais au point de vue religieux — car c'est souvent parmi les catholiques que cet état d'esprit se rencontre — j'ai peut-être le droit de parler, et si je parle, j'ai le devoir de dire qu'il y a obligation, pour nous, de respecter la constitution que le pays s'est donnée, et qu'il veut conserver, il n'y a nulle espèce de doute. Essayer de l'améliorer « par tous les moyens *légaux et honnêtes* », — ce sont les mots du pape — ce n'est pas seulement notre droit, c'est notre devoir ; mais travailler à renverser, non pas ! faire des complots pour abattre un pouvoir détesté par d'autres voies que les voies strictement légales et par la volonté expresse du pays, non pas ! Si le pouvoir est devenu païen, disait un de mes confrères, ce n'est pas une raison pour que nous devenions païens envers lui.

Mais non ! beaucoup ne veulent pas comprendre. Non seulement ils s'acharnent à combattre, à maudire, à dégrader ce qu'ils ont le devoir de respecter et à quoi ils doivent obéissance ; mais ils maudissent, combattent et calomnient au besoin ceux qui se permettent de rappeler ou de pratiquer cette obéissance et ce respect.

Il en est, parmi nous, qui, sans être parfaits,

se sont mis courageusement à l'œuvre ; qui ont voulu se jeter entre les deux camps, faire tomber les préjugés et essayer de tirer parti des institutions et de l'état réel des choses : ils se voient traités en suspects, et ceux qu'on a spirituellement appelés les *grévistes* de la vie publique leur en veulent de ne pas s'en tenir à la critique acerbe et stérile. Essayer de marcher malgré tout, c'est accepter le terrain, et il en est qui rêvent tellement des terres lointaines du passé qu'ils auraient horreur de mettre le pied sur le sol de la *République Française*.

C'est là un état d'esprit, Messieurs, que j'ai le droit de blâmer ; car notre chef, comme catholiques, le blâme. Dernièrement, le Recteur de l'Institut auquel j'appartiens se trouvait à Rome en audience pontificale, et le vieux pape, attribuant pour une grande part les divisions françaises à l'inobéissance de quelques-uns de ses fils, concluait, en frappant sur son fauteuil de sa grande main pâle : « Dites-leur que je suis mécontent, mécontent, mécontent ! »

Je sais, Messieurs, ce que vous pourriez me dire. Je sais que les torts étant tout au moins

récioproques, les concessions devraient l'être aussi, et que même, en justice, c'est au parti vainqueur à commencer, puisque, devenu le pouvoir, il est chargé du bien commun, et tenu de gouverner de telle manière que quiconque puisse lui accorder une soumission joyeuse. Il en est loin ! Il a oublié, comme tant d'autres, le mot admirable de Louis XII, qui devrait servir de devise à tous les partis victorieux : « Le roi de France n'a pas à venger les injures du duc d'Orléans. » Mais si cela n'est pas, faut-il que ce soient la patrie, la religion, le bien social sous toutes ses formes qui en pâtissent ?

Dans une famille, s'il y a querelle et griefs réciproques, c'est au plus jeune, en principe, à céder ; mais s'il ne cède point, faut-il faire périr la famille ? C'est au plus raisonnable, Messieurs, à faire le premier pas. Et puisque nous sommes ici sous le regard du Christ, j'ai bien le droit de dire que comme fils du Christ, c'est à nous de faire le premier pas.

A quoi sert-il, alors, d'être chrétiens ? En quoi sommes-nous supérieurs à ceux que nous appelons volontiers des maudits, si nous employons à leur égard les mêmes procédés injustes et haineux que nous voyons à leur service ? Si vous

n'aimez que ceux que vous aiment, disait le Christ, les païens en font bien autant ! Il faut aimer ceux qui ne nous aiment pas, et à plus forte raison demeurer justes même à l'égard de ceux qui sont injustes.

Que de fois j'ai vu nos hommes d'opposition se servir d'arguments dont l'injustice ou l'exagération éclatent ! On croit permis d'attribuer à nos adversaires politiques tous les malaises dont nous souffrons, tous les à-coups dont le fonctionnement de plus en plus brutal de la vie universelle nous rend victimes. « La face de ce monde change », dit saint Paul ; elle change, à l'époque présente, avec une rapidité redoutable ; d'immenses forces sont en jeu ; le conflit des peuples et les grands mouvements sociaux bouleversent tout, créant ici ou là de vives souffrances. La France, un peu vieillie, affaiblie par de grands désastres, en a le contre-coup, et à coup sûr, une politique médiocre ou franchement mauvaise n'est pas faite pour nous l'éviter ; mais dans cette grande tempête, n'allons-nous voir qu'un souffle, celui du parti détesté ? Ce serait une attitude déloyale, par conséquent nourricière de haines et de désordres.

Et ce ne le serait pas moins, Messieurs, que de

méconnaître, ainsi qu'il se voit si souvent, la part de bonne foi qui doit se rencontrer, qui se rencontre chez les pires de nos adversaires.

« Croire, écrivait Vauvenargues, que les hommes sont tout bons, ou tout méchants, c'est ignorer profondément la nature. Tout est mélangé, dans les hommes, tout y est limité, et le vice même y a ses bornes. »

Pourquoi donc faire de nos adversaires des espèces de monstres, en qui ne resterait plus rien d'humain, et se croire autorisé par là à appeler hypocrisie, mauvaise foi, machiavélisme infamant ce qui, dans certains cas, peut n'être qu'illusions, préjugés inconscients, ou faux mirage produit par l'exagération abusive d'une vérité?

La conviction qu'il peut y avoir chez l'adversaire quelques motifs sincères et quelques raisons défendables nous rendrait plus facile la charité chrétienne que je prêche. Il ne faut pas que nous disions comme les Pharisiens : « Que peut-il venir de bon de Nazareth? » Il faut que nous soyons justes, d'abord, et non pas seulement justes; mais bienveillants autant que la vérité peut le permettre, afin que la vérité et le bien que nous aurons su reconnaître s'élargis-

sent, et arrivent, si Dieu veut bien le permettre, à étouffer le mal.

Voilà, Messieurs, ce que j'appelle faire le premier pas. Et vous trouvez sans doute que je vous demande beaucoup de vertu! mais c'est vous estimer, peut-être, et je voudrais même pousser cette estime jusqu'à vous inviter à reconnaître que le premier pas dont je parle, il faut être assez généreux pour le faire suffisamment large.

Nous en avons fait quelques-uns, de ces pas qui coûtent tant, et ils ont été mal reçus; on y a vu des manœuvres perfides; ou l'on a répondu : C'est trop tard! — Ignorez-vous que c'est ainsi souvent qu'entre individus divisés les choses se passent? On se revoit; l'un dit un mot aimable, l'autre le prend de travers, et l'on se sépare mieux brouillés que jamais. Que faire? — Une seule chose est possible, c'est que celui qui est le plus raisonnable le soit à fond; c'est que celui qui est chrétien le soit tout à fait et se résigne aux rebuffades jusqu'à ce que l'ennemi désarmé, ou sa mauvaise foi démasquée aux yeux de l'opinion, tout puisse rentrer dans l'ordre.

Ah! quel beau rôle, Messieurs, nous serait réservé, à nous catholiques, dans ce pays de

France ! Au lieu de rêver de changements illusoires et de révolutions, d'appeler des sauveurs et de bâtir en songe de vagues constitutions ; au lieu surtout de faire de la croix du Sauveur un signe de division, et de sa doctrine d'amour un mot d'ordre pour courir sus à des ennemis politiques, nous devrions, partant de ce principe que toutes les formes de gouvernement sont mauvaises, et que toutes peuvent être bonnes si l'on veut, nous mettre au vrai travail, le seul efficace, je veux dire la réfection des mœurs françaises.

On a dit ce mot admirable : « Les peuples sont comme les forêts : ils se refont par le pied, non par la tête. »

L'évangélisation du peuple, voilà le salut, Messieurs, il n'y en a point d'autre. Et quand je dis *évangélisation*, je dis évangélisation intégrale : évangélisation religieuse, évangélisation morale, évangélisation sociale.

Partir de la France telle qu'elle est, pour la conduire là où elle doit aller ; lui refaire du sang, c'est-à-dire des principes, des mœurs, du vrai patriotisme, de la *vertu* au sens de Montaigne et au nôtre ; car sans *vertu*, les démocraties roulent à la corruption, à la « cadavérisation », selon le mot énergique d'un savant.

Et à la base de tout cela, je ne me laisserai pas de dire qu'il est indispensable de poser la croyance.

Il n'y a pas d'autre remède, disons-nous, que le changement des mœurs ; or il n'y aura pas de changement des mœurs sans une diminution des égoïsmes ; il n'y aura pas de diminution des égoïsmes sans progression dans la moralité, et il n'y a de moralité ferme, étendue et durable que dans et par la religion.

C'est là, Messieurs, une constatation que les philosophes les plus indépendants sont obligés de faire. Une politique sectaire y peut seule contredire. Au fond de tout problème social se trouve celui-là. On l'a découvert maintes fois au fond de l'économie politique. Lisez Le Play ; lisez, plus près de nous, M. Tarde. Et je le crois bien ! Tout ce qui met en présence des êtres humains requiert un lien, et il n'y a pas de lien sérieux et durable entre les hommes, sans religion. Se confier à l'instinct de sympathie, c'est fort bien ; mais jusqu'au jour où l'intérêt ou la passion violente parleront, et ils parlent souvent, dans notre société mouvementée et instable. Il s'agit de trouver quelque chose qui domine ces éléments variables, pour maintenir malgré tout l'harmonie ; il s'agit de trouver quelque chose qui puisse nous faire une âme

commune, en dépit des causes multiples de division; et il y a sans doute le patriotisme, qui peut prétendre à cette action : je la lui ai reconnue et je ne me reprends pas; mais le patriotisme lui-même a besoin d'autre chose. Là où la religion est en baisse, le patriotisme s'évapore; c'est le fait universel. Il faut les réalités supérieures, pour conserver les autres; il faut le divin, pour faire croire pleinement à l'humain; il faut la cloche bleue du ciel, posée sur l'horizon de la patrie, pour que nous soit gardé le parfum de la terre des ancêtres, et que le cœur des patriotes ne se laisse point glacer par le froid pénétrant des espaces.

« Pro aris et focis », pour les autels et pour les feux : c'est la formule patriotique dans tous les siècles. Ne la divisons pas, les feux de la patrie s'éteindraient, et nous ne serions plus habitants que d'une terre morte.

Ah! Messieurs, croyez-moi! il ne faut pas chercher le salut là où il n'est pas. Notre salut n'est pas dans les constitutions politiques; il est dans le cœur des Français : c'est là qu'il faut aller le prendre; et comme les Français c'est nous tous, c'est nous d'abord qu'il nous faut réformer. Il faut nous refaire une âme, une

âme chrétienne, et puis la rayonner autour de nous. Il faut renoncer aux haines, qui ne font qu'embrouiller davantage l'écheveau déjà si emmêlé de notre vie publique, et pénétrés de l'esprit du Christ, qui est en toutes choses notre loi, essayer, chacun pour notre part, à force de justice et de générosité conquérante, de regagner à notre cause tant d'âmes qui nous échappent et qui devraient être avec nous.

Seulement, ce sont là de ces choses qu'il ne suffit pas d'écouter, ni même d'applaudir dans son cœur! Si vous êtes convaincus que les haines qui nous rongent sortent pour une part de notre incompréhension, de nos injustices et de nos colères peu chrétiennes, réformons-nous. Sortons d'ici, ce soir, bien décidés à réfléchir désormais, à mieux comprendre, à ne pas songer toujours aux fautes d'autrui, qui ne sont que trop graves, mais que nous ne pouvons pas atteindre; à corriger plutôt les nôtres, qui dépendent de nous, et à rayonner, dans la mêlée confuse où Dieu nous jette, la vraie fraternité chrétienne, qui sait comprendre et pardonner.

Voudrez-vous bien trouver, Messieurs, que j'ai

quelque mérite à dire ces choses. Croyez-vous que j'aie le cœur bien gai et bien tranquille, quand je lis tous les soirs ce qui s'imprime ou ce qui se dit sur moi et sur tout ce que j'aime? Mais je suis Français et chrétien. Je veux de toute mon âme, comme saint Paul, être anathème pour mes frères, si c'est la condition de leur salut, et je demande à Dieu qu'il pardonne le crime qui se commet contre la liberté, si grâce à ce sacrifice accompli, la patrie pacifiée peut reprendre bientôt ses destinées puissantes.

Et c'est pourquoi je vous dis, vous supposant même cœur : Faites de la propagande de lumière, au lieu de l'excitation affolante. Le besoin urgent de l'heure présente, c'est celui-là. Si nous ne le comprenons pas, et si nous n'agissons pas en conséquence, nous sommes des illusionnés, ou bien alors des égoïstes, et tous nos emportements soi-disant patriotiques n'ont pas d'autre mobile, tout au fond, que l'envie de contenter nos rancunes, de soulager nos nerfs, de faire prévaloir des idées et des intérêts qui ne nous sont chers que parce qu'ils sont nôtres, et non point parce qu'ils représentent les intérêts qui devraient nous être chers avant tous : l'intérêt divin dans le monde, l'intérêt commun de tous nos frères, et l'avenir de la chère patrie.

LES LUTTES RELIGIEUSES

I

L'ANTICLÉRICALISME

LES LUTTES RELIGIEUSES

I

L'ANTICLÉRICALISME

Messieurs,

La lutte des classes, les luttes politiques nous ont montré leur virulence et dévoilé, dans une mesure que j'aurais voulue aussi large que le besoin est pressant, leurs sources principales et leurs remèdes.

On sait que rien ne passionne comme la politique; on sait que la question des *classes* se confond, dans la pensée de ceux qui en vivent, avec la question du pain : on aurait donc pu croire trouver là les plus aiguës de nos luttes; et par contre, lorsqu'on invoque la religion, il semble que ce devrait être pour apaiser un peu toutes choses, comme on file de l'huile sur les vagues

pour calmer un instant la tempête. Eh bien non ; les luttes religieuses sont au contraire celles qui nous mettent aux prises avec le plus de violence.

Le Sauveur nous avait avertis : *Je ne suis pas venu, disait-il, sur la terre pour y apporter la paix, mais pour y jeter le glaive.*

Et à la réflexion, cela se conçoit ; car la religion touchant aux profondeurs de l'âme, mettant en cause ce qui nous fait le plus nous, je veux dire nos aspirations ou nos craintes les plus intimes, nos aversions ou nos amours les plus secrets ; et d'autre part, socialement parlant, la religion se trouvant mêlée à toutes les manifestations de la vie, soit pour les activer, soit pour contredire, il est fatal que les dissensions soient aux portes, et que la paix religieuse soit toujours la plus précaire et la plus menacée.

J'ai donc à vous parler, aujourd'hui et vendredi prochain, des luttes religieuses ; j'y apporterai le même esprit que dans nos précédentes études : esprit de vérité et de justice, en y joignant l'esprit de charité, qui est aussi, pour le chrétien, une justice, et sans laquelle la vérité n'est plus qu'une lumière glacée, incapable de communiquer la vie, mais qui peut devenir homicide.

Lacordaire écrivait : « J'éprouve une joie in-

dicible à penser que je n'ai dit une parole ni écrit une ligne qui n'eût pour but de communiquer l'esprit de vie à la France sous une forme acceptable pour elle, avec douceur, tolérance et patriotisme. » Ces admirables paroles sont celles que très humblement je voudrais mettre en tête de nos études, non pas certes pour leur faire exprimer une prétention qu'il serait ridicule de ma part même de vouloir écarter ; mais pour donner le ton à ce que nous voulons dire, afin que rien ne s'égaré ni du côté de la haine que je combats de toutes mes forces ; ni non plus du côté de la faiblesse, qui rendrait inutile et même nuisible de plus d'une manière l'effort de pacification que nous tentons.

I

La gravité et la fréquence des conflits religieux ont été signalées par les sociologues sous une forme qui met en évidence la justesse des motifs que nous en donnions tout à l'heure. Fréquemment, disent-ils, dans l'histoire, les divisions religieuses ont donné lieu aux conflits poli-

tiques, tandis qu'il n'y a pas d'exemple que les conflits politiques aient amené une scission religieuse. C'est que les sources peuvent bien créer des ruisseaux; mais les ruisseaux ne créent pas des sources.

Or, ce que les sociologues ont observé au sujet du passé, nous pouvons le constater amplement en ce qui nous concerne.

« Il est surprenant, écrivait Proud'hon, qu'au fond de notre politique, nous trouvons toujours la théologie. » Cette phrase ne cesse pas d'être vraie.

Nous avons vu des politiques dont la République était l'idéal intangible, et qui cependant repoussaient avec dédain les conversions républicaines les plus sincères. Pourquoi? On donnait des prétextes; mais la raison était qu'il s'agissait d'hommes religieux.

Nous avons vu des patriotes — ardents, je ne veux pas en douter — proposer chaque année la suppression de notre ambassade auprès du Pape, c'est-à-dire du pouvoir qui dispose, par le moyen des missions, de la très grande partie de notre influence en terre lointaine; et l'un de ces patriotes disait à la tribune et répétait à M. Anatole Leroy-Beaulieu qui la raconte dans son beau livre *Doctrines de Haine* : « Que nous

importe, à nous, libres penseurs, l'influence de la France au dehors, si la France est autre chose que la fille de la Révolution et la mère de la libre pensée? »

Certains avaient cru que les luttes religieuses céderaient le pas aux préoccupations dites *sociales*. Augmenter le bien-être des classes inférieures leur semblait un objectif supérieur à celui, disaient-ils, de se battre pour un *Credo*. Mais non! Chacun a voulu, à sa manière, donner raison à la parole évangélique : *L'homme ne vit pas seulement de pain*. Les socialistes, qui se disent amis des pauvres ou qui eux-mêmes le sont, ont repoussé avec une sainte horreur les mains qui se tendaient vers eux du côté catholique. Une école se formait parmi nous — et elle dure — toute disposée à oublier les querelles en faveur des petits : on a refusé ses services. Le dévouement n'a pas pu tenir en face des haines confessionnelles, et la passion a été plus forte que le besoin.

Avez-vous remarqué, au cours de nos troubles récents, quels sont ceux qui criaient le plus fort au respect de la loi, aux droits de l'autorité, et au scandale des révoltes bretonnes? Ce n'étaient pas les hommes d'autorité, les hommes de

droite : ceux-là criaient : Vive la liberté ! et c'était peut-être une leçon qu'ils s'administraient à eux-mêmes ; mais ceux qui criaient ou équivalamment : Vive la police, vive la troupe, vive la loi, c'étaient ceux mêmes qui, en temps ordinaire, se disent les ennemis du soldat, les ennemis de la société bourgeoise, les ennemis des lois et de leurs routines oppressives, les ennemis, s'ils appartiennent au peuple, de cet affreux sergent de ville qui est pour eux ce qu'est le « *rat de cave* » pour le petit contribuable, et ce qu'était le publicain pour les Juifs.

Ainsi la passion antireligieuse sait mettre à son service même l'instrument le plus odieux, en même temps qu'elle oublie les préoccupations ou les intérêts les plus chers.

Naturellement c'est le clergé qui recueille pour sa part la fleur des haines. Non pas certes qu'on veuille réserver pour lui seul cette épithète de *clérical* qui est devenue aujourd'hui si lourde de mépris et si grosse de menaces. Clérical, tout le monde l'est, pour peu qu'il ne soit point un insulteur de prêtres et qu'il témoigne, en respectant les choses de la religion, du respect qu'il a pour lui-même ¹.

1. M. Anatole Leroy-Beaulieu raconte qu'il fut souvent traité

Mais si tout le monde est menacé de se voir, un jour ou l'autre, appliquer ce terrible adjectif, le prêtre, lui, le possède de droit, comme une particule infamante, tellement que lorsqu'on dit les « *cléricaux* », il semble que l'on ait rassemblé dans un mot tout ce qui peut flétrir un homme, le mettre au ban de l'opinion comme une sorte de traître et de malfaiteur public.

D'où vient l'impopularité du clergé, auprès des masses populaires ? Il est difficile de le savoir ; je ne pense pas qu'un homme réfléchi et impartial puisse en donner une raison quelque peu valable. J'essaie, quant à moi, d'être juste ; mais j'avoue que je demeure stupéfait, en face de certaines rages, dont je crois bien que ceux mêmes qui s'y livrent seraient fort en peine de produire les motifs. Il en est de la haine comme de l'amour, lequel, selon Pascal, « a des raisons que la raison ne connaît pas ».

Demandez à l'homme du peuple pourquoi il poursuit de ses regards obliques, de ses *hou ! hou !* l'homme noir qui passe : il est probable

de clérical pour faire partie de la Ligue contre l'athéisme, ligue fondée par un juif, A. Franck.

qu'il ne répondra rien ; mais s'il répond, ce seront des choses incohérentes que vous trouverez sur ses lèvres. Il en sera comme lorsqu'on demande à un Corse qui vit en vendetta ce qu'il reproche à l'ennemi qu'il poursuit de sa haine : « C'est de famille », répond-il. « C'est la tradition du parti », dirait l'ouvrier socialiste ; « on dit qu'ils sont ceci ou cela », répondrait l'homme du peuple, à propos des « curés ».

« *On dit* », cela répond à tout, et il est démontré qu'un homme qui porte une soutane est nécessairement un monstre.

On nous accuse, dans les milieux dont je parle, et c'est une vérité éclatante et triste que ces milieux semblent gagner de plus en plus, du côté de la foule, — on nous accuse, dis-je, de je ne sais quels crimes inexpiables, crimes nationaux et crimes privés. Nous sommes des faïnés et des accapareurs, des gens qui s'opposent au progrès, qui rêvent de domination et de tyrannies odieuses, qui regrettent le temps des dimes et des droits féodaux, qui ont un chef à l'étranger, et qu'on affecte de croire prêts à livrer le pays à toutes les influences destructrices, comme si l'on ne savait pas que le clergé est au dehors et qu'il ne demande qu'à être au

dedans le meilleur et le plus tranquille serviteur de l'État.

Ai-je besoin de dire, Messieurs, que si l'on presse tous ces griefs, même la sévérité la plus inexorable n'y trouvera pas grand'chose.

Le clergé a ses misères, je ne le nierai pas ; mais je voudrais voir quelqu'un de ses accusateurs farouches appliquer les mêmes procédés de discussion à la magistrature, à l'armée, à l'université, ou même, et je pourrais dire surtout, au corps législatif : on jugerait, alors, de la justice de ces procédés, et peut-être, en même temps, de la valeur de certaines vertus effarouchées qui n'ont pas assez de leurs dix doigts pour se voiler la face, quand passent les crimes du clergé.

Nous disons, dans le *De Profundis* : *Si vous observez nos iniquités, Seigneur, Seigneur ! qui subsistera devant vous ?* Je me chargerais de faire répéter cette formule, à genoux et mains jointes, à beaucoup d'anticléricaux.

Vous l'avez observé comme moi bien des fois, ce sont les ignorants et les pédants qui se gaudissent des dogmes avec le plus de désinvolture : de même, il y a chance pour que ce soient les polissons, les arrivistes et les pires sectaires qui parlent des oppressions cléricales, du peu

de patriotisme des moines et de l'inutilité du clergé.

Je ne demande pas mieux, Messieurs, que l'on soit sévère envers nous : c'est un hommage et une sauvegarde ; mais encore faudrait-il que la sévérité restât juste. Or qu'en est-il de ces fameux griefs ? Je veux bien y regarder, et me soumetts d'avance à la décision de vos consciences.

Paresseux ? Non, Messieurs, le clergé de France remplit sa tâche. Il est de ses membres qui s'exténuent. Il en est par milliers qui vont chercher en terre lointaine, sans nulle espérance personnelle, des tâches ingrates que même l'amour du gain le plus âpre ne voudrait pas entreprendre. Ceux qui restent ici se plaignent souvent de ne pas avoir assez d'ouvrage. A qui la faute ? En général, ils s'en créent, et l'impartialité demande qu'on dise qu'ils accomplissent leur œuvre aussi honorablement que quiconque.

De fait, quand on le pousse à bout, on s'aperçoit que ce n'est pas précisément de paresse que l'accusateur entend taxer l'homme d'Église ; il veut dire : C'est un inutile. Mais inutile à qui ? A l'anticléric ? Je le crois bien ! tout comme le

fabricant de chaussures est inutile au va-nu-pieds, et le marchand de vin à celui qui n'a pas soif.

« Si la France était juste, a écrit un universitaire, dans des termes que je n'oserais employer moi-même, elle considérerait son clergé comme une des plus belles parures de la nation ; elle y mettrait une grande partie de son espoir, dans la lutte qu'elle soutient contre tant d'éléments morbides qu'elle contient dans son sein¹. »

Oppresseur, le clergé ? Qui le dira sérieusement ? Suffirait-il vraiment de quelques bouts de faits péniblement glanés sur les trottoirs électoraux et remâchés par des honorables aux abois, pour donner poids à une accusation pareille ? Oppresseur, et de qui ? Oppresseur, et par quelle puissance ? On a laïcisé toutes choses, aujourd'hui ; beaucoup trop de choses, à mon avis ; mais c'est fait ; peut-être en faudrait-il tenir compte, et ne pas continuer à parler d'une domination prétendue dont on a écarté jusqu'à l'ombre. On dirait de ces enfants qui ont telle-

1. Crouslé, *De l'Union dans la société française*, Paris, 1901.

ment peur de Croquemitaine, qu'à chaque battement de la porte sous le vent ils s'attendent à le voir apparaître.

Quant à moi, je comprendrais plutôt qu'on se demandât si ce ne seraient pas ces prétendus tyrans, qui sont chargés du joug.

N'est-ce pas le clergé, aujourd'hui, qui est esclave, lié à cet affreux budget des cultes que l'on secoue chaque année comme une chaîne, et qui n'est pas même une chaîne d'or; car la France, généreuse en toutes choses, se montre ici d'une parcimonie qui fait la risée des grands peuples.

Je vous demande, Messieurs, lequel de vous a jamais vu poindre à l'horizon une menace d'oppression cléricale. Vous êtes ici nombreux, plus nombreux que ne le comporterait ce temple trop étroit qui tarde à ouvrir ses murailles; mais vous l'avez voulu, et c'est la liberté qui vous garde. Or n'est-ce pas là le symbole de la souveraine indépendance avec laquelle un homme libre peut aujourd'hui s'enrôler dans l'Église, en sortir s'il lui plaît, y rentrer de nouveau, utiliser ses services dans toute la mesure, mais dans la mesure seulement où il l'aura voulu lui-même?

On voit souvent des anticléricaux mettre leurs fils au séminaire et leurs filles au couvent; mais je ne sache pas que ce soit par contrainte. De quoi se plaignent-ils donc, et quelle affreuse tyrannie les menace?

Mais toi, homme du peuple, qui répètes sans contrôle ce que les charlatans politiques t'ont crié, qu'as-tu à reprocher, ici encore, à l'homme noir qui passe? Est-il vraiment pour toi un oppresseur? Irait-il te troubler chez toi? Contrôle-t-il ta vie au delà de ce que toi-même désires? C'est toi qui lui apportes tes enfants à baptiser; qui les lui envoies pour le catéchisme, ou, si tu ne le fais pas, quel malheur t'en revient-il, à part celui de laisser ignorer à ceux que tu aimes le premier nécessaire? C'est toi qui viens faire bénir tes unions, faire enterrer tes morts. Le curé est à ton service; mais quelle contrainte exerce-t-il sur toi? Réfléchis, au lieu d'écouter tes conseillers de haine, et tu verras qu'ils te rendent, malgré toi, profondément injuste. C'est le vent d'un autre âge qu'ils font souffler sur toi; c'est l'écho des déclamations ampoulées sur les seigneurs, les tyrans, les prêtres leurs alliés: toutes les rengaines macabres de *Quatre-vingt-treize*. Ce sont les contes terribles et bêtes d'Eugène Sue qui trottent dans ton cer-

veau, et tout au loin, au bout d'une perspective d'horreurs, toujours dressés en dépit de sept cents ans écoulés, l'épouvantail suprême : les bûchers de l'Inquisition?

Ah! les bûchers de l'Inquisition : c'est l'argument irrésistible; c'est le dernier mot de toutes les discussions; c'est toujours là qu'on revient, qu'on *retombe*, devrais-je dire, car c'est bien bas, Messieurs! Il faut se courber beaucoup pour aller ramasser, à une profondeur de sept siècles, un argument contre un adversaire d'aujourd'hui.

Je lisais, ces jours derniers, dans un document officiel¹, que les Dominicains français ne méritent pas de vivre; car ils portent « la responsabilité de l'établissement de l'Inquisition »! Ah! je l'avoue, Messieurs, j'étais profondément humilié; mais ce n'était pas pour moi. Je ne me sens pas solidaire d'un passé abhorré et, à certains égards, à juste titre. Lacordaire a passé et a jeté son grand manteau de gloire sur ces faits, comme le soleil levant jette sa nappe de lumière sur les feux pâlisants de nos rues. Torquemada est mort; Lacordaire est vivant,

1. Le rapport de M. Rabier sur les demandes en autorisation des congrégations religieuses.

on a pu le voir l'an dernier au magnifique hommage qui lui était rendu à Notre-Dame.

Je n'étais donc pas humilié pour moi; mais j'étais humilié d'abord pour l'auteur de cette phrase, qui ne sait guère son histoire, pour un homme chargé de renseigner la France.

Il ne devait pas ignorer que l'Inquisition remonte à Constantin; qu'elle fonctionnait sous Théodose; qu'à titre de tribunal ecclésiastique, elle est l'œuvre d'Innocent III et de Grégoire IX, c'est-à-dire du Saint-Siège, et qu'elle ne pouvait être que cela.

Mais j'étais humilié surtout pour mon pays qu'on cherche à rendre solidaire de cette façon grossière et bête de discuter un adversaire qui consiste à lui jeter à la tête des choses auxquelles il ne peut rien; qu'il réprouve autant que vous, et qui se sont passées là-bas, au fond des siècles.

Faudra-t-il donc, Messieurs, ressasser éternellement ces rengaines! Allons-nous consacrer toute la vie française à recevoir ce vieux fiel, et à nous accabler mutuellement — les uns avec l'Inquisition, les autres avec les échafauds de la Terreur; ceux-ci avec la Saint-Barthélemy, ceux-là avec la Commune et les barricades?

Que répondraient mes adversaires, si je leur

faisais remarquer que les crimes cléricaux, s'ils existent, ne sont pas les plus frais; qu'il y a les noyades de Nantes, les fusillades de Lyon, celles de la rue Haxo et de la Roquette, comme il y a les feux de l'Inquisition, et que s'ils m'opposent avec tant d'à-propos, à moi, Français du vingtième siècle, les agissements d'un moine espagnol du *treizième*, je puis leur citer un fait plus récent, celui de mes frères d'Arcueil, tombés « pour le bon Dieu », comme ils disaient, sous les balles de leurs amis.

Quand donc nous déferons-nous, Messieurs, de tous ces souvenirs funèbres? Quand fermons-nous à triple tour ces portes de fer de l'histoire, toujours ouvertes sur des perspectives d'horreur et de sang?

C'est entendu, nous avons tous du sang et des abus derrière nous : Passons, et détournons la tête! Laissons les morts ensevelir leurs morts, et remettons-nous, il en est temps, à notre vie française qui sollicite aujourd'hui si impérieusement l'effort de tous les hommes de cœur.

Tels sont, Messieurs, les griefs que je pourrais

appeler griefs de *sentiment*, contre le clergé et contre tout ce qui le touche. Erreurs totales ou généralisations insensées; ressouvenirs du passé que la passion réchauffe, dont elle fait état comme s'ils engageaient l'avenir: voilà le bilan de l'anticléréalisme à ce premier niveau.

Il y en a un autre.

Après les griefs de sentiment, les griefs de principe.

Le clergé et la religion qu'il prêche seraient dangereux pour l'État — premièrement à cause de leur caractère international; deuxièmement à cause d'un genre d'action qui tend à diviser le pays en deux parts, animées, chacune, d'un esprit irréductible à l'autre; troisièmement en raison de ce fait que la religion représentant le passé et la libre pensée l'avenir, il faut que ceci tue cela, sous peine de nier le progrès et de mentir à la mission de la France, qui a conscience, dit-on, d'être émancipatrice du genre humain.

Examinons froidement ces griefs; ce qu'ils pourraient contenir de vrai, je le dirai, fidèle à notre méthode constante. Je crains seulement que ce ne soit peu, au regard de nos conclusions. Vous en jugerez vous-mêmes, dans le secret de vos consciences et devant Dieu.

II

Vous avez entendu bien des fois les ennemis de la religion catholique l'appeler une religion de l'étranger, et le clergé catholique un « clergé italien ». C'est une de ces grosses plaisanteries dont on rit, je l'espère, entre soi; mais sur lesquelles on compte pour faire illusion à la foule. Ainsi quelques pasteurs de Londres avaient imaginé, pour déconsidérer le catholicisme naissant dans leur ville, de surnommer le groupe de Newman *la mission italienne*. C'était très fort; mais ce l'était moins que la prétention d'exclure de la patrie française les représentants de ceux qui ont formé la France!...

Eh oui, Messieurs, de ceux qui ont formé la France! Car il ne suffit pas de déclamer, il faut lire son histoire, et c'est très humiliant, sans doute, de penser que ce sont les curés et les moines qui ont civilisé ce pays-ci; mais c'est un fait; il en faudra passer par là; c'est la vérité démontrée, reconnue par tout le monde, excepté ceux qui essaient de se figurer que la France date de *Quatre-vingt-neuf*, à moins que ce ne soit de leur propre naissance.

C'est le clergé catholique qui a porté la France dans ses bras; qui lui a fait traverser les siècles; non pas sans accidents, mais d'une façon assez heureuse pour que nous soyons là, vivants, contents de nous-mêmes, satisfaits — et ingrats.

Peut-être, alors, ce vieux clergé français, continuateur, à travers tant de vicissitudes, des saint Martin de Tours, des saint Remi, des saint Germain l'Auxerrois, des saint Éloi, des Alcuin, des Philippe de Dreux, des saint Bernard, des Richelieu et des Bossuet, aurait-il quelque droit de se croire chez lui, en France! Nous ne sommes pas une « mission italienne », nous; nous sommes des Français de France, et nous pourrions peut-être nous étonner de ce que ceux qui nous appellent cosmopolites à cause de Rome soient presque toujours ceux qui sont cosmopolites à cause de Francfort ou de Berlin, à cause de Londres ou du Grand Orient. Mais je n'insiste pas. Je n'aime pas cette polémique de riposte; j'aime la vérité, et je dois dire que je trouve tout naturel que les protestants ou les Israélites de France fraternisent, religieusement parlant, avec ceux d'Allemagne ou d'Angleterre. Je trouve tout naturel, en principe du moins, que les travailleurs français, et sans préjudice du patriotisme, fraternisent sur le terrain de

leurs intérêts communs, avec les travailleurs étrangers. Je crois que cela est dangereux; mais un danger n'est pas un mal, et il faut reconnaître les droits, même quand leur exercice expose à des abus. Seulement, si je reconnais ce droit, à bien plus forte raison doit-on me reconnaître, comme catholique, celui de considérer comme mes frères les catholiques de toutes les nations, et comme prêtre ou comme religieux, celui de considérer le pape ou mon supérieur général comme un chef.

Car si quelque chose au monde a le droit d'être international, ce ne sont pas d'abord les intérêts matériels; mais plutôt les idées, et parmi les idées, celles qui se rapportent aux objets les plus hauts, les plus universels par conséquent, à savoir les idées religieuses, et parmi les idées religieuses, celles qui se réclament non d'une investigation personnelle, où l'esprit de race pourrait avoir son influence; mais d'un enseignement révélé qui abstrait aussi complètement que possible de l'espace et du temps.

C'est même une marque de vérité, aux yeux de la religion catholique, que de se présenter comme internationale. Puisque la religion a pour objet le divin, qui est le même pour tous;

pour sujet l'homme, qui se retrouve en tous; pour but les destinées supérieures, qui sont communes à tous, pourquoi se diviserait-elle selon la division des races? Un bien qui ne se partage pas n'a nulle raison de diviser ceux qui y participent. Voyez-vous les cochers se battre pour la lumière, en passant, le soir, sur la place de la Concorde? et les laboureurs s'opposent-ils l'un à l'autre parce que leurs terres boivent le même soleil? Pourquoi le conflit des races ou des intérêts matériels voudrait-il engager dans ses luttes, ou bien alors considérer comme ennemie une institution qui ne s'adresse ni à l'homme de race ni à l'homme de couleur, ni au citoyen, ni au propriétaire, mais simplement à *l'homme*?

Ne serait-il pas au contraire infiniment heureux pour le monde de posséder, dans une institution universelle, un élément moral capable d'introduire dans les rapports humains un peu d'union et au besoin de détente? Plus d'une fois l'utilité d'un élément de ce genre a été affirmée, et par nos ennemis eux-mêmes; il ne faut pas qu'ils nous le reprochent ensuite comme une idée antipatriotique. Le Socialisme international est-il autre chose qu'une Église? la Franc-maçonnerie n'en est-elle pas une autre?

Nous avons combattu, l'an dernier, l'internationalisme politique; mais nous avons combattu aussi le chauvinisme; la plupart de nos adversaires d'aujourd'hui le combattent eux aussi; or ne croyez-vous pas que le sentiment religieux, par son caractère universel et simplement humain, puisse être un contrepoids excellent aux exagérations chauvines; un élément de pacification entre les peuples, et de progrès commun pour toutes les races? Je crois, pour moi, qu'en simple politique, rien ne serait plus heureux, et qu'une religion comme la nôtre, qui sait mettre chaque chose à son rang et graduer nos amours; qui nous prêche d'abord la famille, comme le nid où la Providence nous fait naître, où toutes nos énergies se concentrent, où notre élan trouve son point d'appui; ensuite la patrie, famille déjà plus large, mais gardée encore par des frontières, je ne dis pas contre l'inimitié du dehors, mais contre l'évaporation trop grande des sympathies du dedans; et puis enfin l'humanité entière, issue de Dieu et rachetée par son Christ : une religion, dis-je, comme celle-là me semble un élément unique d'ordre, de paix, de richesses humaines hiérarchiquement développées; épanouies et concentrées; assez largement répandues pour que tous y participent; assez jalouse-

ment gardées pour que leurs sources ne s'épuisent point. Ce serait un idéal d'humanité comme nulle doctrine n'en peut proposer de plus haut, comme nulle institution ne peut prétendre à plus de ressources pour le faire passer dans les faits.

Combien plus m'étonné-je, Messieurs, de voir des politiques, au vingtième siècle, et sous le pontificat d'un Léon XIII, s'effrayer de voir le clergé de France uni de cœur et d'obéissance filiale à celui qu'on se plaît à appeler — quand l'intérêt de la cause le réclame — un *souverain étranger!*

Pour être entièrement loyal, je dois dire que je comprendrais ces craintes patriotiques si le Pape était, en même temps que chef spirituel, le souverain d'un grand État. Si celui qui représente la douceur avait en même temps la force; si le glaive temporel du Saint-Siège pouvait peser dans la balance de l'Europe, je comprendrais qu'on fût tenté de se mettre en garde. A certaines époques de l'histoire, il y eut lieu, peut-être, pour des souverains, de songer à ce péril, quoique la plupart du temps ils n'aient trouvé à Rome qu'une très précieuse sauvegarde. Mais si la cour romaine, au temps de l'enfance

des peuples, eut ses destinées temporelles qui la rejetaient dans le monde des abus, tout le monde sait qu'elle ne réclame aujourd'hui qu'une chose : la garantie de son indépendance; tout le monde sait qu'elle ne l'obtient même pas; que toutes ses possessions se composent d'une basilique, d'un palais, d'un jardin et d'un musée; que le pape est un souverain désarmé; que l'influence morale dont il dispose est d'essence tellement haute et exempte de partialité qu'on a vu des nations protestantes, comme l'Allemagne sous Bismarck et l'Angleterre sous Gladstone, l'invoquer pour dirimer des questions litigieuses, fût-ce même à l'intérieur de l'État; qu'enfin si la papauté de nos jours pouvait être taxée de partialité, ce ne serait pas contre la France, puisque si Léon XIII intervint en Europe, ce fut pour sauvegarder nos droits, et s'il éleva la voix au sujet de nos affaires intérieures, ce fut au bénéfice de notre unité nationale et pour dire à ses fils, les catholiques de France, qu'ils ne devaient pas se considérer et se conduire, dans la République française, comme des étrangers.

Non, ce grief n'en est vraiment pas un : il

faudrait trouver mieux, et quelques-uns y songent, quand ils accusent les *cléricaux*, c'est-à-dire nous tous, catholiques, d'être une cause de division dans le pays, en ce que nous représentons la France d'ancien régime, la France des privilèges, du droit divin et de l'exclusivisme politique, tandis que la France nouvelle, issue des principes de *Quatre-vingt-neuf*, veut être libérale, républicaine et démocratique.

Voilà notre seconde question bien posée.

Pour la résoudre en toutes ses parties, il faudrait me répéter beaucoup; car nous avons traité longuement de ces choses, en deux années de conférences¹, et il faudrait m'étendre au delà de ce que permet le temps dont nous disposons aujourd'hui; mais je résumerai brièvement ce qu'il y aurait à dire.

La France de *Quatre-vingt-neuf*, nous en sommes, Messieurs; d'abord pour l'excellente raison que nous ne pouvons pas ne pas en être, et que nous ne sommes pas assez sots pour croire que l'œuvre de la Révolution peut se dé-

1. Voir spécialement dans *Nos vrais Ennemis*, les *Fausse Libertés*, et dans le *Patriotisme et la Vie sociale*, l'Église et l'État.

faire. Il faudrait pour cela verser plus de sang qu'elle n'en a versé elle-même, et, ainsi que le disait récemment l'un des nôtres¹, ce ne serait pas heureux; car la Révolution, somme toute, a fait pénétrer dans la vie sociale des principes qui nous tiennent à cœur, puisqu'ils émanent clairement de l'Évangile.

Et nous sommes, précisément, de la France nouvelle pour cette seconde raison. Non pas en tout, ni même peut-être tous! Mais que ce ne soit pas en tout, qui peut s'en étonner? Y a-t-il deux hommes, en France, qui puissent signer de concert, sans exception aucune, tout un système politique? Je mets en fait, pour moi, qu'il n'est pas un de nos adversaires qui voulût signer, en son entier, même la Déclaration des droits de l'homme. Ils voudraient tout au moins en écarter l'Être suprême.

Mais si ce n'est pas en tout, que les catholiques acceptent ces principes, c'est assez pour que nombre d'entre eux se disent républicains, libéraux très sincères et ardents démocrates. C'est donc assez, aussi, pour que les résistances personnelles qui se produisent ne soient pas im-

1. M. Brunetière, dans une conférence aux jeunes gens du Cercle du Luxembourg.

putées à nos doctrines, et qu'on ne demande pas plus aux catholiques d'être tous des libéraux et des démocrates qu'on ne le demande par exemple aux positivistes.

Vous savez en effet que toute une école, parfaitement indépendante des dogmes, s'oppose, au nom de la science naturelle, au nom de la sociologie, au nom de l'histoire et de l'observation du présent, à ce que d'autres regardent comme un patrimoine intangible. Ce ne sont pas les catholiques qui ont écrit le *Système de politique positive*, ni les *Origines de la France contemporaine*, ni telle page de Renan, qu'il serait cruel de citer à des hommes qui se montrent si fiers de lui élever des statues et qui ne se doutent pas, sans doute, à quel point il s'est montré parfois ancien régime.

Il se trouve — et j'en suis bien fâché; car je ne suis pas de leur école — mais il se trouve pourtant que ce sont les plus forts, peut-être, parmi les sociologues contemporains, qui pensent qu'on a marché trop vite, si même on n'a pas fait fausse route. Et vous nous reprochez, à nous, les hommes d'une tradition séculaire, de n'avoir pas pris le tournant assez tôt; d'avoir des hommes dans tous les groupes, et de ne pas crier tout de suite : Vive le nouveau régime! quand

c'est de lui que nous sont venues toutes les haines et toutes les oppressions !

Je conviendrai, Messieurs, que des fautes furent commises; je m'en suis déjà expliqué, et j'ai montré que ces fautes ne manquent pas d'excuses. C'étaient des fautes, pourtant, et si vous me disiez : Les catholiques qui ont combattu à outrance nos institutions; qui les combattent encore; qui n'ont pas su comprendre qu'en refusant la liberté à autrui, ne fût-ce même qu'en paroles, ils invitaient à ce qu'on la leur refusât à eux-mêmes; qui ont cherché près des pouvoirs humains un appui religieux qu'on leur a fait payer de la servitude, et qui a lié leur sort, à eux, hommes de l'éternité, à des trônes qui passent et à des hommes qui devaient mourir demain; si vous me disiez : Ces catholiques ont eu tort, je répondrais : C'est vrai. Mais quelques fautes commises, cela vaut-il la mort sans phrases? Ne sait-on pas que le tournant est pris; qu'il dépendait, en somme, de la bienveillance du pouvoir qu'on aboutit bientôt à une entente complète, grâce à la haute intelligence politique et à l'esprit de douceur qui se manifestaient à Rome? On a

préféré faire la guerre, et l'on se plaint, maintenant, qu'il y ait malentendu!

Je ne prêche pas la guerre à mon tour : je vous ai dit au contraire que notre rôle chrétien, c'est de persister, en dépit de nos déboires, dans la ligne indiquée par nos chefs, indiquée davantage par l'intérêt suprême de la patrie. Pas de pensée de représailles! Souffrons plutôt ce qu'il faudra souffrir, de peur que de représailles en représailles, nous n'épuisions avec nos forces celles de la France aimée. Mais si tel est le devoir, pour nous; pour d'autres, le devoir serait peut-être de ne point envenimer les luttes.

Une religion dont tous les graves historiens et tous les hommes impartiaux d'aujourd'hui affirment que c'est elle qui a affranchi le genre humain et fondé réellement les droits de l'homme; cette religion, en dépit des souvenirs d'hier et des querelles d'aujourd'hui, on doit pouvoir s'entendre avec elle.

Mais il faudrait sans doute le vouloir, et j'en vois bien quelques-uns qui montrent de temps à autre quelques vellétés dans ce sens; qui parlent « d'esprit nouveau », de « pacification religieuse »; mais leur opinion ne prévaut pas, et après un temps, si ce n'est au moment

même, il en vient d'autres qui disent : Non ! la guerre à mort ! La guerre, avec notre ennemi séculaire ! Nous ferons la paix quand nous l'aurons vaincu ; nous nous embrasserons sur sa tombe. Ceci doit tuer *cela* ; parce que ceci, notre *libre pensée*, c'est l'avenir et c'est le progrès du monde, et que cela, la religion, c'est le passé obscur, c'est l'abêtissement des âmes, c'est l'antithèse du progrès, c'est le recul sempiternel vers des formes de vie et de pensée que la science condamne et que la conscience moderne ne peut plus tolérer. Tous vos dogmes absurdes ; votre moralité à l'œil, qui travaille sous un Maître et pour des biens futurs ; vos dévotions bizarres ou intéressées, tout cela n'est plus de notre siècle ; tout cela doit périr, afin de débayer la route, de délivrer les âmes, et d'ouvrir la voie large vers les perspectives d'avenir.

C'est le troisième grief.

Et vous n'attendez pas, Messieurs, que je discute en théologien, ou même en philosophe toutes ces affirmations tranchantes. Ce n'est pas ici l'endroit. Je dirai seulement que je trouve tout à fait osés, pour ne rien dire de plus sévère, ceux qui condamnent ainsi du haut de

leur grandeur des façons de voir et de faire qui furent celles des plus grands génies, et qui sont aujourd'hui encore celles de beaucoup d'hommes qui les valent.

On me racontait, il y a quelque temps, qu'un professeur, causant avec un ami des Dominicains, lui demandait gravement : Vous connaissez vraiment *ces gens-là* ? — Mais oui. — Vous les croyez sincères ? — Sans nul doute ! — Ils sont pourtant intelligents ! — Quelques-uns le sont peut-être. — Mais alors, ils ne lisent donc pas ce qui s'écrit depuis 50 ans ?

Mon Dieu si, nous lisons ce qui s'écrit depuis 50 ans. J'y passe, quant à moi, toutes mes journées, sinon même une partie de mes nuits, et ce n'est pas depuis bien longtemps ; car je suis encore jeune ; mais c'est toujours depuis 20 ans, et je dois avouer ingénument que je n'ai jamais trouvé jusqu'ici rien qui pût troubler sérieusement ma croyance. Que voulez-vous, on ne peut lire qu'avec les yeux que l'on a ! Tous les anticléricaux ont du génie, et nous ne sommes, nous, que de pauvres moines.

Mais pour parler sérieusement, je demande à tout homme sensé si cette querelle théologique — car c'en est une — est bien ce qu'il faut in-

voquer quand il s'agit de régler — aujourd'hui — la politique française.

Qu'est-ce que cela vous fait, que je ne lise pas ce qui s'écrit depuis 50 ans? Qu'est-ce que cela vous fait que je comprenne la vie à ma façon, quand vous la comprenez à la vôtre? Je crois en Dieu, et vous n'y croyez pas. J'aime Jésus-Christ Dieu fait homme, et vous dites : c'est un simple réformateur. Je me soumetts à l'Église, croyant avoir pour cela de bonnes raisons, et vous préférez garder votre indépendance. Fort bien! je vois ce qui nous sépare; mais allez-vous conclure de ce fait qu'il faut m'exclure, moi, de notre vie française?

Seriez-vous infaillible plus que moi? Seriez-vous infaillible par ce fait seul que le pape ne le serait point? Vous qui avez tant tonné contre les orthodoxies, allez-vous créer maintenant une contre-orthodoxie doctrinale? Où prenez-vous ce droit de prétendre former l'avenir, l'avenir le plus éloigné, à votre propre image, et, en attendant, d'opprimer vos contemporains au nom de je ne sais quel droit divin négatif?

Ne sera Français, maintenant, que celui qui ne croira pas en Dieu? Ne sera Français que celui qui prêtera le serment dérisoire de profes-

ser vos négations? Il faudra en passer par vos dogmes, ou bien s'enfuir de cette France où 30 millions d'âmes tiennent encore, par des liens plus ou moins solides, mais réels, à ce que vos haines ont condamné?

Qu'est-ce donc, Messieurs, que ce *cléricisme* nouveau qu'on veut substituer à l'autre? Le cléricisme, qu'est-ce donc? Ou ce n'est rien, ou c'est, au maximum, la prétention de faire plier tout le monde devant une autorité doctrinale. Vous êtes donc aussi des cléricaux, Messieurs de la *Libre pensée*? Cléricaux négatifs, théologiens au-dessous de zéro, inquisiteurs à rebours qui poursuivez la foi comme Torquemada poursuivait l'hérésie, pour la brûler en place de Grève.

Vous proclamez la liberté, prétendant la sauver des atteintes du cléricisme, et pour la mieux sauver, vous la mettez en poche comme une clé; là, elle sera en sûreté; mais elle ne servira qu'à vous.

Vous critiquez notre morale, et vous commencez par ne savoir que mettre à la place. Ce qui s'écrit à ce sujet « depuis 50 ans », je le connais, c'est mon métier, et je sais que ce sont des incohérences, à moins que cela ne nous soit emprunté. Et vous continuez par ce bel

acte moral d'accaparer à vous seul la chose publique ; de mettre le budget de l'État, la force de l'État au service de vos passions ; de ne vouloir de droits que pour vous ; de traiter les croyances qui ne sont pas les vôtres comme un crime envers la patrie ; de nous mettre hors la loi pour la couleur de nos habits et pour la forme de nos vies ; de nous excommunier à tel point que la charité même nous sera interdite, et que votre charité à vous, se substituant à la nôtre, exigera de ses clients des professions de foi qui vous plaisent, de sorte que, pour recevoir le pain du corps, il faudra d'abord renoncer au pain de l'âme, ou, comme dit l'Évangile, sauver sa vie en la perdant.

La voilà, Messieurs, la morale de l'anticlérical. Voilà son dogme aussi, et quant aux dévotions qui le blessent, sans vouloir approuver ce qui est blâmable et prendre la défense des abus — il y en a partout, — je demande si saint Antoine de Padoue a vidé autant de porte-monnaies que certaines propagandes dont le résultat était peut-être moins heureux que celui de ces collectes si fort blâmées, et qui n'empêchent pas leurs auteurs de s'en aller nu-pieds ; mais qui profitent aux pauvres diables que d'autres, avec leur politique antifrançaise, contribuent à ruiner.

Assez ! Messieurs. Toute cette poussière malsaine de basses disputes me répugne profondément. Si je me crois obligé d'y faire quelque allusion, c'est parce que je me dis qu'il ne faut pas pourtant laisser s'accréditer des légendes, en tout cas des exagérations forcées. Mais combien j'aimerais mieux, pour finir, pouvoir jeter, en dépit des tristesses présentes, un regard d'espérance vers l'avenir français !

Faut-il désespérer, Messieurs, de l'entente future de deux forces qui sont faites pour aller de concert : la religion, maîtresse des âmes, et la société civile qui préside à nos destinées temporelles ?

Je ne le crois pas.

Les difficultés sont immenses, et si les haines anticléricales y sont pour la plus grande part, il faut avouer que, même avec une bienveillance parfaite des deux côtés, il y aurait là encore un problème des plus difficiles.

En y regardant de très haut, je dois reconnaître qu'il y a des causes de conflit tenant à l'essence même de la religion chrétienne. On peut sans nul doute y parer, je le disais à l'instant ; mais la difficulté existe. Le Christianisme est un gouvernement spirituel ; mais c'est un gouvernement. Il a sa hiérarchie, ses lois, ses

assemblées, ses exigences propres. La matière sur laquelle il travaille est la même que celle qui est soumise à l'État ; les questions mixtes, à moitié temporelles, à moitié spirituelles, abondent et préparent une ample matière à conflits. L'Église est ainsi amenée par la force des choses à partager, quoiqu'en un sens spécial, la souveraineté de l'État, et cela fut délicat à toutes les époques ; saint Louis n'y réussit pas toujours ; il se trouva un jour trois évêques pour dire qu'il « perdait la religion » : combien plus aujourd'hui doit-il y avoir des heurts ou des frottements pénibles ! Quand on le comprend, on trouve moins paradoxale cette formule d'un de nos contemporains : « Tout gouvernement est antireligieux ¹. »

Aux premiers siècles, les persécutions s'expliquent en grande partie par cette prétention de la religion chrétienne de libérer les âmes à l'égard du pouvoir séculier et de se les attacher à elle-même par les liens de l'obéissance. C'était là une idée que les païens ne purent point accepter. Ils souffrirent tous les cultes, excepté celui qui élevait une telle prétention, et ils persécutèrent jusqu'à ce qu'eux-mêmes furent absorbés.

1. Émile Faguet, *Le libéralisme*.

Plus tard, ce fut l'inverse qui quelquefois se produisit. Les grandes hérésies et les schismes permirent l'absorption partielle du pouvoir religieux par le pouvoir civil, comme en Angleterre ou en Russie. On essaya quelque chose de semblable au moment de la *Constitution civile du clergé*, dont quelques-uns semblent rêver encore. Mais de nos jours, une solution plus radicale voudrait intervenir et trancher ce nouveau nœud gordien à la manière d'Alexandre.

Supprimer la religion serait en effet le plus court ; mais la religion ne se supprime pas plus que l'homme, et l'on aura beau faire, la religion, en France, ce sera toujours le christianisme catholique.

Alors? — Il n'y a qu'une manière d'aboutir, et elle s'impose à tout politique clairvoyant, pour peu que la passion ne vienne point lui insuffler sa démence, c'est de s'inspirer d'un large esprit de liberté, et de faire effort, loyalement et en commun, pour concilier les droits de l'État avec ceux de la conscience chrétienne. Je ne puis croire qu'un pays comme la France n'y arrive pas à la fin. Nous ne marchons sûrement pas en ce sens-là ; mais quelque chose nous porte qui s'y avance. Sur un bateau, vous avez beau courir du côté de la poupe, la proue n'en

fend pas moins les vagues et vous emmène malgré vous vers le port. Ainsi les grands mouvements modernes nous acheminent, en dépit qu'on en ait, vers une conception de l'État plus haute et plus compréhensive que celle qui nous gouverne. Tous les plus hauts esprits du siècle ont conclu en ce sens; ils y ont travaillé, et ce ne sera pas en vain qu'ils auront jeté la semence. On finira par comprendre que l'État n'a pas à faire, à coups de crosse, l'unité morale du pays; mais à la consacrer, si elle existait, et si elle n'existe point, à reporter plus haut et à étendre plus loin l'accolade qui nous assemble. « On travaille pour la désunion, a-t-on dit, quand on est trop pressé d'unir les hommes. » L'unité par la persuasion est une unité durable et féconde; l'unité par la violence est une unité violente aussi, instable et comme maudite. Un père de famille, lorsque ses enfants ont des tempéraments divers, ne fait pas l'unité en massacrant l'un d'eux; mais il essaie, malgré tout, de les faire vivre ensemble, en se constituant leur lien.

Or, ce rôle pacifique, l'État l'a constamment oublié, au dernier siècle; mais ce n'a pas été sans trouble. La conscience publique le travaille; il sent le besoin, en attaquant la liberté,

de se recommander encore d'elle, et s'il est de force à l'opprimer, il ne l'est point à la renier, parce que c'est elle, au fond, qui le porte.

Tout récemment encore, la liberté de l'enseignement a été battue en brèche de toutes manières; mais indirectement, toujours, et la discussion du principe a été ajournée constamment, malgré tous les défis de l'opposition. C'est là un signe favorable dont l'importance est grande. Les traditions libérales ont souffert; mais que nous le voulions seulement, l'État y reviendra malgré lui, au bénéfice de cette France aimée, battue par tant d'orages et qui a tant besoin de repos.

« Heureux, s'écriait Lacordaire, ceux qui ne désespéreront pas, et qui, selon leurs forces et leur temps, travailleront avec patience à ce siècle futur où la civilisation chrétienne, s'étendant sur les cinq parties du monde, y établira le règne d'une liberté sincère sous une autorité respectée. »

C'est cette vision que je vous laisse, Messieurs, avec cette espérance. Je ne croirai jamais, moi non plus, que Dieu se soit fait homme, soit mort ici-bas et nous ait laissé l'Évangile pour aboutir

au triste spectacle que j'ai dû vous décrire ;
mais dont un avenir prochain, je veux le croire
encore, permettra à ceux qui nous succéderont
sur la terre de France de détourner à jamais les
yeux.

LES LUTTES RELIGIEUSES

II

PROTESTANTS ET JUIFS

LES LUTTES RELIGIEUSES

II

PROTESTANTS ET JUIFS

Messieurs,

Je ne m'attendais pas à ce que nos conférences eussent les honneurs de la tribune française ¹. Je serais tenté de m'en enorgueillir; mais je préfère m'en humilier; car je vois que je n'ai guère été compris. Je n'ai, à aucun degré, voulu faire de la politique. Vous le savez, vous, Messieurs, pour me l'avoir entendu dire; mais vous le savez aussi, j'espère, pour l'avoir constaté. Je fais de la morale sociale, à la lumière

1. *Journal officiel* du 25 mars 1903. — Rapport de M. Rabier et réponse de M. l'abbé Gayraud, pages 1294 et 1297.

des principes religieux. C'est mon droit; c'est même mon devoir; non pas sans doute mon devoir individuel : je pourrais très évidemment vous parler d'autre chose; mais si ces hautes questions n'entrent pas nécessairement dans mon devoir personnel, elles entrent à coup sûr dans le devoir de mon ministère. Le ministre de l'Évangile doit prêcher l'Évangile social, et s'il peut le trouver quelquefois inopportun — ce n'a pas été mon cas — il ne peut permettre à personne d'en juger à sa place, à moins que ce ne soit son supérieur dans l'ordre de la hiérarchie spirituelle, dont il relève, comme prêtre, exclusivement.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, le sujet que nous avons à traiter aujourd'hui se trouve être, je dois en convenir, particulièrement délicat. Il requiert donc de notre part d'autant plus d'attention, de hauteur d'âme et de détachement de nous-mêmes qu'on a coutume d'y apporter plus de passion violente.

Il s'agit, vous le savez, du problème juif et du problème protestant, si tant est que cette façon de s'exprimer soit exacte.

Ce que je tiens à déclarer tout d'abord, c'est que ceux qui s'attendraient de ma part à des

attaques violentes et à des invectives à l'égard des dissidents français seront déçus. Je parlerai avec respect de tous les cultes, de toutes les opinions honorables, de toutes les races. Je me souviendrai que mon chef, le Pape, leur a tendu, à maintes reprises, une main fraternelle, et que le Christ, lorsqu'il a parlé du *prochain*, a pris pour type l'homme du dehors, le dissident, l'homme que l'instinct déteste ou méprise : le Samaritain.

Je n'oublierai cependant pas non plus, Messieurs, que beaucoup, parmi ceux qui combattent d'ordinaire dans le même camp que moi, ne pensent point de la même manière. Je respecterai leur pensée; mais je revendique ma liberté entière. Nous sommes ici devant Dieu, il ne s'agit ni de complaisances, ni de passion. Je ne suis point infallible; mes contradicteurs non plus; tout ce que je puis invoquer en ma faveur, et je leur souhaite de pouvoir l'invoquer de même, c'est une attention scrupuleuse apportée à l'étude de nos problèmes; c'est une sincérité complète; c'est un esprit chrétien qui voudrait être sans cesse en éveil, et qui me donnerait le droit, s'il animait vraiment mes paroles, de réclamer des amis dont je parle et des dissidents, s'il s'en trouve ici, une attention exempte de pré-

jugés, et un amour de la vérité qui puisse venir à bout de tous les obstacles, j'entends ceux que l'esprit de haine ou l'esprit de parti ont amoncelés ici à plaisir.

I

J'ai déjà observé, à propos des luttes politiques, qu'il y a parmi nous une tendance — qui ne nous est point d'ailleurs particulière; c'est une maladie connue — qui consiste, aux heures où nous souffrons de quelque mal, à chercher des boucs émissaires, afin de les rendre responsables d'événements où ils peuvent avoir leur grande part; mais dont on préfère les charger seuls, parce que cela est plus facile; parce que cela dispense d'analyser des situations très complexes, et que cela, d'ailleurs, soulage mieux les nerfs.

On rend toujours service à un malade, quand on lui dit que la maladie dont il souffre tient à telle cause précise, à telle imprudence qu'il lui sera loisible d'éviter à l'avenir, à tel aliment qu'il a pris, et qu'il pourra maudire tout à son aise. Si ce malade est un enfant, cela réussit

encore mieux, et les nourrices le savent bien, puisque dans leur langage, tous les bobos s'expliquent par de « vilaines bêtes » très méchantes, mais qu'on tuera.

Je ne plaisante pas, Messieurs, c'est là un trait saillant de la psychologie des peuples. La délation est un fruit naturel des malheurs publics, et ni les protestants ni les Juifs ne peuvent l'ignorer, puisqu'ils en ont fourni eux-mêmes, sous Vespasien et sous Cromwell, les plus fameux exemples.

Je crois donc fermement que l'antisémitisme et l'antiprottestantisme procèdent, pour une part, de ce sentiment-là. Nous sommes en souffrance, cela n'est que trop évident; les causes en sont multiples et infiniment délicates à déduire; on va au plus court, et comme le Juif se trouve sur la route, avec le protestant derrière lui, ils deviennent facilement l'unique « méchante bête » dont les nourrices de la vie sociale amusent la souffrance du peuple enfant.

Entre les deux, antiprottestantisme et antisémitisme, c'est celui-ci qui a précédé dans le temps, et qui a servi de modèle. Il avait réussi : n'était-ce pas déjà un motif pour lui créer des imitateurs? Toute invention suscite des inven-

tions. Trouver une explication nouvelle de nos maux, un diagnostic original, c'était une gloire à envier, une place à prendre : on n'y a pas manqué, et c'est ainsi qu'ont fleuri chez nous des questions qu'on aurait pu croire mortes, et qui, peut-être, font plus de mal, en dépit de ce qu'on peut dire de vrai, que n'en peuvent faire les ennemis qu'on dénonce et qu'on livre à la réprobation.

Regardons de près, Messieurs, aux griefs de ces deux écoles, non pas dans le détail, nous n'en avons pas le temps; mais en essayant de voir le fond des choses, et en le dégageant des partis pris et des sophismes.

On fait remarquer d'abord, entre Israélites et protestants d'une part, de l'autre ce qu'on appelle les « Français de France », c'est-à-dire la généralité des Français, une différence de mentalité qu'il n'y a nulle raison de nier; car on en trouve d'analogues, sinon d'aussi profondes, entre les habitants de nos diverses provinces. Un caricaturiste à qui l'on demanderait un portrait de l'Auvergnat, du Marseillais ou du Normand ne

serait pas plus embarrassé que celui à qui l'on demande de caractériser le Juif, et il le serait moins que celui à qui l'on demande de caractériser le huguenot.

Chaque race a ses défauts, ses qualités et ses *particularités*; chaque groupe social, formé sous des influences données, a ses allures et sa mentalité spécifiques. Il en résulte des hostilités ou des répugnances instinctives qui se traduisent dès le bas âge par des taloches et de menues injures; plus tard, par des caricatures et des satires; mais que cela monte jusqu'à la haine, ce n'est pas au chrétien de l'approuver, et s'il n'y avait que cela, nous serions tous d'accord pour condamner la guerre au Juif et la guerre au protestant.

Qu'est-ce qui nous répugne davantage, à nous, Français, que certains aspects du caractère anglais? Faut-il pour cela seul traiter l'Anglais en irréconciliable? Vous en seriez fâché, le jour où, l'occasion vous en étant donnée, vous seriez amené à juger par vous-mêmes des nobles qualités de cette race.

La justice est de mise partout, et la vertu chrétienne apprend à passer par-dessus les tendances instinctives, pour essayer de fraterniser quand même avec tous ceux que la Providence a placés près de nous.

Seulement, voici où la question se complique. On accuse nos dissidents de se refuser au mélange, d'y être réfractaires par tempérament; de former ainsi une sorte de bloc, d'élément inassimilable, comme si vous avaliez un caillou, ce que votre organisme ne manquerait pas de trouver gênant, et ce qui gêne aussi, lorsqu'il s'agit de la vie sociale, en créant ce qu'on appelle un État dans l'État.

Le protestantisme chez nous, le judaïsme partout, ce serait *la religion de l'étranger*. Nous avons déjà rencontré cette accusation à propos de l'anticléricalisme; seulement on la dirigeait alors contre nous. Dirigée contre les dissidents, porte-t-elle davantage?

Il est certain, Messieurs, que l'élément protestant, et l'élément juif encore bien davantage, ne se mêlent aux groupes nationaux que comme les veines blanches se mêlent au marbre noir, c'est-à-dire tantôt bien, tantôt mal, tantôt tout à fait mal, et jamais parfaitement.

Les protestants ont longtemps été parmi nous une minorité singulière, une secte fermée, repliée sur elle-même et portant d'ailleurs un cachet exotique qui s'expliquait par son exode de jadis, et par ses relations religieuses

avec les protestants de nationalité étrangère.

Les Juifs, en dépit de leurs efforts pour fusionner à diverses époques, sont toujours demeurés séparatistes. C'est un Juif qui a écrit cette phrase : « Partout et jusqu'à nos jours, le Juif fut un être insociable. Il était insociable parce qu'il était exclusif¹. »

D'autres, à vrai dire, et non sans vraisemblance, interprètent autrement les choses, et attribuent l'isolement séculaire du Juif non pas à une inaptitude de race, mais à sa religion, qui le confinait nécessairement, et à la persécution qui le refoulait plus encore loin d'une société dont il était partout jugé l'ennemi. Le cas des Arméniens, à l'heure actuelle, nous aiderait à comprendre le sien; il rendrait compte de l'esprit de solidarité très marqué qui le distingue, et il n'en faudrait pas conclure, d'après ces sociologues, que le Juif fût à jamais destiné à être un mauvais patriote.

Vous comprendrez, Messieurs, que je ne prenne point parti dans cette dispute, et encore davantage que je n'insiste pas sur des événements récents, dont on veut faire des preuves, mais dont il vaut mieux ne point parler. Ces

1. Bernard Lazare, *L'Antisémitisme*, Paris, 1894.

événements ont affolé assez de têtes françaises pour que l'odieuse campagne des principaux intéressés, tout en appelant des condamnations énergiques, ne nous fasse point conclure trop vite à des vices forcenés et irrémédiables.

Quoi qu'il en soit, à tort ou à raison, des Français ont eu et ont encore, à l'occasion des Israélites et des réformés, l'impression d'un danger national.

Et ce qui n'y contribue pas peu, c'est le succès qu'ont obtenu chez nous les représentants de ces deux sectes; ce sont les postes qu'ils occupent, les fortunes qu'ils étalent, la toute-puissance qu'ils s'attribuent. Non pas, sans doute, que tous les protestants soient préfets et que tous les Juifs soient Rothschild; mais la proportion des succès est très forte, et il est parfaitement impossible de l'attribuer tout entière aux mérites, quelque réels qu'ils soient, de ces deux groupes.

La façon tapageuse, quelquefois insolente dont ces succès ont été étalés; les doutes soulevés au sujet de leur origine ont ajouté aux sentiments hostiles qu'ils provoquaient déjà par eux-mêmes. On n'aime pas à être dépassé; mais quand on ne sait pas au juste comment, ou bien quand on le sait trop, on se fâche, et c'est ce qui arrive ici.

Songez, Messieurs, qu'il n'y a en France, d'après les calculs protestants eux-mêmes, qu'un protestant sur soixante Français. Or on a vu six ministres protestants sur dix; la moyenne est de deux ou trois. La presse, les bureaux des ministères, la magistrature, l'administration départementale, les banques regorgent de dissidents. Il y a en France des missions protestantes étrangères, recevant des subsides étrangers; il y en a dans nos possessions coloniales: l'Algérie nous les montre à l'œuvre, et Madagascar, la dernière de nos conquêtes, ne faillit-elle pas en être victime? Il y a des journaux protestants venant de l'étranger: on en compte cinquante-cinq; c'est beaucoup, et quelques bonnes intentions qu'on leur prête; quelque peu disposé que l'on soit à mettre en doute le patriotisme d'aucun Français, on doit reconnaître tout au moins qu'il y a là de quoi créer de la gêne, et éveiller certaines suspicions.

Inutile d'ajouter que l'élément israélite n'a pas moins su se créer d'importance. Proportionnellement parlant, la colonie juive, la « *tribu d'Israël* », comme on l'appelle, occupe une position sociale élevée; non pas qu'il manque, chez elle, de pauvres diables ou de modestes travailleurs; mais certaines fortunes retentis-

santes et quelques-unes tout à fait prépondérantes sur le marché français ont suffi à impressionner l'opinion et au besoin à créer les légendes. Le Juif serait, aux yeux de quelques-uns, le « parasite dangereux », la tribu nomade, campée en plein État, et qui devrait, comme les caravanes d'Orient, laisser le sol raclé et souillé partout où elle passe.

Gardons-nous, Messieurs, de nous laisser impressionner par ces accusations violentes et imagées un peu à la façon d'Épinal ; mais essayons de nous rendre compte des faits : il me semble que cela n'est pas trop difficile.

Je viens de rappeler que les Juifs, comme les protestants, ont été longtemps, parmi nous, une minorité opprimée. Il s'ensuit naturellement que c'est à eux, tout d'abord, qu'a profité la tolérance établie comme un droit par la Révolution française. Ils devaient être reconnaissants au nouveau régime de leur émancipation : ils n'y ont pas manqué, et on les a vus en grand nombre dans les nouveaux partis, tout en mesure, par conséquent, de recueillir leur faveur et de partager leur victoire.

Or, à ce moment-là même, et pour des raisons que j'ai dites, l'anticléricisme régnait, dans les sphères gouvernementales ; on vengeait sur les catholiques les fautes des anciens partis ; on poursuivait en tout cas leur défaite.

On devait donc voir intervenir un phénomène psychologique bien connu, c'est que les partis au pouvoir s'appuieraient sur les minorités dissidentes contre la majorité catholique ; c'est que les dissidents se laisseraient faire volontiers, et verseraient — non certes tous, mais en grand nombre — dans l'anticléricisme ; c'est que l'action sociale de ces dissidents, en partie étrangers à la race, en plus grande partie nationaux ; mais jusque-là séparatistes, tendrait à imprimer au pays une direction peu en rapport avec nos traditions anciennes, avec nos habitudes d'esprit, et agirait un peu comme Rousseau, qui, étranger en France, ignorant de ses traditions, comme du reste des traditions d'aucun peuple, déraciné de toute manière, méprisait le passé, purement idéologue, exerça en ce pays tant d'action, et d'espèce si peu française.

Bref, on s'explique sans peine l'espèce d'invasion dont se plaignent l'antiprotestantisme et l'antisémitisme, les griefs auxquels cette inva-

sion donna lieu, et la naissance de la double réaction tapageuse qui provoque à son tour les contre-réactions.

Voilà, Messieurs, je crois, le fond des choses. Mais il faut, dans ce tableau, faire une place à part à la question de notre instruction publique. On sait assez qui l'a organisée. C'est de Genève qu'en est venu le plan; qu'en sont venus les ouvriers; qu'en est venu, dans une mesure, l'esprit. Or cet esprit, vous savez ce qu'il est : il est nettement contraire aux traditions religieuses de notre pays; il s'inspire d'un sentiment moral parfois très élevé, mais sans base, et qui, prétendant s'établir en dehors de toute croyance positive, fût-ce même la croyance en Dieu, laisse la moralité sans appui, dans des âmes, surtout, façonnées par le Christianisme.

Il est juste de dire que ce ne sont pas les protestants qui prirent à eux seuls l'initiative de cette action dissolvante. Ils furent là, comme souvent, un instrument commode aux mains de l'anticléricisme. Je dis commode, en ce qu'il servait à recouvrir ce travail de déchristianisation et par conséquent de désorganisation française d'un voile de respectabilité person-

nelle, de générosité, voire de religiosité vague, propre à faire accepter avec moins de peine des mesures antipathiques à la masse des populations¹. Mais l'instrument commode n'en est que plus dangereux, et l'action que j'analyse, action qui se continue sous nos yeux, porte multiples; d'abord en raison de la formation donnée aux jeunes générations françaises; ensuite, de par les influences exercées sur nos instituteurs, et par eux, eu égard à nos mœurs politiques, sur le corps électoral tout entier; enfin par l'introduction excessivement large de l'élément dissident dans les hauts grades de l'instruction publique, lesquels se trouvent être en même temps des postes politiques ou des pépinières de politiciens.

Voilà, Messieurs, le réquisitoire au complet.

Tous ces faits constatés, toutes ces répugnances instinctives, compliqués de griefs personnels, et exaspérés, à la fin, par la redoutable crise qu'a traversée tout récemment ce pays, ont donné quelque apparence de justesse, même auprès d'esprits distingués, aux solutions vio-

1. Cf. Georges Goyau, *L'École d'aujourd'hui*.

lentes de l'antisémitisme et de l'antiprotestantisme.

Je ne parle pas de ceux qui proposent la fondation d'un État juif dans une île éloignée de l'Océan Pacifique, de telle sorte que tout Israélite y devrait être renfermé; que tout Israélite qui oserait quitter l'île serait puni de mort; que la propriété de tout Israélite en partance pour son île serait simplement confiscuée, et qu'enfin toute communication entre ce lieu maudit et le reste du monde serait sévèrement prohibée! C'est l'organe officiel du parti antisémite autrichien¹, qui fait cette noble et intelligente proposition. On y croirait reconnaître un traitement à l'usage de simples moines! Je vais vous dire ma pensée; elle n'y ressemblera pas tout à fait; mais j'espère que votre esprit de justice et votre esprit chrétien lui feront cependant bon accueil.

II

Lorsque l'antisémite ou l'antiprotestant s'adressent au catholique et cherchent à l'engager

1. Le *Deutsches Volksblatt*.

dans leurs milices, ils ne manquent pas d'invoquer l'ancien droit de l'Église, si sévère pour les dissidents, et ils pensent bien nous obliger par là à reconnaître le bien-fondé de leurs prétentions, la *sainteté* et l'*apostolicité* de leur programme. Il me sera pourtant facile de leur montrer que ce programme n'est pas aussi semblable qu'ils l'affirment à celui des Papes, et que l'évocation de notre ancien droit ecclésiastique ne résout pas du tout la question.

Et d'abord, pour avoir le droit de revendiquer le patronage de l'Église, l'antiprotestantisme et l'antisémitisme auraient à se dégager de ce que l'Église a constamment banni, même au temps de ses plus grandes sévérités, à savoir la haine, l'envie, les imputations calomnieuses ou légères, les excitations imprudentes ou franchement forcenées.

Tout le monde sait — et à maintes reprises, les Juifs, en particulier, l'ont hautement proclamé — que les Papes et les Conciles ont sans cesse protégé les dissidents contre les excès populaires, et fort souvent contre les vexations légales.

L'Église n'exclut jamais personne du droit à

la justice, ni n'exempte personne du devoir de la charité. Ce n'est pas dans son rôle; ce n'est donc pas dans le nôtre, et ne serait-ce qu'au point de vue de la façon, nous ne pouvons donc pas, nous, catholiques, sans renoncer à ce qu'il y a de meilleur dans nos traditions, et par delà dans l'Évangile, accorder notre approbation intégrale aux deux mouvements d'opinion qui nous occupent.

Qui oserait dire, en effet, qu'il n'y ait point là un mélange fort complexe, et où la moralité chrétienne ne trouve pas toujours son compte?

Si l'on se contentait de dire : Il y a des injustices commises, il faut qu'on les dénonce; il y a des escroqueries financières, il faut qu'on les réprime, quel chrétien pourrait protester, et quel patriote n'en pas être?

Qu'on fasse une campagne contre l'argent, juif ou autre; contre le favoritisme, qu'il soit huguenot ou catholique, et qu'on oblige les pouvoirs à intervenir dans la mesure prudente, ou à changer eux-mêmes leurs pratiques, rien de mieux! C'est un acte de justice et de patriotisme; car la fortune ou le pouvoir injustement conquis, s'étalant avec insolence, sont un élément de démoralisation sociale; c'est un scandale public, propre à fausser la conscience na-

tionale, puisque c'est la négation implicite des rapports vrais de la richesse et du travail, du succès obtenu et du mérite réel. Une société qui veut vivre ne doit point laisser s'acclimater chez elle cette persuasion que ce qui réussit, c'est non l'effort utile et le travail fécond, mais le hasard aidé de l'injustice, les spéculations malhonnêtes et les compromis honteux. Ceux qui en prendraient leur parti seraient amenés à mal, en ce qu'ils auraient la tentation perpétuelle de pêcher, eux aussi, en eau trouble; et ceux dont la conscience résiste ne peuvent que tomber dans le découragement et ne trouver d'espoir que dans les mesures de violence et les révolutions.

C'est aux hommes du métier à savoir s'il y a là vraiment quelque chose d'utile à tenter. Je n'en disconviens pas, quoique je pense, au fond, que ce n'est pas la législation qui est coupable; mais les mœurs. Dans tous les cas, je m'accorderais facilement, sur ce point, avec l'antisémitisme et son frère. Mais je suis obligé de constater que tout n'est pas si pur, dans leurs instincts et dans leurs pratiques.

J'y vois, pour moi, beaucoup de passions mesquines, d'antipathies irréfléchies et d'envies basses. J'y vois le dépit, la haine du succès non

pas précisément parce qu'il serait injuste; mais parce qu'il est le succès, et que la place prise par d'autres nous appauvrit d'une espérance. « Ote-toi de là que je m'y mette » : c'est le cri du cœur que pousseraient volontiers tel petit commerçant que gêne la concurrence juive, ou tel fonctionnaire évincé par l'affluence protestante.

Le protestant a beaucoup de sérieux; le Juif est persévérant et habile; ils n'ont pas le droit d'en abuser, comme beaucoup trop en abusent trop; mais que ces qualités s'exercent, réglées par des moyens honnêtes, la prospérité nationale ne peut qu'y gagner amplement.

Seulement cela ne fait pas l'affaire de tout le monde.

Beaucoup d'*Anti* sont à l'égard du Juif enrichi ou du protestant en place ce qu'est le socialiste révolutionnaire à l'égard d'un capitaliste quelconque. Et qui sait si certains ne sont pas anticapitalistes contre les dissidents, de peur qu'on ne soit quelque jour anticapitaliste contre eux, et qu'on ne dérange leur tranquille possession par des revendications plus amples, où ils pourraient être compris!

O imprudents! qui soulevez ainsi les colères, croyant les dériver toujours vers autrui! Le jour

où le peuple ameuté se portera en foule devant l'hôtel du Juif ou devant la banque huguenote, il passera devant chez vous, et qui sait s'il ne se trouvera pas une voix pour crier : Celui-là aussi est un accapareur; celui-là aussi est un jouisseur! Et il n'y aura alors à l'abri des violences que l'homme sans feu ni lieu, ou celui que le hasard protège.

Dans la mesure, Messieurs, où les sectes nouvelles procèdent de cet esprit et utilisent ces procédés, elles sont injustes et condamnables. On doit pouvoir trouver, en France, fût-on même protestant, fût-on Juif, de la justice et de la sécurité. On doit pouvoir y réussir sans devenir par cela seul un suspect.

Si tel ou tel agit mal, attaquez tel ou tel; si beaucoup agissent mal, attaquez-en beaucoup; appliquez-leur les lois; faites-en de nouvelles s'il en faut : je n'ai qu'à applaudir à celui qui combat l'injustice; mais ce que je demande, c'est qu'on ne prétende pas s'autoriser de l'Évangile et de l'ancien droit de l'Église pour englober dans des groupes sommairement maudits des individualités qui peuvent être parfaitement honorables; qui portent légitimement le nom de Français, et dont la position élevée

est le fruit de l'intelligence et de l'effort.

Je voudrais que les mesures prises contre les abus qu'on reproche aux dissidents puissent être signées par tout homme de bien, fût-il un dissident lui-même. Si un seul parmi eux veut être un bon Français — et qui oserait douter qu'il n'y en ait beaucoup? — ce n'est pas à nous de le décourager et de le rejeter dans le camp des séparatistes.

Il n'y a pas déjà trop de Français : ne prenons pas sur nous d'en diminuer arbitrairement le nombre.

Mais agir comme je vois agir ; pousser à la haine d'une catégorie de citoyens sans distinction de personnes ; faire appel aux passions et aux préjugés ; multiplier les insinuations calomnieuses ; forger des légendes insensées ; affecter de voir partout l'or du Juif ou la fourberie protestante comme d'autres affectent de voir partout l'*homme noir* ; affoler ainsi l'opinion et nous créer une atmosphère de violence, c'est simplement un crime, et je ne puis pas comprendre qu'on invoque la religion pour en couvrir la honte.

En second lieu, Messieurs, quand on rappelle l'action de l'Église, au sujet de la question pré-

sente, on devrait se souvenir que son antisémitisme et son antiprotestantisme ont toujours été nettement et exclusivement religieux.

S'il pouvait être nécessaire de le prouver, je n'aurais qu'à citer ce fait que l'hérétique converti, l'Israélite converti était tout de suite accueilli comme un frère ; qu'on ne le privait, sauf quelques précautions dictées par la prudence, d'aucun droit spirituel ou temporel, et qu'on l'élevait au besoin sur les autels.

Est-ce le sentiment actuel de ceux qui prétendent recueillir une succession en déshérence ? Non. Quand je lis ou que j'écoute les manifestes de nos *Anti*, je constate que la proposition se retourne, et qu'on se défend avec vivacité de réveiller les querelles religieuses. Il s'agit de *nationalités* ; il s'agit de *racés* ; il s'agit d'*intérêts*. « La France aux Français » ; « Aryens contre Sémites » : telle est la position de la question, et je demande encore si rien, dans la conduite de l'Église, à aucune époque, peut servir de prétexte à une agitation de cet ordre.

L'Église a toujours fait abstraction, en ce qui la concerne, des questions de race et des intérêts nationaux. Elle s'inquiète du salut éternel, et, en attendant, de la justice, de la moralité et de la paix. L'unité nationale d'un pays regarde ce

pays, et ne regarde point l'autorité religieuse en tant que telle. Quant aux races, sémitiques ou aryennes, elles entrent toutes dans le domaine promis à ceux qui ont entendu cette parole : Allez, et enseignez toutes les nations.

Comment maudire, au nom du principe catholique, une nation comme nation, une race en tant que race, alors que *catholique*, cela veut dire universel, et par conséquent destiné à envelopper toutes les nations et toutes les races?

Soyez très sûrs, Messieurs, que les théologiens de jadis, très avertis, et attentifs à préciser toutes choses, n'oubliaient point cela, et qu'en ce qui concerne en particulier la race juive, ils savaient conserver une décence que tant d'autres oublient aujourd'hui à qui mieux mieux.

Il faut être un chrétien du xx^e siècle, ou soi-disant tel, pour attaquer la race juive en elle-même, comme si elle était toujours, avait toujours été et devait toujours être irrémédiablement perverse. Ne voit-on pas qu'on enveloppe ainsi, ou ne craint-on pas d'envelopper tout ce qui doit nous être le plus sacré; toutes nos traditions les plus chères, tous nos ancêtres religieux les plus grands, les Moïse, les Isaïe, les David, et le Sauveur lui-même dans le flot d'anathèmes jeté à ce qu'on appelait jadis le

peuple élu, et qu'on voudrait ne plus voir appelé aujourd'hui que le « sale Juif »?

Sera-t-il permis de rappeler à des chrétiens que la religion qu'ils professent a ses racines premières en terre juive; qu'on l'appelle justement judéo-chrétienne; que nous vivons aujourd'hui encore, religieusement, des souvenirs et des cris merveilleux que l'irruption soudaine de l'Esprit arrachait à des bouches juives, et qu'enfin, Celui même que nous adorons, et dont nous attendons le salut spirituel et temporel ne s'est appelé Fils de l'Homme que parce qu'il était réellement fils de David?

S'attaquer à la race juive précisément comme race, pour la maudire et pour la mépriser, c'est un crime contre l'homme; mais si l'on veut le perpétrer, sous l'empire de sentiments passionnés dont on ne se rend pas maîtres, toujours ne faut-il pas s'abriter derrière la religion : elle ne s'y prête point; elle proteste.

Et il en est de même en ce qui touche les points de vue nationaux.

Ce n'est pas l'Église qui fera jamais sienne la thèse si en vogue aujourd'hui des *religions nationales*. C'est là une idée païenne qu'on n'a vu refleurir à certaines époques que sous des

influences païennes. Tout l'effort de l'Église, et son originalité la plus grande, au point de vue social, a été précisément, je l'ai dit, de dégager son principe de tout principe tiré de l'ordre humain, que ce soit l'ordre politique, économique, national ou ethnique. L'Église veut être tout à tous; elle se trouve partout chez elle, et dire devant elle que telle religion appartient à telle race, et telle autre à telle autre; que le protestantisme est une religion allemande, ou anglaise, et le catholicisme une religion latine, c'est lui faire la plus grave des injures, puisque c'est faire d'elle, sous prétexte de lui conserver un de ses domaines, une religion parquée dans un domaine, alors qu'elle prétend être, alors qu'elle est, sous peine de cesser d'être elle-même, une religion d'essence universelle et simplement humaine:

Puis-je observer en passant, Messieurs, sans me faire accuser de sortir de mon rôle, et de copier l'historien après avoir singé l'homme politique, que cette thèse des religions nationales est, en histoire, une vue parfaitement étroite et systématique?

En ce qui nous concerne, les parties de la France qui ont le mieux accueilli le protestan-

tisme se trouvent être les plus *latines*, et celles qui sont le plus étroitement reliées aux origines *gauloises*. Des historiens très avertis affirment que le protestantisme français révèle des origines essentiellement françaises; que l'étranger n'y eut qu'une part très secondaire, et longtemps presque nulle. Calvin, le grand législateur et l'organisateur définitif du protestantisme, était Français, et parmi les plus français des Français¹.

J'ajoute enfin, croyant accomplir une justice, et par conséquent aussi un acte chrétien et français, que les protestants ont donné à la France des grands hommes et de grands patriotes; que lors de nos derniers malheurs, ils ont été avec nous autant que nous, sur la brèche, et que c'est un protestant, Denfert-Rochereau, qui nous a conservé Belfort, ce coin français de la triste terre d'Alsace.

Mais je n'insiste pas. Je reviens à mon point de vue religieux, et je dis que le traitement infligé aux Juifs et aux dissidents de tout ordre en d'autres siècles, soit du consentement de l'Église, soit même sur son initiative, ne conclut rien en ce qui nous concerne aujourd'hui.

1. Cf. Brunetière, *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1900.

Ce n'est pas, croyez-le, que je veuille abandonner aucun principe, ni blâmer — certes! — quoi que ce soit de ce qu'a pu faire l'Église, quand ce fut vraiment elle qui agit; mais les principes ne décident jamais seuls, quand il s'agit de choses pratiques. Toute décision morale ou politique est une synthèse des principes et des faits, et si les faits varient, la pérennité des principes n'impliquera point l'équivalence des solutions.

Au moyen âge, on se montrait sévère pour le Juif, sévère pour l'hérétique; ils vivaient sous des lois d'exception, ne jouissaient que de droits limités et toujours exposés à se voir restreindre encore. Les Juifs étaient exclus de tous les services publics, de toutes les fonctions, même privées, qui pouvaient leur conférer autorité ou influence sur leurs compatriotes catholiques.

Un Juif ne pouvait avoir un catholique ni comme serviteur ni comme élève; on parquait les juiveries dans des quartiers à part; on imposait à leurs membres soit un costume particulier, soit une particularité dans le costume, en vue de prévenir les surprises, et pour que leurs actions se pussent facilement contrôler. Les hérétiques, même aux époques où les pratiques

inquisitoriales avaient pris fin, se voyaient infliger des contraintes fort nombreuses, et refuser nettement l'égalité devant la loi.

Je ne chercherai point, Messieurs, à justifier dans le détail chacune de ces mesures; ce sont parfois des historiens dissidents qui s'en chargent; mais leur principe est facile à comprendre.

Avant *Quatre-vingt-neuf*, le droit public du royaume se considérait comme fondé sur un pacte entre catholiques; le catholicisme était religion d'État; les dissidents y pouvaient être tolérés, mais ne pouvaient prétendre aux mêmes droits, ni remplir des fonctions qui les eussent mis à même de diminuer l'empire d'une religion qui était à la chose publique d'alors ce qu'est à la chose publique d'aujourd'hui la moralité elle-même.

Il n'y a pas de liberté contre l'ordre public, disait-on dernièrement à la chambre française; il n'y a pas non plus de liberté contre la morale publique; or la morale publique d'alors, l'ordre public d'alors, c'était le catholicisme, et de là vient qu'on traitait le dissident comme un suspect toujours, et comme un ennemi de l'État au moindre signe d'agitation ou de propagande.

Mais aujourd'hui, peut-on agir de même?

Très évidemment non. Fussions-nous au pouvoir, nous, catholiques, et eussions-nous la force de rétablir dans une mesure quelconque les anciennes lois d'exception, devrions-nous le faire? Non! En aurions-nous le droit? Non! Au point de vue justice comme au point de vue prudence, cela nous serait interdit; pourquoi? Parce que, ainsi que l'a écrit un auteur catholique de grand renom, « le long usage des libertés, consacré par les constitutions modernes, a créé au profit des dissidents une possession d'état qui engendre un véritable droit civil, impliqué comme une clause tacite dans cette sorte de contrat mutuel qui lie entre eux les citoyens d'un même pays ¹ ».

Que deviendrait la paix publique, si à chaque tournant d'une politique de plus en plus mobile, à chaque mouvement de majorité, on était exposé à voir les confessions hostiles s'armer l'une contre l'autre de mesures vexatoires et se menacer réciproquement d'expulsion?

De même que des gouvernements, fussent-ils installés par violence, arrivent à la longue, de par les nécessités de l'ordre social, à être légitimes et en quelque sorte sacrés, ainsi les

1. M^{re} d'Hulst, *Le droit chrétien et le droit moderne*, page 83.

états de tolérance, même les plus contraires à la constitution idéale d'un état catholique, arrivent, après une longue possession, à constituer une justice.

Il n'y a plus « d'État chrétien »; il n'y a plus de « religion d'État »; je ne discute pas si cela vaut mieux ou plus mal : cela est, et j'en conclus que, même au point de vue des principes, rien n'autorise des catholiques à réclamer contre leurs adversaires des mesures d'exception qui appartiennent à un autre âge.

D'ailleurs, pourquoi réclamerait-on des mesures contre les dissidents, alors qu'on n'en réclame point contre les athées ou les sceptiques? Penserait-on qu'il est plus dangereux d'être Juif que de ne croire à rien? de se recommander du Christ à la façon du protestant que de se recommander du néant à la façon du sceptique? On raconte que Louis XIV étant sur le point de frapper un de ses sujets comme entaché de jansénisme, un courtisan, arrêtant son courroux, lui dit : Mais non, Sire, il n'est pas janséniste le moins du monde, il est athée. Voudrait-on dire de même? Les prétendus appels au sentiment religieux et au droit de

l'Église ne seraient-ils qu'un trompe-l'œil, un faux motif ?

Si nous parlons sagesse, ce sera bien autre chose ! On a dit admirablement : « Ce qu'un peuple retient le plus aisément des lois d'exception, c'en est le principe, et ce principe se retourne vite contre qui l'invoque ¹. » Les persécutions se suivent et s'enchaînent, a écrit un autre : on expulse les Juifs le matin, les protestants à midi, et les catholiques à quatre heures.

De quel front voulez-vous, Messieurs, que nous allions demander le droit commun, sous forme de liberté d'enseignement, de liberté d'association, et si, comme il se voit, nos revendications sont foulées aux pieds, comment notre protestation pourra-t-elle le faire jour, auprès des âmes sincères, si à côté de nous, en notre nom et sous notre drapeau, on fait appel à des lois d'exception et même de spoliation violente ? On nous traite déjà d'hypocrites : on nous traitera d'impudents. Et à qui la faute, sinon à ceux qui n'auront pas su comprendre

1. Anatole Leroy-Beaulieu, *Doctrines de haine*. Intr., p. 53.

la haute pensée de Lacordaire : « Quiconque, disait-il, excepte un seul homme dans la réclamation du droit ; quiconque consent à la servitude d'un seul homme, ne fût-ce même que par un cheveu de sa tête injustement lié, celui-là n'est pas un homme sincère, et ne mérite pas de combattre pour la cause sacrée du genre humain. La conscience publique repoussera toujours l'homme qui demande une liberté exclusive ou même insouciant de droit d'autrui ; car la liberté exclusive n'est qu'un privilège, et la liberté insouciant des autres n'est plus qu'une trahison. Mais il y a, ajoutait le grand orateur, dans le cœur de l'honnête homme qui parle pour tous, et qui, en parlant pour tous, semble quelquefois parler contre lui-même, il y a là une loi de puissance, de supériorité logique et morale qui produit presque infailliblement la réciprocité. Oui, catholiques, concluait-il, entendez-le bien, si vous voulez la liberté pour vous, il vous faut la vouloir pour tous les hommes et sous tous les cieux. Si vous ne la demandez que pour vous, on ne vous l'accordera jamais : donnez-la où vous êtes les maîtres, afin qu'on vous la donne où vous êtes les esclaves. »

Ces paroles sont belles, Messieurs, elles sont

connues et admirées; mais elles ne sont pas dans les âmes. Je vous le disais, nous sommes sectaires, en France; tous, ou du moins presque tous, nous réclamons la liberté pour nous, et nous oublions celle des autres. Quand nous sommes opprimés, nous crions : Liberté ! Le lendemain, si ce n'est le jour même, en cachette, nous disons : Il faudra enchaîner tel ou tel. C'est le moyen, messieurs, de s'en aller toujours, de représailles en représailles, jusqu'au chaos et à la ruine totale de nos forces.

N'est-il pas évident que ce dont nous souffrons aujourd'hui : les atteintes à la liberté, les dénis de justice et les calomnies, ce sont, pour une très grande partie, des représailles ? L'anti-cléricisme était en baisse, en ces dernières années; on espérait vaguement de meilleurs jours; on parlait d'un esprit nouveau; on esquissait une politique plus large. Mais non ! cela n'a pas duré; on a rallumé tous les feux; on a exaspéré toutes les rages; et beaucoup de causes ont concouru ici; mais une chose est certaine, c'est que nos deux *Anti* y ont travaillé à qui mieux mieux, et toute la prudence d'un Léon XIII, toute celle — exagérée aux yeux de certains — de notre haut clergé n'a pas empê-

ché le catholicisme d'être rendu responsable de leurs fureurs.

Tout ce qu'ils ont pu gagner, ces chefs autorisés de l'action catholique, c'a été de dériver sur eux-mêmes une partie de ces haines folles. On a vu se constituer une sorte de syndicat d'injures contre l'épiscopat français; certains ont osé même — et ils se disent catholiques! — appeler le gant de Nogaret sur le visage de l'auguste pontife qui nous guide : ce « vieillard entêté », disaient-ils, qui ne voulait pas entrer dans leurs querelles.

Plus catholiques que le pape, Messieurs, lorsque ce pape est Léon XIII, c'est déjà une mauvaise note ! Je crains alors que ce catholicisme ne soit une arme de parti, et que de la sainte croix du Christ, symbole de paix et de rapprochement entre les hommes, on n'ait l'intention sacrilège de faire un casse-tête, pour le jour où des excitations sauvages auraient fait de tous les catholiques de France un peuple de forcenés.

J'étais convoqué, dernièrement, à une réunion de jeunes gens où l'on avait invité, pour l'acclamer, un des plus illustres défenseurs de nos

libertés publiques ; et l'on avait prononcé maints discours, parlé beaucoup de liberté. Quand mon tour vint, je me permis de dire aux jeunes gens qui m'avaient appelé : Vous avez oublié une chose. Vous avez exprimé l'espoir qu'un jour ou l'autre, un jour prochain peut-être, les libéraux et les catholiques, opprimés aujourd'hui, reconquerraient le pouvoir. Si cela se produit, souvenez-vous que vous aurez alors un grand devoir, et que vos plaintes d'aujourd'hui constituent pour ce jour un engagement tacite : c'est d'accorder la liberté à ceux-là mêmes qui aujourd'hui vous la refusent.

Je voudrais, Messieurs, que ce fût là l'esprit qui nous animât tous, même au milieu des troubles — et des chagrins, pour quelques-uns — qu'apporte l'heure présente. Cela nous vaudrait mieux, je crois, et serait plus chrétien que ces chocs en retour et ces haines qui ne font jamais qu'embrouiller le désordre et envenimer le venin davantage.

Souvenons-nous que tout [n'est pas si clair dans les responsabilités françaises. Les dissidents nous font courir des risques ; mais est-ce bien comme dissidents, et n'est-ce pas plutôt en tant qu'ils sont eux-mêmes infidèles à leurs propres doctrines et à leur propre culte ? Au-

cune religion ne prêche l'injustice ; aucune la perfidie ou la violence, pas même celle d'Israël, quoi qu'on en ait pu dire. Ceux qui fréquentent la synagogue ou le temple avec sincérité ne sont point, en général, parmi nos ennemis acharnés, et il s'en est trouvé pour nous défendre. Si l'on nous combat à outrance, et si l'on nous corrompt, ce n'est point parce qu'on est protestant ou Juif, c'est parce que, religieusement parlant, on ne l'est pas assez ; c'est parce qu'on s'est laissé corrompre soi-même par cet esprit du siècle, fait de sensualisme, d'appétits insatiables et d'incrédulité.

Or de cette corruption, Messieurs, la justice demande que nous le disions, les dissidents ne sont pas seuls coupables. Voltaire n'était pas Juif ; les pasteurs de Genève n'étaient pas ses amis ; les hommes de la Révolution et leurs fils révolutionnaires ne sont pas tous échappés du ghetto ou des Cévennes.

L'anticléricisme des sectes n'est que le frère jumeau — quand il n'est pas le fils — de l'anticléricisme régnant parmi les apostats catholiques.

Ce caractère antireligieux des sectes dissidentes, c'est nous, dans une mesure, qui le leur avons donné ; ne serait-il pas injuste d'accuser

de tous nos maux ceux-là mêmes que nous avons contribué à corrompre ?

Réformons nos erreurs, au lieu d'en rejeter les conséquences sur autrui.

Chasser le Juif, chasser le huguenot, cela n'y changerait rien ; on trouverait des *Français de France*, comme on dit, pour faire les mêmes besognes.

Prenez le mal par sa racine ; faites comme le médecin qui, ne pouvant chasser le microbe, soigne la santé générale, sachant bien qu'un organisme fort vient à bout des influences nuisibles et élimine le mal sans bataille.

Une société chrétienne vraiment forte n'aurait peur ni du protestant ni du Juif.

Le vrai remède — il est toujours le même, et je ne cesserai de le redire — c'est, pour le catholicisme, de s'efforcer pour être, au lieu d'user ses forces à essayer que l'adversaire ne soit point ; c'est de vaincre le mal par le bien, au lieu de permettre au mal de nous vaincre nous-mêmes en nous passant ses procédés violents et ses injustices.

Noli vinci a malo : sed vince in bono malum, a écrit saint Pierre.

Épanouissez des germes, au lieu de vous acharner sur des abus.

Arracher les mauvaises herbes n'est qu'une faible partie du travail de la terre.

En terre de France, semez le bon grain de la parole et de l'action chrétienne.

Semez ce grain en vous-mêmes, Messieurs ; en vous, qui êtes le premier terrain offert à votre action. Si vous êtes patriotes, faites, comme disait Épictète, faites à votre ville, en votre personne, le cadeau d'un bon citoyen. Cela vaudra mieux, croyez-moi, que de semer du vent pour récolter demain la tempête.

Que dis-je, demain ? nous y sommes, dans la tempête hurlante. J'y suis, pour moi, emporté et roulé comme un fétu de paille¹. Mais je ne suis qu'un fétu !...

Songez, Messieurs, vous comme moi, moi comme vous, à la vie nationale ; songez à la patrie, à la France bien-aimée, aux âmes qui se perdent, au Christ dont la France est le soldat et qui sans doute lui crie : Sentinelle, que fais-tu ? tu livres à l'ennemi ce que tu es chargé de défendre ! Songez à l'avenir chrétien, bien promis, ce semble ; mais qui a des promesses immortelles, et à qui le dévouement de nos

1. Le rejet des demandes en autorisation des Congrégations prédicantes avait été, depuis trois jours, voté par la Chambre des députés.

cœurs et la sagesse de notre action chrétienne peuvent promettre encore des lendemains.

LES REVENDICATIONS FÉMINISTES

LES REVENDICATIONS FÉMINISTES

Messieurs,

On m'a demandé pourquoi j'introduisais la question féministe dans un programme intitulé *Nos Luites*. La raison en est simple : c'est que les revendications féministes n'ont pu se produire, de nos jours, sans emprunter aussitôt ce caractère d'aigreur que revêtent, à l'heure actuelle, tous nos rapports sociaux.

Ce n'est même pas le phénomène le moins étrange, ni celui qui montre le moins la profondeur du mal de haine dont nous souffrons, que de voir ainsi tout un sexe se levant, dans la personne de fougueux représentants, pour déclarer la guerre à l'autre, et prêcher contre lui la croisade. Guerre intestine s'il en fut, puisque ce serait la *moitié* de l'homme, selon le mot si

juste de la langue populaire, qui se dresserait contre l'autre moitié.

Le point de départ de cette guerre semble avoir été tout banal; ce sont les plaintes féminines — plaintes traditionnelles et trop souvent justifiées — contre ce qu'elles appellent *les hommes*.

Les hommes, c'est le mot qu'ont sans cesse à la bouche les femmes qui n'ont pas rencontré le mari de leurs rêves, tout comme *la femme*, c'est le sujet favori du viveur qui traîne à sa remorque quelque poupée capricieuse et perverse.

De même qu'en certains cercles d'hommes, on se plaît à ravalier les femmes, comme si ces messieurs ne pouvaient avouer ni mère, ni sœurs, ainsi, dans des conciliabules féminins, on cherche à faire de l'homme une espèce de monstre, un tyran égoïste et sans cœur, n'ayant de supériorité que sa force brutale, et l'employant à opprimer un être doué de toutes les grâces et de toutes les vertus.

Cette école, à vrai dire, n'est pas la seule à revendiquer le nom de féministe. Une autre s'est formée qui entend tout autrement les choses, et qui, sans nulle révolte et sans réclamations insensées, cherche à améliorer le sort de

l'enfant, du vieillard ou de l'ouvrier. Rien de plus légitime qu'une telle préoccupation, rien de plus heureux; il suffira d'y apporter des lumières et une circonspection suffisantes pour qu'il en sorte un bénéfice social considérable que l'on aurait bien tort de négliger; car ce qui profite à la femme ne peut moins faire que de profiter à l'homme et à la collectivité tout entière. Ce qui profite à chacun profite à tous, et par là de nouveau à chacun.

Je n'entends donc combattre, en vous parlant du féminisme, que cette émeute d'écolières dont toutes les femmes sensées ont été les premières à souligner le ridicule, et d'autre part l'espèce de guerre civile que, sous le nom de *lutte des sexes*, des énergumènes, hommes ou femmes, voudraient introduire au foyer, comme d'autres veulent introduire la *lutte des classes* dans le monde du travail.

En cette question comme en toutes les autres, la raison sera notre moyen et l'examen des faits notre point de départ; mais l'Évangile est notre inspirateur, et c'est à le rencontrer, ici encore, que tendront constamment nos efforts.

I

Le féminisme se définit lui-même « une doctrine qui revendique pour la femme — dans le code, certains droits méconnus par les lois, et dans la société, une place légitime refusée par les mœurs ¹ ».

Cette définition est excellente, et je ne pense pas que, dans ces termes généraux, personne puisse mettre en doute qu'il n'y ait là quelque chose à faire.

L'évolution des mœurs, à partir de l'antique barbarie, a toujours comporté, pour la femme, une évolution parallèle de ses droits; tellement que quelques historiens ont cru pouvoir adopter comme un signe suffisamment probant de l'état des mœurs à diverses époques, la place occupée par la femme dans les institutions sociales.

Or le progrès, sans doute, est loin d'être accompli, et cela suffirait, ce semble, pour donner à penser qu'il y a lieu d'écouter, quand on parle, aujourd'hui encore, d'améliorer la condition des femmes.

1. Abbé Naudet, *Pour la femme*, p. 8.

Il fut un temps où, dans les sociétés les plus civilisées, les femmes étaient franchement esclaves. Ce qui pouvait les consoler, c'est qu'elles l'étaient en compagnie de la plupart des hommes. Il a fallu de longues séries de siècles pour amener les penseurs les plus indépendants de la routine à supposer qu'il pourrait n'en pas être ainsi. Le droit de la force, voulant se légitimer, s'était appelé *nature des choses* : c'est toujours ainsi qu'il procède. On trouvait naturel qu'une part du genre humain appartint à l'autre comme un bétail; les philosophes disaient pourquoi, aux applaudissements des propriétaires; il n'y a pas très longtemps qu'ils s'expriment autrement; il n'y a pas trente ans que l'esclavage est mort, dans l'Europe civilisée elle-même, et il reste des traces de l'ancien état de choses, vous disais-je autrefois, et dans les contrats du travail, et dans la domesticité, et — je le notais déjà — dans la condition de la femme.

Il y avait des motifs pour que l'émancipation de la femme se fit plus tôt, en raison des sentiments qu'elle inspire; mais il y en avait aussi pour qu'elle se fit plus tard, en raison de sa faiblesse.

La femme en général est plus faible à l'égard de l'homme que tel groupe d'hommes à l'égard d'un autre. Sa sujétion est d'un caractère plus intime, et devait être facilement plus tenace, étant donné certaines mœurs, que les sujétions politiques, lesquelles restent soumises aux actions du dehors et aux révolutions, tandis que chaque femme étant liée à chaque homme, dépendra de lui d'autant mieux que l'intérêt de sa vie et celui de ses enfants l'invite à garder la faveur d'un époux, et la met, en cas d'oppression, dans une complète impossibilité de résistance.

C'est le Christianisme qui apporta à la femme, comme il avait apporté à l'homme esclave, une espérance d'abord, puis un secours de plus en plus efficace et de plus en plus étendu.

Non pas que l'Église ait prétendu modifier les institutions de son autorité privée; mais elle fit mieux, elle modifia les mœurs, et les mœurs modifiées, ou bien finissent par réformer les codes, ou bien, ce qui revient au même, réduisent leurs prescriptions barbares à l'état de lettre morte, sans nul effet réel, du moins dans l'ensemble des cas.

Seulement je dis que cette transformation

étant l'œuvre des siècles, et n'étant pas achevée encore en ce qui concerne l'homme, il y a lieu de prévoir qu'elle ne l'est pas entièrement pour la femme.

Nous ne sommes plus au temps où la femme croupissait, ignorante et stupide, dans les bas-fonds de la domesticité; mais son éducation ne laisse-t-elle plus rien à désirer, c'est une question pendante.

Un homme qui veut se marier ne va point enlever son épouse, ainsi qu'il se faisait autrefois, à la manière d'un gibier; il ne l'achète point au père ainsi qu'une marchandise — du moins tient-il à garder en cela quelques formes —; mais que la liberté du mariage soit entière, ainsi qu'il devrait être, c'est ce dont on peut douter, même en ce siècle libéral.

Une femme en puissance de mari n'est point livrée pieds et poings liés à son arbitraire; ce mari n'est pas son seul juge comme sous l'ancien droit; il n'est pas son *seigneur*, selon l'antique et d'ailleurs fort belle expression; mais que tout soit acquis, en faveur de l'épouse, au point de vue de l'émancipation légitime de la personne humaine et de la reconnaissance chrétienne de ses droits, il faut permettre qu'on y regarde.

Enfin, la femme n'est plus parquée, loin de l'assemblée des hommes, dans un sérail ou derrière des barrières; elle ne va plus voilée comme un objet dont le charme appartient à un seul; elle n'écoute point en silence les belles sentences des hommes, et peut prétendre à exercer une influence par sa parole et son activité. Mais que cette activité ait le champ suffisamment large et dégagé d'entraves juridiques ou routinières, c'est ce qu'on peut encore discuter. Le tout est d'y regarder de près, de ne point exagérer les choses, et de ne point parler ou agir comme si la femme était encore un simple objet, dont l'homme veut bien se servir; mais qu'il relègue, comme le fils de l'Islam, dans la nuit double de l'ignorance et de la séquestration.

Pour décider ce qu'il convient ou ce qu'il ne convient pas d'accorder à la femme, il nous faut des principes, et le tout premier d'entre eux, le plus fondamental n'a pas besoin d'être chassé longtemps : la proie est facile. Ce qu'il faut sauver avant tout, dans l'intérêt de la femme comme dans l'intérêt de son partenaire,

c'est le bien social; car le bien social étant le bien commun, se trouve être par là le bien de toutes les catégories que le corps social renferme.

Mais le bien social, le bien commun n'est pas une chose que l'on puisse garantir tout d'un bloc : c'est une résultante; il se construit avec le bien des éléments nombreux dont se compose la société, éléments dont la hiérarchie s'échelonne, depuis les grands ensembles qui sont à l'organisme social ce que sont les poumons, le cœur ou l'estomac à l'organisme physiologique, jusqu'à l'unité primitive, qui correspondra, socialement, à ce qu'est, dans le corps, la cellule vivante.

N'est-il pas clair que la santé du corps suppose, tout à la base, le bon fonctionnement des cellules organiques, qui sont ses unités primitives? et que de même la santé sociale exige tout d'abord la santé des premiers éléments qui l'intègrent?

Or quels sont ces premiers éléments? Quelle est cette unité sociale, dont la santé, multipliée par des santés pareilles, composera la santé nationale? — C'est là une question qui pourrait vous paraître oiseuse, à ne regarder que le sujet présent. C'en est pourtant la clé;

car suivant la réponse qu'on y fait, la société entière devra s'organiser d'une façon totalement différente, et c'est dire du même coup que le problème féminin, problème fondamental s'il en fut pour l'organisation sociale, y devra trouver ses premières solutions.

Il en est qui se persuadent que l'unité, l'élément primitif dont les figures et les combinaisons diverses engendreront le corps social, c'est l'*individu* humain. C'est une immense erreur, contre laquelle les plus grands sociologues se sont dressés avec véhémence, parce que ses conséquences, je le répète, sont incalculables.

L'unité sociale véritable, ce n'est pas l'individu : celui-ci n'est que matière, parce qu'il n'est pas l'homme au complet. L'homme au complet, par conséquent l'unité, la cellule mère dont la multiplication variée crée le corps social, dont la santé est la condition toute première de la santé sociale, c'est la famille; c'est l'homme uni à la femme et orienté vers l'enfant.

« Il n'est pas bon que l'homme soit seul », a dit la Bible. Régulièrement parlant, cela n'est même pas possible. L'homme isolé n'est pas

véritablement l'homme; il n'en est qu'une moitié; car ni intellectuellement, ni moralement, pas plus que physiologiquement il n'a sa vie complète.

Il y a une sexuation de l'intelligence, a dit un philosophe; il y en a une aussi de la moralité. Chaque sexe fournit à l'autre ce qui lui manque, et du contact affectueux de deux âmes dissemblables, mais complémentaires, une flamme jaillit, un troisième s'engendre, qui est l'homme complet, le couple, dont la Bible a dit : Ils seront deux en une seule chair.

Privé de cette union, et à moins d'une vocation spéciale, chaque individu isolé, homme ou femme, est un être incomplet, une moitié d'être; ce n'est plus l'*homme*, même au point de vue individuel. A plus forte raison cet individu morcelé n'est-il pas l'homme social, puisqu'il est infécond de toute manière.

J'entends par là qu'il ne peut pas produire, d'abord, tout ce dont il est personnellement capable; car, supprimé le foyer, il ne trouve plus ce genre de secours qu'apportent aux armées et à toutes les puissances en lutte les points de concentration et de refuge. Plus de foyer, plus de repos; plus de réservoir de force, plus de chantier de réfection pour l'énergie hu-

maine, plus de forge pour retremper la vie.

J'entends ensuite que cet homme isolé ne peut plus se survivre d'une façon véritablement humaine ; car s'il peut bien semer des enfants sur la route, il ne peut pas les conduire au point où ils le refléteront tout entier, avec ses sentiments, ses croyances, ses traditions, ses ressources, tout ce qu'il y a en lui de meilleur, et que seule l'éducation intensive et prolongée, l'incubation du foyer domestique peut prétendre assurer.

L'union de l'homme et de la femme — l'union *durable et affectueuse*, hors laquelle il n'y a que rencontre ou désunion — telle est donc la base ferme de l'organisation sociale.

L'anneau nuptial est le premier chaînon auquel s'attachent tous les autres ; il ne faut donc pas l'affaiblir. Si l'on veut travailler à la prospérité publique et au bonheur commun, si l'on veut simplement ne pas les compromettre, il faudra ne rien faire contre le lien familial ; mais le favoriser, au contraire, en s'efforçant de réaliser les conditions qui peuvent lui procurer et plus de solidité et plus de valeur.

Quelles sont ces conditions, c'est ce que je n'ai

pas à dire au complet : je vise un cas particulier et dois m'en tenir à ce qu'il exige de lumière. Or, au point de vue où nous sommes, l'important à noter, c'est que la loi qui devra régir le groupe familial ne devra pas contredire celle que nous avons reconnu, tout au début de nos études, être la condition générale de toute vie sociale : le *concours*.

Le concours, qu'est-ce à dire ? C'est-à-dire tout d'abord l'exclusion des antagonismes, et par conséquent la condamnation de cette étrange théorie qui veut donner comme pendant à la lutte des classes la lutte des sexes, lutte homicide s'il en fut, puisqu'elle oppose, chacun à chacun, précisément les êtres dont l'union est la source première de toute fécondité sociale.

C'est ensuite une division intelligente du travail, chacun apportant au groupe le concours d'une action en rapport avec ses aptitudes et ses tendances. Ce que sait faire la femme ; ce qui attire la femme ; ce qu'elle est en état de réaliser, par conséquent, d'une façon supérieure, voilà ce que doit se demander avant toutes choses un féminisme rationnel et respectueux des lois de la vie.

Et par là, Messieurs, se trouverait d'abord ré-

solue une grosse question qui se formule en ces mots d'allure quasi révolutionnaire : *Égalité des sexes*.

Égalité, oui; il n'y a pas de raison pour que la femme, compagne de l'homme, créature raisonnable comme lui, ayant même destinée, même responsabilité en face de la vie, ne soit pas son égale. *Égalité*, dis-je; mais non pas assimilation. Assimiler par force des êtres dissemblables, c'est les conduire à la stérilité, et par conséquent à une vie malheureuse et nuisible.

Or si l'on veut y réfléchir, et écarter une bonne fois les équivoques où s'embarrassent tant de féministes, il faut bien reconnaître que la femme ne ressemble pas plus à l'homme par l'intelligence et par le cœur qu'elle ne lui ressemble par le corps. Il n'est nul besoin, pour le penser, de faire appel à une supériorité quelconque. Je ne serais pas disposé, pour ma part, à reconnaître sans discussion une supériorité de ce genre. Je ne le serais pas même à accepter cette répartition des valeurs humaines entre les sexes que tant de femmes admettent : à l'homme l'intelligence; à la femme le cœur. Cela n'est point exact; c'est une de ces divisions enfantines qui procèdent d'une vision des choses par trop simpliste. L'homme a des qualités in-

tellectuelles que la femme n'a point; mais la femme a des qualités intellectuelles que ne possède point l'homme. La femme a des qualités de cœur dont l'homme n'est point pourvu au même degré; mais l'homme en revendique pour sa part que la femme ne saurait montrer d'ordinaire. Il n'y a pas inégalité; en tout cas elle n'est pas évidente, et le fût-elle tout à fait, elle ne saurait justifier un traitement inférieur; car tout le monde doit reconnaître que la moyenne des femmes fût-elle jugée inférieure à la moyenne des hommes, elle l'est infiniment moins que la moyenne des hommes ne l'est aux mieux doués d'entre eux, qui les traitent cependant en égaux.

Mais s'il n'y a point inégalité, encore une fois il y a *dissemblance*. Or cela suffit pour que les fonctions attribuées à l'un et à l'autre sexe doivent être diverses.

Qu'importe la valeur, là où il s'agit d'une *adaptation*? Pour caler une table, un morceau de bois vaut une pièce de cent sous; il vaut mieux. Un diplomate de première force serait à coup sûr bien en peine de tailler convenablement une vigne, et Bonaparte, avec tout son génie, n'eût pas remplacé sans quelque peine le bottier d'un de ses régiments.

Qu'importe donc que la femme vaille l'homme, ou même beaucoup mieux, si elle ne vaut pas pour ce que fait l'homme?

Or ceci semble indubitable aux gens les plus sensés, et parmi les femmes elles-mêmes.

Les plus réfléchies de ces dernières, celles par conséquent qui devraient être le plus portées à croire les femmes capables de sortir tout à fait de leur condition actuelle, ont au contraire un sentiment très vif des exagérations féministes. Elles se rendent compte de cette vérité — devrait-il être nécessaire de l'énoncer? — que la femme diffère de l'homme de toute manière, par ses tendances et ses capacités; que d'ailleurs, ainsi que le répètent toujours les maîtres de la vie morale, la vocation d'un être se détermine précisément par la considération de ses capacités et de ses tendances, et qu'enfin, c'est rendre un être malheureux et artisan de malheur que de le sortir de sa vocation.

Toute femme qui s'écoute elle-même, qui ausculte son cœur, à moins que ce ne soit une déviée ou une exception hors de cause, doit reconnaître que sa tendance première la porte vers les choses de la vie intime et familiale, plutôt que vers la vie de plein air et d'action publique; que si elle n'a point l'âme faussée

par d'étroits calculs, par des influences perverses ou futiles, elle a le goût de la maternité; puis de l'éducation dévouée et attentive; puis de l'influence élargie; mais d'ordre intime, toujours, de sorte que si elle agit au dehors, c'est en quelque manière parce qu'elle emporte avec elle le foyer.

La femme est pleine d'ambitions, comme nous tous; mais ce ne sont pas les mêmes. Elle rêve d'influence plus que de gouvernement; elle aspire à régner plutôt qu'à conquérir; à imposer son charme, plutôt qu'à faire plier sous sa loi.

Et ses capacités sont de même ordre. Comment en serait-il autrement? On n'est porté à entreprendre que ce qu'on est capable de réussir, et c'est pourquoi la femme, qui aime le détail et l'influence intime, est plus capable d'administrer que d'acquiescer, d'ordonner que de créer, de subjuguier silencieusement que de combattre.

Tout cela, sans doute, ce sont des généralités, et nous ne pouvons prétendre y trouver une règle absolue ou suffisante; mais c'est le dessin sommaire dont il ne faudra pas s'écarter, sous peine de bouleverser la vie sociale.

Une esquisse n'est pas un tableau; mais il en est le point de départ; il faut que l'inspiration

de l'artiste y revienne sans cesse, et s'y retrempe.

Ainsi allons-nous faire, Messieurs, en serrant de plus près notre problème, à peine exposé jusqu'ici, et en essayant de fixer les conditions normales de la vie féminine, soit à l'intérieur du foyer, soit au dehors.

II

Au regard de la vie familiale, il est des féministes tellement radicaux que l'idée qu'ils se font de l'émancipation de la femme va jusqu'à préconiser l'*union libre*. Je ne discuterai pas leur pensée, supposant qu'entre nous cela est inutile. Cette grossière et absurde conception ne mérite pas l'examen d'un moraliste, à plus forte raison d'un chrétien.

Mais une autre théorie, qui se rattache à celle-ci; qui n'en est, tout au fond, qu'une atténuation, pourrait nous retenir davantage; car elle ne manque pas de séduire des chrétiens très sincères : c'est celle du divorce, du divorce de plus en plus facile qu'on nous prêche : di-

vorce par consentement mutuel, sans autre motif invoqué; divorce par la volonté persistante de l'un des deux conjoints, également sans motif allégué autre que l'ennui constaté de vivre ensemble.

Je ne puis traiter ici, en deux mots, une aussi grave question; elle dépasse de beaucoup les bornes du sujet qui nous occupe; mais au point de vue de ce sujet, et en ce qui touche l'intérêt féminin, je puis bien constater que, de l'avis des sociologues les plus compétents, le divorce n'a pas amélioré la condition de la femme. Il a pu dénouer quelques situations trop tendues; il en a tendu d'autres; il a procuré au mari inconstant le moyen facile de secouer le joug des devoirs les plus sacrés, et dans l'ensemble, il n'a émancipé en fin de compte qu'une chose : les passions.

A plus forte raison le divorce élargi, montrant la porte ouverte à tous les caprices et à toutes les faiblesses, ne serait-il point favorable à la femme. Tout ce qui ébranle la pierre du foyer doit troubler la sécurité de celle qui y est assise. Relâcher le lien conjugal, c'est exposer la femme à n'être que le jouet, l'esclave qu'on achète et qu'on vend, au lieu du compagnon de vie qui doit être à jamais un autre soi-même.

A un point de vue différent, en étudiant l'union de l'homme et de la femme non plus relativement à sa durée, mais relativement à la situation réciproque des conjoints, le féminisme radical voudrait organiser autrement la famille. Il voudrait décréter l'égalité des époux, non pas dans le sens élevé où nous la prêchons nous-mêmes; mais au point de vue légal, la monarchie familiale devenant une *dyarchie*, un pouvoir partagé, une association pure et simple, se gouvernant par un accord sans cesse à intervenir, comme dans les sociétés commerciales ou industrielles.

Parler ainsi, c'est méconnaître l'urgente nécessité que nous avons reconnue de garder au foyer sa stabilité et sa solidité complètes.

La famille est l'unité sociale, disions-nous; mais encore faut-il que ce soit une unité; encore faut-il qu'elle conserve une influence et une responsabilité collectives. Or, supprimez l'autorité maritale, et mettez à la place l'égalité des droits, vous n'avez plus qu'une unité dédoublée, c'est-à-dire une matière amorphe, incapable d'entrer en composition harmonieuse, pour engendrer le corps social. Celui-ci deviendra un conflit d'éléments dispersés; car il ne suffit pas de poser un toit sur quelques

mètres carrés de nos domaines de lutte et d'y allumer du feu pour créer un foyer. Un foyer, c'est une unité morale, et tout philosophe vous dira qu'une unité ne se compose jamais de pièces égales. Il faut un lien; il faut une âme du groupe; or cette âme, quand il s'agit de société, familiale ou civile, c'est l'*autorité*. Brisez l'autorité, vous brisez l'unité, vous créez l'anarchie, vous empêchez la finalité sociale de s'exprimer dans une volonté, de se réaliser dans les faits, de diriger l'application des forces et de vaincre les résistances.

Ce n'est pas que je veuille dire qu'on ne puisse en aucun cas arriver à l'unité qu'en faisant appel au principe monarchique : il y a des unités de raison qui ne s'incarnent point dans une personne; il y a des républiques. Mais une république à deux, cela ne sera pas toujours facile.

Quand le mariage est parfait; que les époux s'entendent à ravir; que le cœur est prêt aux ententes amiables et, s'il le faut, aux concessions, pas n'est besoin de faire appel à l'autorité; et remarquez bien que c'est là, en fait, ce qui se passe plus ou moins dans tous les maria-

ges qui ne sont pas des malheurs. On se partage les responsabilités selon les aptitudes ou les possibilités de chacun; la femme fait acte d'autorité au nom de la famille bien plus souvent que l'homme, quoique ce soit en de moindres objets, et en ce qui regarde les grands intérêts, si c'est l'homme qui signe, n'est-ce pas souvent la femme qui tient la main? La vie se charge de plier le code à ses exigences, et l'affection n'a cure de ce qu'on appelle le droit.

Mais il faut tout prévoir; il peut y avoir conflit, et n'est-ce pas d'ailleurs dans cette prévision que le féminisme radical veut rendre égaux les droits, afin de fortifier l'opposition en la légalisant?

Si tout va bien, ce n'est pas la peine de dire à la femme : tu es libre; ce n'est qu'une tentation à lui fournir; et si elle n'y est point accessible, encore bien moins prisera-t-elle le prétendu trésor que vous lui apportez. La femme qui aime ne veut point être libre; il lui plaît d'obéir; elle aime qu'on lui dise : Fais ceci, comme le centurion de l'Évangile. « Le bonheur de l'homme, a écrit Nietzsche, s'appelle : *Je veux*; le bonheur de la femme s'appelle : *Il veut.* »

Mais si le mariage est imparfait, et si, un

jour ou l'autre, les volontés entrent en conflit, je demande s'il n'est pas nécessaire qu'il y ait quelqu'un qui décide.

Les auteurs dont je parle sont bien obligés d'avouer qu'il doit en être ainsi, et, ne trouvant plus, dans leur maison sans chef, le magistrat que la nature désigne, ils vont en chercher un au dehors: ils font appel à l'autorité de l'État, pour dirimer les questions familiales. Et il suffit de cette proposition pour juger leur système; car sans parler de sa complication pratique, l'introduction d'un tiers au foyer conjugal, ou même la seule pensée que cela fût possible, ne serait-ce pas la discorde installée, la désunion érigée en principe, quelque chose comme l'appel à l'étranger, dans le gouvernement des états, mesure dont on connaît les suites, et pour laquelle les patriotes ne peuvent avoir que répulsion et mépris.

Il faut donc que l'autorité familiale soit maintenue.

Mais alors, faudra-t-il, la retirant à l'homme, la déposer entre les mains de la femme? Ce serait le « manoir à l'envers », et à ceux qui pourraient y rêver, je demanderais : Pourquoi, si la femme est d'ordinaire capable de gouverner

la communauté à la place de l'homme, pourquoi le sentiment universel, accepté des femmes mêmes, assimile-t-il constamment la veuve à l'orphelin? Est-il beaucoup de veuves, fussent-elles féministes, qui ne gémissent sur le sort d'une femme seule? En est-il en grand nombre qui, même médiocrement heureuses en ménage, considèrent le veuvage comme l'affranchissement?

Aussi les plus farouches féministes n'oseraient-ils proposer le gouvernement féminin à titre de mesure générale : mais il en est, et de très graves, qui voudraient laisser cela à la liberté des conjoints, lesquels en jugeraient d'après leurs convenances, leur valeur réciproque ou celle de leur apport.

Je ne puis me persuader que ce soit là une proposition sage.

Il peut se faire qu'en plus d'un cas la femme soit à la hauteur d'une telle tâche; qu'elle y excelle tout à fait, et que l'homme ait tout lieu de se féliciter de son abdication volontaire; mais les cas isolés ne doivent point faire la loi; celle-ci doit s'établir en considération des phénomènes généraux. Demander au législateur de se désister ici, et de sanctionner aussi bien le gouvernement de l'homme par la femme que

celui de la femme par l'homme, c'est-à-dire un état de choses généralement anormal aussi bien qu'un état de choses généralement heureux, c'est lui demander de se désintéresser de la nature des choses, et de verser dans un libéralisme excessif qui serait mieux nommé l'anarchie.

Il faut avouer cependant, Messieurs, que sans entamer sérieusement l'autorité familiale, il y aurait lieu d'écouter certaines doléances, et, prudemment, de répondre à certaines exigences que des juristes très experts ne trouvent pas subversives, et que le moraliste chrétien doit déclarer, dans ce cas, éminemment respectables.

Il paraît hors de doute que les droits du mari, relativement aux biens de famille, c'est-à-dire à la sécurité et à l'avenir communs, sont à tout le moins excessifs. Sous le régime de la communauté, en particulier, régime déclaré par le code « le droit commun de la France », et qui est le droit universel pour tous ceux que l'inexistence de leur fortune initiale dispense de passer chez le notaire, le pouvoir marital peut à bon droit paraître exorbitant.

Le mari peut aliéner, hypothéquer à lui seul ce qui appartient à deux; ce qui fait la sauvegarde commune. Tout ce qui peut échoir à la femme au cours du mariage, par héritage ou par son travail personnel, tombe *dans la communauté*, c'est-à-dire que le mari peut le dilapider à sa guise, à la seule condition que ce soient des biens mobiliers; de sorte que la femme qui travaille à l'usine, au magasin, à la manufacture ne peut même pas toucher son salaire.

Dans ces ménages ouvriers, les plus intéressants de beaucoup, à ce point de vue, on voit plus d'une fois se réaliser ce mot pittoresque : « C'est le mari qui est *la dépense* ; c'est la femme qui est *la recette* » : dans ce cas, n'est-il pas simplement inique que l'homme tout seul soit *l'administration*?

Ce n'est pas à moi de décider ce qu'il conviendrait de faire ici; je sais que la question est complexe; mais il me semble que le juriconsulte a là une tâche urgente. La communauté qui consiste à dire : Tout ce qui est à toi est à moi, sans ajouter la réciprocque, est d'une insolence trop grossière. Autant il est beau que des donations spontanées et la fusion entière des intérêts viennent compléter celle des cœurs,

en assurant, par delà encore, l'avenir d'être en qui l'on sait se retrouver, autant il est odieux que la loi impose brutalement des abandons qui peuvent être mortels.

Mais ce n'est pas tant dans les lois, que je voudrais voir les droits de la femme reconnus, et les injustices encore existantes corrigées : c'est dans les mœurs.

J'ai rappelé qu'autrefois, dans certaines peuplades, on enlevait les femmes; que dans d'autres, ou dans les mêmes, plus tard, le père les vendait littéralement. La civilisation chrétienne sut établir partout plus de justice; mais elle ne put empêcher aussitôt qu'on laissât plus ou moins subsister, dans le contrat de mariage, les caractères ou les traces d'un contrat de vente, en ce que ce contrat était passé moins entre les conjoints qu'entre les deux familles qui s'alliaient.

Et n'est-ce pas ainsi qu'aujourd'hui encore beaucoup de parents entendent les mariages? Ce sont eux qui marient leur fille; ce n'est pas leur fille qui *se marie*. Le Christianisme a exigé le *oui* sacramentel; il a même prévu que ce *oui* pourrait être arraché par une contrainte mo-

rale capable d'anéantir ou de diminuer gravement la souveraine liberté qui doit présider à un tel acte ; mais le moyen de constater, de démontrer juridiquement cette contrainte échappe le plus souvent ; il y faut en tout cas des procès, de graves ennuis et de la dépense. Aussi n'est-ce pas aux lois qu'on peut se confier ici ; c'est le progrès des mœurs qui est en cause. Il faut crier aux parents inconscients de leur devoir que leurs enfants, même leurs filles, sont des *personnes* et non des *choses* ; que la femme est *personne* autant que l'homme ; qu'on n'en peut disposer pour la vie sans son consentement, sans sa volonté personnelle, éclairée et absolument expresse.

Qu'on la protège, soit ; qu'on la conseille, encore mieux ; mais la forcer, jamais ! Et même dans les conseils et dans la protection qu'on exerce, qu'on ait garde de prendre ses convenances personnelles pour l'intérêt de l'enfant, et la divergence de désirs entre les parents et leur fille pour une aberration évidente de celle-ci.

Après le mariage, à plus forte raison y a-t-il lieu de rappeler au mari ses devoirs, et de lui faire comprendre que l'autorité maritale,

chrétiennement comprise, n'est pas le droit de vie et de mort d'autrefois ; pas même le droit de caprice, de volonté irréfléchie et imposée par force.

Le mari est le *chef* de famille ; mais il n'est pas un maître. « N'appellez personne maître, a dit le Christ ; vous n'avez qu'un seul maître, c'est Dieu. »

Le maître est autre chose que le chef ; il y a, entre les deux, cette notion que la pensée chrétienne a introduite, et qu'elle rappelle sans cesse sans parvenir toujours à l'imposer : la notion de la personne morale.

On peut être le chef d'une personne ; on ne peut être le maître que d'une chose. Le maître *possède* ; le chef *dirige* ; le maître peut avoir des caprices : son droit est total ; le chef est lié par des devoirs et limité par le droit d'autrui. « Que celui parmi vous qui est le premier soit le serviteur de tous », dit le Sauveur. Et cette conception de l'autorité qu'il apportait, il l'opposait aux conceptions païennes : « Les princes des gentils les tyrannisent, et les grands les dominent : qu'ils n'ensoient pas ainsi au milieu de vous. » Ce sont donc des païens, ceux qui comprennent l'autorité autrement que comme un service, et qui, dans la famille, abusent de la force ma-

térielle ou morale que leur confère leur sexe pour opprimer une créature investie des mêmes droits, chargée des mêmes devoirs, fille du même Dieu.

Je cours, Messieurs! il y aurait ici beaucoup à dire; mais j'ai crainte d'abuser de vous, et ce serait d'autant plus mal à moi que vous ne pourriez pas vous venger. Nous sommes à la fin de nos conférences, et vous ne pourriez pas dire de moi :

Faisons-le court en ne l'écoutant point.

Je passe de suite, et pour finir, à l'examen des revendications féministes en ce qui concerne non plus la vie à l'intérieur, mais le dehors.

III

Le principe de la division du travail entre l'homme et la femme, de la répartition des efforts suivant l'attrait et l'aptitude devrait, en général, garder la femme à la maison, et ne

point la livrer aux métiers du dehors, ou à ce qu'on appelle les *carrières*.

Une fois que la femme a rempli son rôle au dedans; qu'elle a supporté les peines matérielles et morales de la maternité; qu'elle a pourvu à l'éducation des enfants, veillé avec attention et économie au bien général de son intérieur, il me semble qu'elle a payé suffisamment son écot à l'association familiale et à la société entière. Des soucis étrangers ne lui feront pas, sans doute, renier le devoir du dedans, mais la mettront dans l'impossibilité de le remplir.

Pousser la femme au travail extérieur, aux carrières, c'est donc la pousser au célibat ou à la négligence de ce pour quoi elle est tout d'abord faite.

Ce que fait la femme au foyer, personne ne le fera sans elle; ce qu'elle ferait ailleurs, on y peut suppléer. Il faut donc, en principe, que la société fasse effort pour restreindre dans toute la mesure du possible le travail extérieur de la femme.

Mais les principes ne sont pas tout; les faits s'imposent, inexorables, à notre société fiévreuse, et le besoin, plus fort que les prin-

cipes, arrache à leur foyer des milliers de créatures que l'intérêt social y retiendrait, pour créer, à la place de la mère et de l'épouse, cette souffrance et cette plaie sociale qui s'appelle l'ouvrière.

« L'ouvrière ! s'écriait Michelet, mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer, et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès. » Et Jules Simon, après un an passé à inspecter les grands centres industriels en vue précisément de cet objet, concluait : « Il y a dans notre organisation économique un vice terrible qui est le générateur de la misère et qu'il faut vaincre à tout prix, si l'on ne veut pas périr ; c'est la suppression de la vie de famille. La femme, devenue ouvrière, n'est plus une femme ¹. »

Les socialistes, d'ailleurs, qui sont en général les plus féministes des féministes, reconnaissent ces conséquences ; mais il s'en trouve pour s'en réjouir, comme d'un résultat propre à hâter l'avènement d'un état de choses où la

1. Les mêmes conclusions étaient adoptées, 40 ans après, en 1901, après une vaste enquête, par les inspecteurs du travail de l'Empire allemand. On trouve le résumé de leur rapport dans la *Réforme sociale* du 16 janvier 1902.

vie domestique, disent-ils, se réduira au *strict nécessaire*. On sait ce que cela signifie ¹ !

Mais puisque la nécessité est là, plus forte que nos vœux, et plus forte sans doute que les pouvoirs sociaux, encore faut-il que le travail féminin remplisse son objet et procure les ressources qu'on lui demande. Or il en est très loin, et à lire certains livres, on est tenté de dire que la femme ouvrière est véritablement, chez nous, une martyre ².

Ce que le féminisme sérieux réclame pour elle, sur ce point particulier, doit nous paraître bien modeste : « Égalité de salaire pour un produit égal du travail ». N'est-ce pas le minimum de ce qu'on peut demander ? Comment refuser à l'être faible, à l'être dont le travail est double, puisque les soins de famille l'attendent, après que la tâche extérieure est remplie ; à l'être dont l'effort devrait par conséquent compter double,

1. « Il n'est pas douteux qu'avec le développement pris par le travail féminin, la vie de famille va se perdant de plus en plus pour l'ouvrier ; que la désorganisation du mariage et de la famille en est la conséquence ; que l'immoralité, la démoralisation, la dégénérescence de l'espèce, les maladies de toute nature, la mortalité des enfants augmentent dans d'affreuses proportions. » (Bebel, *La femme*, p. 155.)

2. Cf. *Salaires et misères de femmes*, par M. le comte d'Haussonville.

comme celui du soldat à l'étranger, comment lui refuser du moins l'égalité de traitement qu'il réclame?

Je connais les difficultés; mais on doit faire effort pour les vaincre; nous ne pouvons point passer à côté de telles misères, de telles fatalités prétendues sans être pris de pitié, et sans nous dire : Allons! essayons de soulever ce rocher.

Mais la femme avocat? la femme médecin? la femme notaire? la femme professeur de Sorbonne?...

Je vous avouerai, Messieurs, que leur cas m'intéresse beaucoup moins. Je ne refuserai pas, pourtant, de vous dire ce que j'en pense.

Je pense que la femme médecin peut rendre en certains cas de grands services; quoique dans les cas graves, je doute qu'on s'en rapporte à sa fermeté d'âme et à sa possession d'elle-même.

La femme avocat ne me semble pas devoir autrement réussir; mais je ne demande pas mieux qu'on essaie : si les clients s'en trouvent bien, je ne vois pas pourquoi nous nous en trouverions mal.

D'une façon générale, quand il s'agit de fon-

tions telles que les intéressés puissent choisir, pourquoi ne tenterait-on pas l'aventure? Ni les clients ne viendront, si des garanties ne leur sont en général offertes; ni la femme elle-même ne persévéra dans une voie où elle ne trouverait que la honte ou le malheur. Pourquoi, en lui fermant les portes, lui donner l'impression qu'elle est une victime et que, par un abus odieux de la force, l'homme garde pour lui seul toutes les positions lucratives?

D'ailleurs, à laisser ouvertes ces portes, on gagnera de laisser un débouché honorable à des femmes qui, supérieurement douées, ne peuvent d'autre part exercer, pour une raison ou pour une autre, le rôle que semblait leur indiquer la nature. Celles qui ne peuvent se marier; celles qui n'ont point d'enfants, ou qui les ont perdus, et qui sont là comme des âmes en peine, comme des forces inutilisées dans une maison vide, menant une vie languissante, sorte de mort prématurée, trouveront quelque chose à tenter, si elles en ont le courage.

Et puis enfin, l'on a beau dire: le rôle de la femme est la maternité, encore faut-il qu'elle y aille librement. Il ne semble point équitable que la femme étant la créature raisonnable et libre que nous avons reconnue, la société ne lui rende

la maternité désirable que parce qu'aucune autre voie ne lui serait ouverte. Son instinct va au foyer ; qu'on le lui rende désirable, et je ne suis pas trop inquiet de le lui voir désertier pour le barreau ou la littérature.

Autrement grave, Messieurs, et grosse de conséquences, est la question de l'introduction de la femme dans la vie politique. La femme électeur — et éligible ; car les deux choses semblent bien aller de pair, c'est un problème social qui demanderait à lui seul de longues études. Vous trouveriez dans les deux camps des hommes graves ; mais les plus graves, et les mieux inspirés à mon très humble avis, ne sont pas favorables, dans les conditions actuelles de la politique française, à cette innovation.

Je dis dans les conditions actuelles de la politique française, parce que, en pareille matière, on ne peut tabler sur l'absolu. A certaines époques, chez certains peuples, on nous affirme que le vote féminin donne les meilleurs résultats ; que l'éligibilité féminine est une source de paix, de moralité et de prospérité publique. Je le veux bien, et par certains côtés, je le comprends ; mais actuellement, en France, je me permets de mettre en doute les heureux résultats de cette mesure.

Car il ne sert de rien de remarquer qu'en écartant la femme des fonctions publiques, on prive celles-ci de valeurs individuelles dont nous pourrions grandement profiter. Il y eut dans tous les siècles des femmes qui furent des politiques éminents ; des reines qui égalèrent les plus grands rois. Et que de femmes, j'en conviens, gouverneraient mieux la France que nos législateurs actuels !

J'entendais dire dernièrement à l'un de nos législateurs que sur la plupart des questions d'affaires, à peine vingt ou trente députés sont sérieusement compétents. Les autres connaissent... la politique, c'est-à-dire rien du tout, à part leur intérêt électoral. Il en est de même proportionnellement en tout le reste ; de sorte que l'apport féminin, s'il devait être heureux, ne serait pas inutile. Mais serait-il heureux, c'est toute la question, et l'idée générale qu'on émet ne sert de rien pour la résoudre.

Pas davantage suffit-il d'observer qu'il y a quelque chose d'étrange, et même d'anormal, à voir les incapacités politiques de la femme tenir devant le principe proclamé de l'égalité devant la loi.

Si tous les hommes, dit-on, « naissent libres et égaux en droits », pourquoi pas les femmes ?

Dans les autres domaines, personne ne se trouve lié ainsi par les hasards de la naissance, et empêché de concourir, s'il en est capable et s'en donne la peine, pour la conquête d'une position quelconque.

Tout cela est pleinement vrai; mais il est vrai aussi, tout d'abord, qu'il y a aujourd'hui réaction, ainsi que je le notais, dans certains groupes non méprisables, contre ce qu'on appelle *l'erreur révolutionnaire*. De hautes consciences et des compétences très sérieuses trouvent qu'on a fait fausse route, ou bien marché trop vite. Ils font entendre les cris des milliers de victimes de la concurrence illimitée, et font toucher du doigt l'anarchie régnante. On leur répond : C'est un moment de transition; à quoi ils répliquent : Oui, transition; mais transition entre le malaise et la ruine.

En attendant que le débat soit clos, on peut sans doute trouver sage de ne pas exposer l'avenir familial dans une redoutable aventure. Jeter la femme, après y avoir jeté l'homme, dans la lutte pour la vie sous la forme des luttes politiques, c'est y jeter deux fois l'enfant, et risquer doublement le bien commun qu'il incarne.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, et fût-il certifié

que l'idéal de *Quatre-vingt-neuf* en est un — ce que je crois fermement, pour ma part, j'ai dit pourquoi l'année dernière¹, — toujours est-il que ce n'est qu'un idéal. En vie sociale, toutes les thèses absolues sont fautives; la seule règle pratique, c'est de sauvegarder la vie, de la promouvoir dans toute la mesure possible, mais sans jamais imprimer au corps social, sous prétexte de théories et de progrès, des secousses perturbatrices et homicides.

Or, à considérer les choses sous cet angle, j'ai peine à croire que les droits politiques accordés à la femme puissent amener un bien, dans notre France contemporaine. Il me semble évident, en ce qui concerne l'éligibilité, que briguer la députation ne serait le fait, chez nous, et à l'heure actuelle, que d'une minorité féminine des moins recommandable, et si cela est, ce n'est pas le moment d'ouvrir la porte. On ne soulève pas les écluses, voulant de l'eau claire, lorsque c'est l'eau fétide qui va passer.

En ce qui concerne le droit de vote, les mêmes doutes surgiraient; il y aurait seulement lieu à des arguments plus subtils, et peut-être à des distinctions plus nombreuses.

1. Cf. *Nos vrais ennemis*. Les fausses libertés. I et II. Paris, Lecoffre.

« Il est si irrationnel, dit un de nos écrivains, que dans un pays de suffrage universel, le suffrage ne soit pas universel; il est si irrationnel que l'alcoolique qui porte ma valise de la gare d'Orléans à mon domicile soit électeur, et que ma sœur ne le soit point; il est si irrationnel que la femme soit contribuable et ne soit point électeur; il est si irrationnel qu'une châtelaine veuve, qui administre son domaine, voie voter tous ses domestiques et ne vote point; il est si irrationnel que la femme subisse la loi et toutes ses charges et ne contribue pas à la faire, qu'il n'y a absolument aucun argument, *même faux*, à faire valoir contre le droit des femmes à voter, à être électeurs et à être éligibles¹.

J'en demande pardon à notre auteur; mais il y a des arguments, et ils sont bons.

Il y a d'abord que le suffrage universel n'est pas un dogme. Il y a ensuite que toutes les grandes lois sociales comportent un certain nombre d'inconvénients, voire d'anomalies, au nombre desquelles on peut ranger ce qu'on nous signale; mais que ce n'est pas une raison pour qu'elles n'aient aucune justification ra-

1. Émile Fagnet, *Revue Bleue*, 17 mai 1902.

tionnelle. Il y a aussi que le suffrage universel fût-il déclaré intangible, son organisation actuelle ne l'est point, et que sans doute on peut l'organiser de telle sorte que la femme y puisse prendre part sans abus, en tout cas être représentée d'une façon ou d'une autre dans ses résultats; mais que cet avenir étant lointain, il ne faut pas devancer les âges.

Je vais plus loin, et je concède volontiers que si le droit de vote était accordé aujourd'hui, sur toute l'étendue du territoire, à toutes les femmes de France, je ne fais aucune espèce de doute que la première chambre ainsi nommée ne fût meilleure que la nôtre. Seulement cela ne m'émeut pas; car il faut voir la suite. C'est le propre des esprits superficiels de ne voir qu'un côté des questions. Le droit de vote, tel qu'il s'exercerait aujourd'hui, et encore mieux l'éligibilité aux charges publiques, dans les conditions actuelles, c'est la femme jetée en pleine violence, au milieu de compétitions et de passions où le caractère féminin, si porté à l'intrigue, si peu maître de soi, produirait de plus grands maux encore que chez l'homme.

Voyez-vous les femmes traînant l'honneur de leur foyer, l'intérêt de leurs enfants, leur propre considération au milieu de nos luttes

d'aujourd'hui? Les voyez-vous dans nos réunions électorales, dans les couloirs des Chambres? Voyez-vous les imputations, les soupçons, les inconvenances outrageantes, toute cette monnaie courante de notre politique, dont l'homme ne se défend point, et dont la femme serait la victime permanente?

Là où l'on ne respecte rien, comment espérez-vous qu'on la respectera? Y a-t-il aujourd'hui des cheveux blancs, ou des services rendus, ou du talent, du génie même qui vous mettent à l'abri des seaux de boue? Pourquoi voudriez-vous amener dans cette sentine vos femmes et vos filles? Y songez-vous, Messieurs? Que ferez-vous pour les protéger, et combien de fois par jour tirerez-vous l'épée pour venger leur honneur?

Si un malheur accable notre politique, c'est que trop de gens s'en occupent : si vous doublez d'un coup la dose du bruit — ou pour mieux dire, si vous la quadruplez; car on m'accordera qu'au regard de la femme cette proportion est modeste — qu'allons-nous devenir?

C'est une des erreurs de ce siècle, au jugement des plus grands, que d'avoir livré les grandes affaires à de petits cerveaux, en trop grand nombre, et trop mal préparés : il ne faut

pas nous y enfoncer davantage, et pendant ce temps-là faire désertier le foyer, laisser la maison vide, et le berceau en des mains étrangères et glacées.

J'en appellerais volontiers, Messieurs, pour dirimer cette question, aux femmes elles-mêmes, aux vraies femmes, j'entends les plus intelligentes, les plus capables de se connaître. Personne plus qu'elles ne serait compétent; car si la femme a quelque chose d'incontestable, c'est un instinct très sûr de ce qui lui convient à elle-même. Or je ne crains pas leur désaveu si je leur dis pour la seconde fois, et tout spécialement dans la question présente : Vous ne voulez pas gouverner; mais régner. Vous ne voulez pas que l'homme vous traite en collègue; vous voulez qu'il vous traite en divinité. Vous ne voulez pas qu'il vous obéisse; vous voulez qu'il vous aime, qu'il vous respecte, et qu'il se sacrifie pour vous et vos enfants. Vous ne voulez pas, en un mot, la domination; mais l'influence. Or, sous prétexte de vous donner celle-là, on va vous arracher celle-ci. N'acceptez pas ce don néfaste, et restez femmes, si vous ne voulez pas n'être rien!

Il resterait à dire, Messieurs, en quoi consisterait cette *influence* que je voudrais voir la femme exercer dans le domaine de la vie publique. Ce serait un sujet admirable, et je compte bien y revenir quelque jour. En ce moment, je ne puis que marquer les têtes de chapitre.

Je voudrais que la femme, par toutes les ressources dont elle dispose, et elles sont immenses, se consacrat à faire des hommes, au lieu de s'efforcer sottement de faire l'homme; qu'elle fût citoyen par ses fils et par son mari, au lieu de vouloir devenir *citoyenne*.

La femme dispose du foyer, d'où tout part; où tout revient pour se retremper; où l'homme se fait moralement et intellectuellement autant que matériellement, et d'autant mieux que ce centre est plus loin des influences du monde. Un livre est d'autant plus fort, a dit un philosophe, qu'il est écrit loin du public : ainsi les âmes se trempent mieux à la chaleur ardente du foyer que dans les courants froids de la vie publique. Que sera-ce, si le foyer contient Dieu !

Par une éducation chrétienne mieux comprise qu'aujourd'hui, et où la femme, mieux préparée, donnerait davantage d'elle-même, celle-ci pourrait avoir une influence immense

sur les destinées de ce monde, et de l'autre.

Après l'éducation, il y aurait le concours; la femme poussant l'homme vers le bien, se faisant à la fois son conseil, son stimulant aux heures mauvaises, sa récompense et son repos après l'action. C'est à elle qu'il convient de porter l'homme aux actions généreuses, au lieu de l'ignorer, jeune fille; fiancée, de le nouer, de l'annihiler fort souvent, en attendant qu'épouse elle lui impose la médiocrité au nom d'intérêts égoïstes.

Qu'elle fasse de la politique par le côté où la politique est une morale; par le côté où elle est une religion, la religion de la patrie, le culte de l'honneur et du droit. C'est son rôle. Les hommes oublient souvent le côté supérieur des choses, entraînés qu'ils sont par la lutte quotidienne et les coalitions des partis. La femme devrait être ici l'influence qui calme et qui élève; qui rappelle le bien à qui l'oublie, et qui, par sa seule présence et son attitude, empêche les luttes sociales de devenir une mêlée grossière où tous les principes élevés succombent, où tous les sentiments du cœur sont vaincus.

Adoucir le malheur, n'est-ce pas aussi son rôle? Elle n'y a pas manqué : nous lui devons ce que nous avons de meilleur; mais qu'il lui reste

à faire! et comme je voudrais qu'elle n'eût point de repos jusqu'à ce que, par de magnanimes instances, elle eût forcé les hommes à la paix, et banni la souffrance de la terre dans toute la mesure que permet cette misérable vie.

Mais pour assurer tout cela, ce que je voudrais, c'est que l'éducation féminine se réformât, comme tout le monde sent, aujourd'hui, qu'elle a besoin de le faire; qu'une instruction plus solide, donnant la moelle des choses, sans se perdre dans les complications et la spécialité, mit la jeune fille en état de comprendre plus tard son mari; de conquérir son estime; de le suivre d'un regard intelligent, sinon entièrement compétent, dans sa carrière; de l'aider ainsi, de pénétrer sa vie davantage, l'épousant doublement, au lieu d'être pour lui la personne qui coud des mouchoirs ou la perruche qui amuse le visiteur, au perchoir du salon.

Qu'enfin et surtout, dirai-je, l'éducation de son cœur sorte la femme de la sentimentalité fade, de la religiosité mièvre, pour l'introduire dans des domaines de pensée plus ouverts, dans des amours plus généreux et plus forts; que son âme élargie dépasse quelque peu les

horizons de la mode, de la chapelle tendue de bleu et du roman d'amour pour essayer de voir le monde, le monde qui travaille et qui souffre, et qui soupire sans le savoir après Dieu.

Lui apporter ce Dieu, sous toutes les formes où il se montre : bonté, lumière, beauté, amour; le lui apporter en nature, en lui prêchant le Christ, ou mieux, en le montrant en soi, ce serait le rôle sublime de la femme chrétienne.

La femme chrétienne n'a sa maison que comme quartier général et comme centre; sa vue s'étend au loin; son cœur rayonne. Toute la famille humaine est son foyer; tous les enfants sont ses enfants; tous les hommes sont ses frères; toute la richesse sociale l'inquiète comme son patrimoine, et au-dessus de tout cela, Dieu lui est tout en tout, et en tous.

Voilà, Messieurs, la mission de la femme.

Il serait beau de la lui prêcher; plus beau pour elle de la remplir. Et cela vaudrait mieux que de quêter un bulletin de vote ou un mandat législatif.

Ce serait la femme évangélique qui fleurirait, modeste et forte. Ce serait Marie, l'idéal éternel de la femme; Marie, qui donne au monde Jésus,

le Fils de l'Homme; qui l'accompagne de son cœur sur les routes poudreuses; qui refait, au retour, ses forces lassées; qui le remplace, une fois disparu, auprès de l'Église naissante; non par l'autorité; non par l'activité dévorante; mais par le témoignage intime, par l'influence réconfortante, qu'elle concilie d'un cœur facile avec l'obéissance filiale à l'autorité établie par Jésus, trouvant ainsi, pour rencontrer son bien-aimé, une nouvelle route, et réalisant le mot de saint Paul, qui est bien, je crois, la réponse générale du Christianisme à toutes les questions féministes : « La tête de la femme, c'est l'homme; la tête de l'homme, c'est le Christ. »

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES.

	Pages.
AVANT-PROPOS	v

LE ROLE DES LUTTES DANS LA VIE SOCIALE

Triste actualité du sujet. — Position de la question.

I. — La doctrine de la lutte pour la vie appliquée à la vie sociale. — La thèse de Nietzsche. — Fausseté de ses conceptions. — Dans aucun domaine, la lutte n'est la condition première du progrès. — Empédocle et Newton. — La « haine féconde » des socialistes. — La loi de concours est le vrai fondement de la nature dans tous les ordres. — Preuve de cette assertion.

L'instinct universel est, au fond, en harmonie avec cette loi universelle. — « La faim et l'amour mènent le monde »; mais entre ces deux forces, c'est l'amour qui a la priorité. — L'amour régit les éléments; il régit la nature animale; il doit à plus forte raison régir l'homme.

II. — Le rôle de la raison est d'amener la solidarité universelle à un degré de réalisation supérieur. — Les forces naturelles, l'instinct et la raison comparés à ce point de vue. — L'homme providence avec la Provi-

dence. — La justice et la charité sont les facteurs humains du progrès. Ils contiennent plus de vraie force que les luttes de l'égoïsme.

Le sophisme de la sélection naturelle appliquée à l'homme. — L'Égalité foncière des hommes et ses conséquences sociales. — La fraternité. Elle est malgré tout en progrès, grâce à la diffusion de l'Évangile. — Preuve du fait et conclusions qu'on en devrait tirer, pour la conduite humaine à l'heure actuelle. — Inconséquence de l'esprit antireligieux. — Notre fil conducteur dans toutes les études qui vont suivre.

LA LUTTE DES CLASSES

Déclaration préliminaire. — Appel à l'auditeur et au lecteur.

I. — Toute société complète se divise en classes; mais le régime des classes peut subir des fortunes très diverses. — Un mot à propos de la noblesse. — La lutte des classes se résume aujourd'hui dans l'opposition des masses qui travaillent à ce qu'elles appellent « la société bourgeoise ». — Pourquoi *bourgeoise*? — La bourgeoisie d'autrefois et celle d'aujourd'hui.

Ce qu'il y a de légitime dans les aspirations du peuple. — Plaintes justifiées. — Le faux remède de l'égalité devant la loi. — La thèse de Nietzsche au sujet des classes. — Sa brutalité et ses sophismes. — Ses reproches au Christianisme constituent pour l'action sociale de celui-ci la meilleure des apologies. — Nietzsche a cependant parmi nous d'inconscients disciples.

Deux parts dans les misères et les inégalités sociales: le remédiable et l'irremédiable. — La vraie et la fausse « fatalité des choses ». — Combien peu d'hommes ont une vie véritablement humaine. — Ce que devrait être ce qu'on appelle la civilisation.

Étrange attitude de certains dans leurs conseils au peuple. — Le palliatif de la charité individuelle. Il est insuffisant. — L'autre devoir. — Toute supériorité est une fonction sociale. — Les jugements instinctifs du peuple. — Leur justification.

« Le mal de l'avenir », d'après Michelet. — Urgence des réformes. — Le rôle de l'opinion.

II. — Qui prêche la lutte des classes? — Attitude contradictoire des prétendus amis du peuple. — La Carmagnole et la fraternité. — La paix universelle et la guerre intestine. — La grève générale et le progrès.

La lutte des classes est le contraire de la vie en société. — Puériles appréciations sur lesquelles elle repose. — Une page de Ruskin. — Les vrais coupables: « les mauvais sujets de toutes les classes ». — Préjugés populaires sur la possibilité immédiate des réformes. — Utopies socialistes. — Un mot de Gambetta. — Une sentence de Balzac. — Où sont les pires « exploités ». — Conséquences nationales de la lutte des classes et leur contre-coup sur le peuple. — Où sont les vrais amis des prolétaires. — Quel est leur chef. — Quelle est la tactique qui leur convient.

LES LUTTES POLITIQUES

Proposition d'un homme d'esprit relativement à nos alliances. — Combien nous sommes loin de sa pensée. — Déclaration au sujet de la politique du clergé. — Une phrase de Lacordaire.

I. — Extension prise de nos jours par les luttes politiques. — Explication du fait. — Sa justification théorique. — La division d'un pays en partis politiques doit correspondre à l'idée de la division du travail. — Conséquences de ce principe.

Opposition spéciale des partis de tradition et des partis progressistes; des partis de gouvernement et des partis d'opposition. — Règles pratiques qui s'imposent aux uns et aux autres. — Ce que valent moralement et socialement, les « épurations ». — Tableau d'une société où la politique saurait se renfermer dans ses loix.

II. — Combien les faits s'éloignent, parmi nous, des principes. — Le règne de l'esprit sectaire. — Tous les partis participent plus ou moins de cet esprit. — Ses conséquences néfastes. — Altération de l'esprit national et démocratisation politique. — Les questions de personnes se substituant aux luttes d'idées. — L'émiettement des partis. — Les coalitions; les blocs. — Leurs résultats. — « Il n'y a personne, en France. » — Conséquences possibles, au dehors, de cet affaiblissement intérieur.

Les origines de nos conflits. — Le parti au pouvoir n'a pas désarmé; les partis vaincus ne se sont pas soumis. — Le mot de Louis XII et les conseils méconnus de Léon XIII. — A qui il appartient de faire le premier pas. — En quoi ce premier pas consiste. — Le rôle social des catholiques à l'heure actuelle. — « *Pro aris et focis.* »

LES LUTTES RELIGIEUSES

I

L'ANTICLÉRICALISME

Comment la religion, qui semblerait devoir pacifier toutes choses, devient la matière principale des conflits.

I. — Un mot de Proudhon. Sa vérification actuelle. — La passion antireligieuse prime tout. — Ce qu'on appelle un *clérical* et ce qu'on reproche au clergé. — La *haine* à ses raisons que la raison ne connaît pas.

Examen des griefs anticléricaux. — Griefs de sen-

liment. — L'inutilité du clergé. — Ses tendances prétendues oppressives. — Ridicule de cette accusation à l'heure actuelle. — N'est-ce pas le clergé, aujourd'hui, qui est esclave. — Appel aux réflexions du peuple. L'épouvantail suprême. — Les Dominicains et l'Inquisition.

II. — Griefs *de doctrine.* — Le caractère international de la religion catholique. — Sommes-nous un « clergé italien »? — Haute signification et utilité supérieure de l'internationalisme catholique.

Le Pape « souverain étranger ». — L'action de Léon XIII en Europe et en France.

Les catholiques entre l'ancien régime et les principes de *Quatre-vingt-neuf.* — Sommes-nous les représentants du passé et les ennemis du progrès? — Catholiques et positivistes. — Nos fautes, et les fautes plus graves de nos adversaires. — Vellétés bienveillantes et retours d'oppression.

La thèse de la libre-pensée. — *Ceci doit tuer cela.* « Ce qui s'écrit depuis 50 ans. » — L'infailibilité de ceux qui ne croient point au Pape. — Anticléricaux, les plus cléricaux. — Inquisiteurs d'un nouveau genre. — Le dogme, la morale et les pratiques anticléricales. — Coup d'œil sur les possibilités d'avenir et sur la difficulté des rapports entre le christianisme et les puissances politiques. — Les espérances de Lacordaire.

LES LUTTES RELIGIEUSES

II

PROTESTANTS ET JUIFS

Nos conférences à la tribune française. — Faisons-nous « de la politique »? — Esprit dans lequel sera traité ce sujet particulièrement délicat.

I. — La tendance à chercher des boucs émissaires. — L'antisémitisme et l'antiprotestantisme procèdent en partie de cet esprit. — Leurs griefs n'en appellent pas moins l'examen.

La mentalité différente des Israélites, des protestants et des « Français de France ». — Ce qu'on en peut conclure et ce qu'on n'en doit point conclure. — Le protestantisme et le judaïsme sont-ils la « religion de l'étranger » ? — Deux hypothèses au sujet de ce dernier. — La situation sociale des protestants et des Juifs en France, est-elle imputable à leurs mérites ? — Motifs de défiance et de gêne.

Origine des succès protestants et juifs en terre de France. — A qui devait profiter l'émancipation proclamée par la Révolution française. — Les dissidents enrôlés dans l'anticléricalisme. — Le cas particulier de l'instruction publique. — Une solution expéditive.

II. — L'antisémite et l'antiprotestant peuvent-ils se recommander légitimement de l'ancien droit de l'Église ? — La forme et le fond. — Éliminations préalables. — Tout n'est pas pur, dans le zèle des *Anti*. — Excitations jalouses et imprudentes. — Ce que réclamerait la justice.

L'antisémitisme et l'antiprotestantisme de l'Église ont toujours été nettement et exclusivement religieux. — Preuve du fait. — Le problème aujourd'hui retourné. — L'Église ne saurait suivre les *Anti* sur leur nouveau terrain. — Le « peuple élu » et le « sale Juif ». — Le principe des religions nationales aux yeux du catholique et de l'historien.

Le traitement infligé aux dissidents en d'autres siècles ne préjuge rien en ce qui nous concerne aujourd'hui. — Les principes et les contingences. — Les bases de l'ancien droit et les changements survenus. — Les dissidents jouissent d'une *possession d'état*. — Les dissidents et les athées.

La sagesse conclut dans le même sens que la justice.

— Citations instructives. — L'esprit sectaire, en France. — « Si vous voulez la liberté pour vous... » — La recrudescence de l'anticléricalisme et ses causes. — Plus catholiques que le pape. — Les responsabilités françaises. — Le vrai remède. — *Noli vinci a malo; sed vince in bono malum*..... 173

LES REVENDICATIONS FÉMINISTES

Le féminisme, signe des temps. — Griefs traditionnels. — « *Les hommes*. » — « *La femme*. » — Ce que nous combattons.

I. — Définition du féminisme. — Il ne peut avoir pleinement tort. — L'évolution des mœurs et la condition de la femme. — Le progrès n'est pas accompli. — Motifs de retard en ce qui concerne la femme. — La femme et le christianisme. — L'œuvre de ce dernier n'est point achevée.

Les principes directeurs, en cette matière. — Le bien social. — La famille, unité sociale. — Le bon fonctionnement de la famille et ses exigences. — Concours et division du travail. — L'égalité des sexes. — Égalité; mais non *assimilation*. — Le témoignage des femmes. — Les signes de vocation. — Capacités et tendances instinctives. — Conclusion provisoire.

II. — Ce qui résulte des principes au point de vue de la situation de la femme, soit au dedans de la famille, soit au dehors.

La thèse de l'union libre. — Le divorce par consentement mutuel. — L'égalité légale des époux. — Ce que réclame l'unité indispensable de la famille. — L'autorité, moyen de la finalité sociale. — Est-ce à la femme de gouverner, est-ce à l'homme ? — Faut-il laisser ce point à la décision des époux ?

Pages.

Doléances justifiées. — Le régime de la communauté.
 — Les pères marchands et les maris autocrates. — « Que celui parmi vous qui est le premier... »

III. — La place de la femme est au foyer. — Le travail extérieur de la femme est une plaie sociale. — « *L'ouvrière*, mot impie!... » — Ce qu'en pensent les socialistes. — La femme avocat, médecin, notaire... — Distinction importante. — Un débouché utile. — La liberté de la femme. — La barrière de l'instinct.

Les droits politiques de la femme. — L'absolu et le relatif. — Le principe de l'égalité devant la loi et le féminisme. — Une question pendante. — Quoi qu'il en soit... — Ce que produirait aujourd'hui le vote féminin, et ce qu'il produirait par la suite. — La dose du bruit et la dose des incompétences. — Appel au jugement de la femme.

Le vrai rôle de la femme n'est pas le gouvernement; mais *l'influence*. — Faire des hommes et non pas faire l'homme. — Programme d'action chrétienne proposé à la femme. — Conditions de son succès. — Marie, idéal éternel de la femme. — Un mot de saint Paul qui résume tout. 219

MÊME LIBRAIRIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

JÉSUS

Troisième édition

1 volume in-12..... 2 fr. 50

La Personne de Jésus.
Le Berceau de Jésus.
La Vie solitaire de Jésus.
La Prédication de Jésus.
La Prière de Jésus.
Jésus et l'autorité juive.
Jésus et ses disciples.
Jésus et la nature.

LE PATRIOTISME

ET LA

VIE SOCIALE

1 volume in-12..... 3 fr.

Le Patriotisme.
Les Devoirs du Patriotisme.
L'Obéissance au Pouvoir et
ses limites.
Le Rôle de l'Argent.
Le Rôle de la Presse (Le Livre).
Le Rôle de la Presse (Le
Journal).
La Paix et la Guerre.
L'Église et l'État.

NOS VRAIS ENNEMIS

1 volume in-12..... 3 fr.

La Haine.
Le faux Savoir.
Les fausses Libertés (I).
Les fausses Libertés (II).
La fausse Égalité.
Le Vice antisocial (I).
Le Vice antisocial (II).

Un Pèlerinage artistique à Florence. Un volume in-12, avec vignettes et couverture illustrée..... 2 fr.

L'Action catholique. Discours prononcé en l'église métropole de Besançon, le 22 avril 1899. Une brochure in-12..... 0 fr. 60

La Crise de la Foi dans la Société contemporaine. Discours prononcé à Besançon à l'occasion de la fête patronale de la Conférence Saint-Thomas d'Aquin, le 20 février 1898, dans la chapelle de l'École Saint-François Xavier. Une brochure in-12. 0 fr. 60